

# Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2020-2021



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

## Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles Rapport d'activité de 2020-2021

Le présent rapport résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR) entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 30 juin 2021.

### © Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne (UE) de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), financée par l'UE et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OEACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'OEACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2021 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Design: Websiteprojects LLP

Image de couverture: Sierra Leone, iStock.com

## Sigles et abréviations

<b>ACC</b>	Adaptation au changement climatique
<b>ACP</b>	Afrique, Caraïbes et Pacifique
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>CDEMA</b>	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales africaines
<b>CHaRIM</b>	Caribbean Handbook for Risk Information Management (Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques)
<b>DaLA</b>	Damage and Loss Assessment (Évaluation des dommages et des pertes)
<b>Exercice 2021</b>	Exercice du 1 <sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021
<b>Geo-CRIS</b>	Caribbean Risk Information System geospatial platform (Plateforme géospatiale du système d'information sur les risques des Caraïbes)
<b>GFDRR</b>	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
<b>GRC</b>	Gestion des risques de catastrophes
<b>IGAD</b>	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
<b>KCCA</b>	Kampala Capital City Authority (Administration municipale de la capitale Kampala)
<b>LiDAR</b>	Light Detection and Ranging (Détection de la lumière et mesure à distance)
<b>MEPyD</b>	Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo (Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement de la République dominicaine)
<b>MettelSat</b>	Service météorologique et hydrologique national de la République démocratique du Congo
<b>MoLSD</b>	Ministère du Travail et du Développement social du Soudan
<b>NDMA</b>	National Disaster Management Agency (Agence nationale de gestion des catastrophes)
<b>NDMO</b>	National Disaster Management Organization (Organisme national chargé de la gestion des catastrophes)
<b>NDRR</b>	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
<b>OEACP</b>	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONMO</b>	Organismes nationaux chargés de la gestion des catastrophes
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PDNA</b>	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PRC</b>	Prévention des risques de catastrophes
<b>RINA</b>	Rapid Impact and Needs Assessment (Évaluation rapide de l'impact et des besoins)
<b>RWFA</b>	Rwanda Water and Forestry Agency (Agence rwandaise des eaux et des forêts)
<b>SADC</b>	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
<b>SFN</b>	Solutions fondées sur la nature
<b>SIRED-RD</b>	système de collecte et d'évaluation des dommages pour la République dominicaine » ( <i>Sistema de Recopilación y Evaluación de Daños para la República Dominicana</i> -)
<b>SWIFT</b>	Survey of Well-being via Instant and Frequent Tracking (Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent)
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNDRR</b>	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
<b>ZRRF</b>	Zimbabwe Recovery and Resilience Framework (Cadre de reprise et de résilience du Zimbabwe)

## Contents

Sigles et abréviations	3
Avant-propos	5
Résumé analytique	6
Vue d'ensemble du programme	8
Thématiques transversales	13
Mobilisation de la société civile	15
<b>Le programme en Afrique</b>	<b>18</b>
Activités en Afrique	18
Pleins phares : Les efforts de relèvement au Sierra Leone aboutissent à des investissements dans la résilience à long terme	35
Pleins phares : Les inondations poussent à l'adoption de nouvelles approches pour prédire les aléas d'inondations au Soudan et s'y préparer	36
<b>Le programme aux Caraïbes</b>	<b>37</b>
Activités aux Caraïbes	37
Pleins phares : Les « combattants de catastrophes » des Caraïbes s'unissent en perspective de la saison des ouragans de l'Atlantique de 2021	46
Pleins phares : La démarche de Haïti en faveur du renforcement de la résilience aux catastrophes dans un contexte fragile	47
<b>Le programme dans le Pacifique</b>	<b>48</b>
Activités dans le Pacifique	48
Pleins phares : De nouvelles lignes directrices pour la construction aux Fidji renforcent la sécurité des maisons et des écoles	54
Pleins phares : Renforcement des cadres institutionnels pour la GRC aux Vanuatu	55
Mobiliser les investissements dans la gestion des risques de catastrophes	56
Annexe I : Communication et visibilité	58

## Avant-propos

Depuis son lancement en 2011, le **Programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR)** joue un rôle moteur pour aider les pays de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) à renforcer leur résilience face au changement climatique et aux risques de catastrophes. Le programme est intervenu aux côtés d'acteurs clés, parmi eux les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds, la société civile, le secteur privé et le milieu universitaire, afin de sauvegarder les progrès réalisés en matière de développement durable des impacts de catastrophes et du changement climatique. Au cours de l'exercice 2020-2021, le programme a continué d'adapter ses activités dans le contexte de la crise de COVID-19 et s'est employé avec les membres de l'OEACP à faire correspondre leurs interventions de lutte contre la pandémie à leurs stratégies globales de gestion des risques de catastrophes (GRC). La prolongation du programme jusqu'en décembre 2021 a fourni des occasions supplémentaires de surmonter les difficultés logistiques et organisationnelles causées par la pandémie.

Depuis la mise en place du programme il y a 10 ans, celui-ci a participé à l'intégration croissante des principes et des politiques de GRC et d'adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification du développement aux niveaux local, national et régional. Au cours de l'exercice 2021, le programme a continué de répondre aux demandes de consolidation des cadres de GRC nationaux, notamment par le renforcement des capacités techniques d'agences et d'institutions spécialisées et en encourageant la réforme des législations qui régissent ces organisations. Parmi les réalisations tangibles de la dernière année du programme, on compte l'inauguration en novembre 2020 de la nouvelle Agence nationale de gestion des catastrophes (*National Disaster Management Agency - NDMA*) en Sierra Leone, fruit d'une étroite collaboration entre le gouvernement et la Banque mondiale ; le lancement de Geo-CRIS, une nouvelle plateforme de données géospatiales destinée à partager des données liées à la GRC dans les Caraïbes ; et l'adoption de nouveaux codes de construction résilients pour le secteur du logement et de la construction aux Fidji. L'intérêt considérable suscité par ce type de renforcement des capacités institutionnelles et législatives

fait ressortir le rôle crucial d'une gouvernance effective et souligne à quel point des structures faibles et inefficaces peuvent grandement entraver les interventions suite à des catastrophes. Ces activités témoignent aussi des efforts continus déployés par les membres de l'OEACP à faire évoluer leur approche, en délaissant des interventions réactives post-catastrophe en faveur d'interventions proactives qui anticipent activement les aléas et tentent d'en atténuer l'impact.

Tout au long de l'exercice 2021, les États de l'OEACP ont été gravement exposés à des catastrophes liées au climat et le programme a continué de mettre l'accent sur l'apport d'assistance technique pour l'ACC. Les pays participants ont été très demandeurs d'un renforcement de leurs capacités de gestion des risques d'inondations, reflétant ainsi les ravages que peuvent causer de fortes précipitations, comme en témoignent les inondations majeures survenues au **Cameroun** et au **Soudan**. Les pays investissent de plus en plus dans des études et des plans de gestion des risques d'inondations, dans la mesure où le changement climatique exacerbe la fréquence et la gravité de ces phénomènes, comme on l'a vu en **Haïti** avec la mise en œuvre de mesures de prévention des risques d'inondations autour de Cap-Haïtien, et avec l'adoption d'un plan de gestion des risques d'inondations pour Honiara, la capitale des **Îles Salomon**.

Alors que la mise en œuvre du programme ACP-UE NDRR se termine en décembre 2021, il est crucial de continuer à investir dans la prévention des risques de catastrophes et dans la GRC afin de s'appuyer sur les succès du programme et de veiller à pérenniser les principes de résilience élaborés au cours de sa mise en œuvre. Ces investissements sont essentiels pour protéger les populations les plus à risque, qui sont devenues encore plus vulnérables aux chocs depuis la pandémie, et pour bâtir des communautés résilientes, capables de faire face à des situations d'urgence complexes et qui se chevauchent. Alors que le monde s'extirpe lentement de la crise sanitaire, l'OEACP, l'UE et la Banque mondiale/GFDRR continueront à renforcer le partenariat avec les pays de l'OEACP pour un relèvement plus vert, résilient et inclusif.



Cristelle Pratt  
Sous-secrétaire générale de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique



Carla Montesi  
Directrice du programme numérique du Green Deal, DG INTPA, Commission européenne



Niels Holm-Nielsen  
Manager et Chef du Secrétariat, Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

# Résumé analytique



Tanjje, Gambie  
Source : iStock.com

## Ce rapport souligne les résultats obtenus par le programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2021.

En perspective de la clôture du Programme ACP-UE NDRR en décembre 2021, l'accent au cours de l'exercice 2021 a été mis sur l'achèvement des activités entamées et à la réponse aux demandes les plus urgentes formulées par les États membres de l'OEACP. Le programme a donné lieu à l'attribution de financement à 2 nouveaux projets en 2021 moyennant un montant total de 141 000 dollars, au Soudan et au Cameroun, pour répondre aux urgences post-catastrophes suite à la saison des pluies d'août 2020. Cela porte le portefeuille total du programme à 149 projets, bénéficiant à plus de 70 pays depuis sa création. Des fonds supplémentaires ont également été accordés à des projets nationaux en cours au Cap-Vert, au Cameroun, en Gambie, au Kenya, au Malawi, aux Seychelles, au Soudan, aux Vanuatu et à un projet régional dans les Caraïbes, pour un montant total de 746 000 dollars. Les points saillants de chaque région sont présentés ci-dessous.

En Afrique, le portefeuille du programme comptait 29 projets actifs, dont 2 ont été lancés au cours de l'exercice 2021. En réponse à la saison des pluies d'août 2020 en Afrique subsaharienne, les deux nouveaux projets ont fourni un appui spécifique aux gouvernements du Cameroun et du Soudan pour évaluer les dommages post-catastrophe et améliorer la compréhension des risques de la part de leur gouvernement respectif. En ce qui concerne les activités post-catastrophe, une étape importante a été franchie au Sierra Leone avec la création d'une nouvelle Agence nationale de gestion des catastrophes, à l'issue d'un appui de longue date du programme, depuis les glissements de terrain survenus en 2017 dans la capitale, Freetown. Au niveau régional, des gouvernements, des urbanistes et des communautés locales

ont reçu une assistance technique pour améliorer la qualité des données en faveur de la résilience urbaine par l'adoption de technologies de rupture telles que l'imagerie par drone et l'intelligence artificielle. D'autres activités au niveau national ont poursuivi le renforcement des cadres législatifs et institutionnels pour la GRC et l'ACC au Bénin, au Kenya, au Malawi, au Mozambique ou aux Seychelles. La préparation aux inondations et à une meilleure compréhension de la résilience côtière a également constitué un aspect important du portefeuille du programme, notamment en Gambie, au Rwanda et au Sénégal. La résilience urbaine est également restée une haute priorité pour les gouvernements du Cameroun, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo de la République du Congo. Enfin, plusieurs réalisations majeures ont également été enregistrées au Cap-Vert, qui prend des mesures pour veiller à ce que ses écoliers soient suffisamment protégés en cas de catastrophe naturelle. Pour en savoir plus sur le portefeuille ACP-UE NDRR en Afrique au cours de l'exercice 2021, voir les pages 18-36.

Aux Caraïbes, le portefeuille du programme comprenait 14 projets actifs au cours de l'exercice 2021. L'apport d'informations sur les risques de catastrophes fiables et exploitables est restée une priorité, comme en atteste le lancement en novembre 2020 d'une nouvelle plateforme de données géospatiales : le système géospatial d'information sur les risques aux Caraïbes (*Geospatial Caribbean Risk Information System - GeoCris*)<sup>2</sup>, géré par l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (*Caribbean Disaster Emergency Management Agency - CDEMA*), qui veille à ce que les pays des Caraïbes aient accès aux données sur la GRC. Le programme a également continué de soutenir une initiative régionale visant à renforcer les capacités régionales et nationales de préparation et d'intervention

face aux catastrophes sous l'égide de la CDEMA, qui a également compris le lancement d'une campagne de communication innovante sur les ouragans et les multi-aléas pour les Caraïbes intitulée « Disaster Fighters » (combattants de catastrophes). En Haïti, pays extrêmement vulnérable aux catastrophes et aux événements climatiques graves, le programme a continué de soutenir le gouvernement au moyen de trois projets axés sur l'amélioration des capacités de préparation et d'intervention face aux catastrophes et sur le renforcement de l'infrastructure urbaine. Deux projets ont été mis en œuvre à Sainte-Lucie, qui ont aidé le gouvernement à tenir compte des considérations de GRC et d'ACC dans la planification du développement et le déploiement d'une stratégie globale de prévention des risques, qui eux aussi se sont conclus au cours de l'exercice 2021. La République dominicaine a elle aussi bénéficié de méthodes améliorées de collecte de données pour compiler un référentiel virtuel de données sur les catastrophes qui éclairera des besoins potentiels de relèvement et de reconstruction le moment venu. Pour en savoir plus sur le portefeuille ACP-UE NDRR aux Caraïbes au cours de l'exercice 2021, voir les pages 37-47.

Dans le Pacifique, le portefeuille du programme comptait 9 projets actifs au cours de l'exercice 2021. Plusieurs politiques et produits analytiques importants ont été finalisés, dont la publication de lignes directrices<sup>2</sup> aux Fidji qui ont amélioré la conception et la construction de maisons et d'écoles à un seul étage pour se préparer aux risques climatiques et aux risques de catastrophes et pour renforcer la capacité du pays à résister aux risques futurs de catastrophes. Un autre produit a été finalisé en avril 2021, avec la publication d'une étude détaillée sur les risques d'inondations<sup>3</sup> dans les îles Salomon, fournissant des informations de qualité sur la façon de mieux gérer et de réduire les risques d'inondations dans la région du Grand Honiara. Aux Vanuatu, les activités ont continué de renforcer les cadres institutionnels pour la GRC, notamment en encourageant la communication sur les risques de catastrophes. Ces efforts se sont concrétisés par l'organisation d'une

campagne de sensibilisation aux tsunamis en décembre 2020 et d'un atelier en juin 2021 qui a permis aux parties prenantes d'être engagées dans le dialogue national sur les réformes en faveur de la planification résiliente dans le pays. D'autre part, des ministères et des organismes publics de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont continué de procéder à l'examen institutionnel de leurs politiques de GRC afin d'y déceler d'éventuelles failles et de déterminer les réformes à engager en priorité, y compris une évaluation des systèmes de préparation aux urgences, d'intervention et de relèvement. Pour en savoir plus sur le portefeuille du programme dans le Pacifique au cours de l'exercice 2021, voir les pages 48-55.

Le programme ACP-UE NDRR est la concrétisation d'un partenariat très fort entre l'OEACP, l'UE et la Banque mondiale/GFDRR. Cette collaboration de plus de 10 ans entre les équipes de la Banque mondiale et leurs homologues des délégations de l'UE a été essentielle pour apporter un soutien aux États membres de l'OEACP. Pour en savoir plus sur la coopération avec les délégations de l'UE sur le terrain, voir les pages 11-12.

Enfin, le programme ACP-UE NDRR a continué de bénéficier de la capacité de la GFDRR à exploiter non seulement le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale, mais aussi ses capacités de financement, et à attirer des financements provenant d'autres sources. Plusieurs projets mis en œuvre au cours de l'exercice 2021 ont mobilisé un total de 374 millions de dollars, portant le montant total mobilisé dans le cadre du programme à plus de 4,3 milliards de dollars depuis sa création. Pour en savoir plus sur la mobilisation d'investissements dans la GRC du programme ACP-UE NDRR, voir les pages 56-57.

## Site de construction, Papouasie Nouvelle Guinée



Source : iStock.com

<sup>1</sup> La plateforme CRIS peut être consultée à <https://geocris2.cdema.org/>.

<sup>2</sup> Les lignes directrices sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/3rxjipi>.

<sup>3</sup> L'étude est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2RHd8e2>.

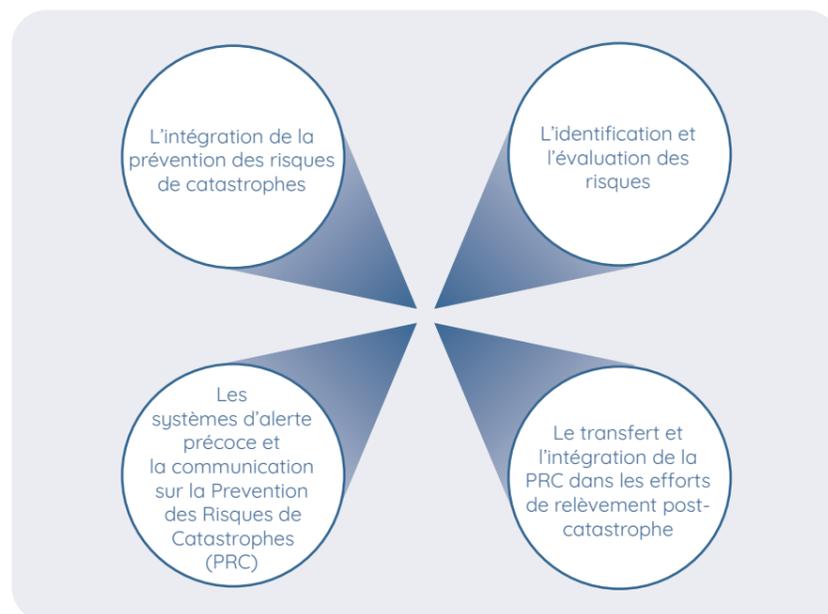
# Vue d'ensemble du programme



Maisons à flanc de colline à Kigali, Rwanda  
Source : iStock.com

## Objectifs et description du programme

Lancé en octobre 2011, le programme ACP-UE NDRR est mis en œuvre par le biais d'un fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique de 54,5 millions d'euros géré par la GFDRR. Son objectif est de renforcer la préparation aux catastrophes naturelles, ainsi que de développer les capacités de prévention et d'atténuation de l'impact des catastrophes aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans les pays ACP, en se concentrant sur quatre domaines prioritaires :



Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR apportent une assistance technique et s'efforcent de renforcer les capacités des pays ACP en termes de GRC et d'ACC. Elles intègrent également des approches de gestion des risques multisectorielles et multi-aléas dans la planification du développement sur le plan national et régional. Le programme encourage la prise de décisions éclairées en matière de résilience, de relèvement, de reconstruction et de planification du développement à long terme. Il atteint ses objectifs par la mise en œuvre de trois volets d'activités :

### Volet 1 - Projets au niveau régional et sous-régional

Activités au niveau régional, destinées à faire progresser les programmes nationaux de PRC des pays ACP par le biais de la coopération régionale et sous-régionale.

### Volet 2 - Projets au niveau national

Activités au niveau national, destinées à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de PRC et d'ACC dans les pays ACP au moyen d'assistance technique en fonction des besoins et impulsée par la demande, y compris des capacités de conseils techniques.

### Volet 3 - Activités post-catastrophe, de renforcement des capacités et de relèvement

Activités destinées à améliorer la capacité des pays ACP à répondre efficacement aux catastrophes par le renforcement de leurs capacités ex-ante à effectuer des évaluations des besoins post-catastrophe, par l'apport rapide d'assistance technique et par l'intégration de la PRC dans la planification du relèvement.

Les projets sont axés sur la demande et basés selon les besoins. La mise en œuvre des projets passe par un processus de validation aux critères suivants : (i) une **demande officielle** du gouvernement et/ou d'une organisation régionale ou sous-régionale démontrant l'appropriation du projet ; (ii) la **consultation de la délégation de l'UE concernée** pour confirmer que la proposition de projet est complémentaire à d'autres projets nationaux, régionaux et/ou intra-ACP de l'UE et (iii) l'**alignement sur les stratégies de la Banque mondiale** dans le pays concerné.

### Soutien aux communautés économiques régionales africaines

Le programme a été élargi en 2014 par une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros destinée à des activités régionales, afin de renforcer les capacités de coordination de GRC des communautés économiques régionales (CER) africaines et plus précisément celles de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* - IGAD) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community* - SADC). D'un point de vue administratif, cette contribution supplémentaire relève du programme ACP-UE NDRR, mais les activités mises en œuvre contribuent à l'accomplissement du 2<sup>e</sup> résultat attendu (R2) du programme ACP-UE de « *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne.* » Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme R2 de l'exercice 2021.

### Coordination avec d'autres partenaires

Le programme travaille avec des administrations publiques nationales et locales, les communautés, la société civile et d'autres partenaires, notamment des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales. Ce travail s'ajoute en complément

à la coordination avec les délégations de l'UE, dont des exemples plus précis sont donnés aux pages 11-12.

### Réunions du comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat de l'OEACD et de la Banque mondiale/GFDRR, se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi. La réunion du comité de pilotage pour l'exercice 2021 s'est déroulée en format virtuel le 28 avril 2021.

### Ponta Do Ouro, Mozambique



Source : iStock.com

## Résultats attendus et objectifs

Les principaux résultats attendus du programme ACP-UE NDRR sont les suivants :

L'amélioration de la résilience des pays ACP face à l'impact des catastrophes naturelles

Un meilleur niveau de préparation des populations dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles

La réduction du coût des interventions dans le cas de catastrophes naturelles.

L'accomplissement de ces résultats est mesuré par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici la date de clôture du programme, en décembre 2021.

	Atteint au 30 juin 2021	En cours	Statut au 30 juin 2021
30 pays ACP ont intégré la PRC et l'ACC dans leur processus de planification national	37	15	Objectif dépassé
20 pays ont mis au point des outils de risque destinés à orienter les efforts de réduction de la vulnérabilité	48	18	Objectif dépassé
3 bassins hydrographiques ont renforcé leurs capacités de gestion des risques d'inondations	4	5	Objectif dépassé
6 institutions sous-régionales sont dotées de capacités fonctionnelles en matière de PRC	6	-	Objectif atteint
20 pays ont accès à des systèmes d'alerte précoce opérationnels pour les catastrophes naturelles	13	6	Objectif en bonne voie d'être atteint par le biais d'activités régionales
15 pays ont élaboré des stratégies de financement et d'assurance des risques	17	4	Objectif dépassé
20 pays ont développé leurs capacités nationales pour réaliser des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA)	22	4	Objectif dépassé
15 pays ont entrepris des PDNA et des activités de planification du relèvement multipartites	22	1	Objectif dépassé
5 pays ont réellement mis en œuvre des activités de PRC à la phase de relèvement	7	8	Objectif dépassé



Port-au-Prince, Haïti  
Source : iStock.com

La mise en œuvre des projets du programme ACP-UE NDRR aux niveaux régional et national s'est faite en coordination avec des délégations de l'UE. Plusieurs exemples de cette coordination pour l'exercice 2021 sont mis en évidence ci-dessous.

En Afrique, les délégations de l'UE sont tenues au courant de la mise en œuvre des projets ACP-UE NDRR par des mises à jour régulières, des invitations adressées à des fonctionnaires de l'UE à participer à des ateliers, des formations et des événements de renforcement des capacités pour assurer la coordination, ainsi qu'en mettant à profit l'expertise de l'UE sur le terrain dans l'exécution des projets. Par exemple, en Gambie, des réunions ont eu lieu avec le chef de la délégation de l'UE à Banjul en décembre 2020 et en mai 2021 pour discuter des activités en cours du projet ACP-UE NDRR axé sur la résilience urbaine et côtière. La délégation de l'UE s'en est félicitée et y voit là une occasion fructueuse d'assurer la coordination avec les projets en cours dans le cadre de l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ de l'UE.<sup>4</sup> En outre, en mai 2021, le chef adjoint de la coopération de la délégation de l'UE en Gambie a prononcé la déclaration liminaire pour l'ouverture d'un atelier de deux jours, lors duquel ont été présentées les conclusions de l'évaluation des risques d'inondations et des risques côtiers pour la région du Grand Banjul et ses environs. Plus d'une cinquantaine de participants ont assisté à cet atelier, issus notamment du ministère des Finances et des Affaires économiques et de ministères sectoriels, d'organismes spécialisés (GRC, environnement, tourisme, ressources en eau et travaux publics), d'administrations publiques locales et d'autres partenaires internationaux.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Pour plus d'informations, voir : <https://www.gcca.eu/fr>.

<sup>5</sup> Les interventions effectuées au cours de l'atelier sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3hkGJrC>.

Dans le cadre d'un projet régional qui a utilisé des technologies de rupture dans des villes africaines à la croissance la plus rapide pour combler les manques d'information sur les risques, plusieurs homologues de la délégation de l'UE de tout le continent ont été consultés, y compris au Botswana, au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie. Des partenaires des agences européennes, notamment de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire et de la Direction générale de la mobilité et des transports de la Commission européenne, ainsi que l'Agence européenne de la sécurité aérienne, ont également participé à des activités de projet.

D'autres exemples en Afrique attestent de la coordination continue entre les équipes de la Banque mondiale et les délégations de l'UE. Au Cap-Vert, la délégation de l'UE à Praia a été tenue informée de l'état d'avancement des activités liées à l'intégration de considérations relatives aux risques de catastrophes et au changement climatique dans les investissements destinés à des infrastructures scolaires. Au Cameroun, des homologues de la délégation de l'UE ont été invités aux ateliers finaux d'octobre et de novembre 2020 qui ont présenté les activités de projet destinées à intégrer les considérations relatives aux risques climatiques et aux risques de catastrophes dans l'aménagement du territoire dans le pays (pour plus d'informations, ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 36). En outre, au Rwanda, des représentants de la délégation de l'UE ont assisté à un événement qui présentait les projets de la Banque mondiale liés aux thèmes du changement climatique et de l'environnement, dont celui portant sur l'élaboration d'un modèle hydrologique pour soutenir les activités dans le pays du Conseil des ressources en eau du Rwanda et des solutions fondées sur la nature.

La coordination avec l'UE a également été assurée dans le cadre des activités post-catastrophes. Au **Cameroun**, un nouveau projet a été lancé suite aux inondations d'août 2020 dans la capitale Douala afin d'**améliorer la compréhension des risques et de leurs conséquences pour l'urbanisme et les investissements**. Ce projet a été mis en œuvre en coordination avec la délégation de l'UE à Douala ainsi qu'avec d'autres organisations, dont l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence japonaise de coopération internationale. Au **Soudan**, suite aux fortes pluies saisonnières d'août 2020, le gouvernement a été le fer de lance de l'élaboration d'une

**évaluation rapide des besoins post-catastrophe et du relèvement**, financée par un nouveau projet ACP-UE NDRR. Cette évaluation dirigée par le gouvernement a été réalisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UE et la Banque mondiale et a été adaptée à partir de la méthodologie PDNA (pour plus d'informations, les résultats de l'évaluation sont décrits plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 36).

### Intervention de représentants de l'UE lors du lancement virtuel de la nouvelle plateforme de données géospatiales Geo-CRIS en novembre 2020



Source : CDEMA, l'événement est disponible [ici](#).

Aux **Caraïbes**, des homologues de la délégation de l'UE à la **Barbade** ont présenté des remarques liminaires lors de l'événement de lancement en novembre 2020 de Geo-CRIS<sup>6</sup>, une **nouvelle plateforme de données géospatiales** gérée par la CDEMA qui a été développée avec le soutien du programme et des contributions de plusieurs autres organisations régionales des Caraïbes.<sup>7</sup> Un autre exemple de coordination en 2021 porte sur celle qui a eu lieu entre les équipes de la Banque mondiale et les homologues de la délégation de l'UE à Saint-Domingue, en **République dominicaine**, où une réunion a été organisée en février 2021 pour discuter des activités en cours. Parmi elles se trouvaient les deux projets ACP-UE NDRR qui visaient à **renforcer la résilience physique et budgétaire aux catastrophes** et à améliorer l'accès à des **informations sur les risques** qui soient fiables. La mise en œuvre d'autres activités dans les Caraïbes financées par l'UE fait également l'objet d'une coordination régulière avec l'UE, en particulier celles mises en œuvre dans le cadre du **Mécanisme régional de renforcement de la résilience dans les Caraïbes**<sup>8</sup>, qui est un partenariat entre l'UE, le GFDRR et la Banque mondiale.

Dans le **Pacifique**, des mises à jour sur les projets sont régulièrement adressées à la délégation de l'UE à Suva, aux Fidji, en particulier sur des investissements connexes de la Banque mondiale dans les pays insulaires du Pacifique concernés soutenus par le programme, comme les **Fidji, Samoa, Tuvalu et Vanuatu**. Aux **Tuvalu**, par exemple, le partenariat de collaboration entre le gouvernement, la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux comme l'UE, la Banque asiatique de développement et le Mécanisme pour le renforcement des infrastructures dans la région du Pacifique (*Pacific Region Infrastructure Facility*, PRIF) a été déterminant<sup>9</sup> pour aider le gouvernement à organiser une série de réformes liées au financement de la politique de développement de l'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes financée par la Banque mondiale<sup>10</sup>, qui a été mobilisée par l'assistance technique financée par le programme ACP-UE NDRR. Cet engagement continu entre le gouvernement et des partenaires internationaux, y compris l'UE, continue d'inspirer le gouvernement à mettre en œuvre des réformes clés.

<sup>6</sup> La plateforme CRIS peut être consultée à <https://geocris2.cdema.org/>.

<sup>7</sup> L'événement de lancement de la plateforme CRIS est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3mRgtWu>.

<sup>8</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.gfdrr.org/en/caribbean-rfb>.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.theprif.org/>.

<sup>10</sup> Un Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle : <http://pubdocs.worldbank.org/en/563361507314948638/product-note-cat-ddo-ida-english-2018.pdf>.



## Thématiques transversales

Conakry, Guinée  
Source : iStock.com

L'inclusion du genre, l'autonomisation des femmes et la mobilisation de la société civile constituent les principes opératoires fondamentaux du programme ACP-UE NDRR, et plus généralement de l'action de la GFDRR.

### Inclusion du genre et autonomisation des femmes

Les questions de genre sont bien établies dans les approches de développement et sont reconnues à l'échelle mondiale comme fondamentales à la PRC. Comme le souligne son **Plan d'action du genre 2016-2021**,<sup>11</sup> qui relève des actions et des résultats spécifiques propices à promouvoir la question du genre comme une composante essentielle de la GRC, la GFDRR surveille les progrès et les résultats accomplis en matière d'intégration de l'égalité entre hommes et femmes et de l'autonomisation des femmes dans son portefeuille de projets. La tendance à l'intégration des considérations de genre dans le portefeuille du Programme s'est poursuivie à l'exercice 2021.

En **Afrique**, plusieurs projets se sont axés spécifiquement sur le genre, comme au **Cameroun**, où les activités ont inclus la collecte de données post-catastrophe pertinentes et sensibles au genre à l'aide d'outils libres d'accès pour établir la cartographie des risques. Près de la moitié des cartographes de collecte de données sur le terrain qui ont été formés à des outils de cartographie et de relevé sur le terrain étaient des femmes et les enquêtes ont fait en sorte d'inclure les femmes parmi les personnes interrogées. En

outre, dans le cadre d'un projet en **République démocratique du Congo** visant à améliorer les services climatiques et hydrométéorologiques, une campagne de **communication sensible au genre** a été utilisée pour produire et disséminer en temps opportun des informations pertinentes destinées aux principales parties prenantes congolaises, y compris les agences de transport fluvial, les exploitants d'hydroélectricité, les organismes de prévention des catastrophes et de protection civile, les agriculteurs et les acteurs agricoles, l'aviation, les médias et le grand public.

Aux **Caraïbes**, un projet en **Haïti** soutient plusieurs organismes publics, dont la Direction de la protection civile (qui relève du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales) et le ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes, à **combattre les inégalités entre les genres** dans le cadre de leurs efforts de GRC. Une analyse des écarts entre hommes et femmes est en cours d'élaboration, en consultation avec des associations féminines et la communauté dans son ensemble, afin de mieux comprendre les écarts entre les sexes qui existent dans le secteur de la GRC en Haïti. En outre, dans le cadre d'un projet **régional** aux Caraïbes, une initiative intitulée

<sup>11</sup> Le Plan d'action du genre de la GFDRR pour 2016–2021 est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3kxskYH>.

« Disaster Fighters »<sup>12</sup> (combattants de catastrophes) a été lancée en juin 2021 afin de promouvoir la résilience aux catastrophes et de sensibiliser le public de manière dynamique et engagée, en mettant particulièrement l'accent sur la sensibilisation des jeunes. Cette campagne de communication sur les ouragans et les aléas multiples a été **informée par la littérature existante sur les stratégies de genre** pour les communications de préparation aux catastrophes (pour plus d'informations, l'initiative « Disaster Fighters » est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 46).

Dans le **Pacifique**, un projet aux **Fidji** a aidé le gouvernement à élaborer un ensemble de lignes directrices<sup>13</sup> fondées sur les enseignements tirés du cyclone tropical Winston de 2016 afin d'améliorer la résilience des maisons et des écoles à un étage contre les tempêtes et les tremblements de terre

futurs. Ces lignes directrices s'adressent aux propriétaires individuels et aux maçons, ainsi qu'aux institutions communautaires chargées de superviser la construction des écoles. L'élaboration des lignes directrices a examiné **les avantages différenciés pour les femmes et les enfants** ainsi que la satisfaction des besoins des personnes handicapées dans la conception des écoles. Ces lignes directrices ont été portées à la connaissance du public par une campagne nationale de mobilisation et de sensibilisation dirigée par l'industrie du bâtiment du pays.



Suva, Fidji

Source : iStock.com

<sup>12</sup> De plus amples informations sur l'initiative sont disponibles à : <https://bit.ly/3ea5K6P>.

<sup>13</sup> Les lignes directrices sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/2NqbBV8>.

## Mobilisation de la société civile

Des organisations de la société civile (OSC) ont continué d'éclairer plusieurs projets. Cette tendance s'inscrit dans le droit fil du **Plan d'action de participation citoyenne 2019-2023**<sup>14</sup> de la GFDRR, qui vise à accroître le nombre de subventions comportant des activités de participation citoyenne dans le portefeuille de la GFDRR.

En **Afrique**, un **projet régional** prônant le recours à des technologies de rupture dans les centres urbains africains a reçu des contributions de plusieurs OSC comme « Village Reach »,<sup>15</sup> en particulier sur **l'utilisation d'outils numériques et de drones** pour entreprendre des évaluations des risques urbains. En **Côte d'Ivoire**, des clubs locaux d'étudiants en cartographie et des membres de l'OSC locale OpenStreetMap Côte d'Ivoire ont été impliqués à chaque étape du processus de cartographie des risques, à savoir la création, les activités sur le terrain, la formation et les rapports. Au cours des travaux sur le terrain, près d'un millier de personnes issues des communautés locales ont été sensibilisées aux zones sujettes à des aléas et au recours aux technologies pour mieux comprendre les risques de catastrophes. Les activités ont été éclairées par les contributions **reçues d'universités locales**, comme en **République du Congo**, où à la fois l'Université Marien Ngouabi et la nouvelle Université technique Denis Sassou-Nguesso de Brazzaville ont contribué aux activités de cartographie des risques. En **Ouganda**, un projet a soutenu les capacités du gouvernement aux niveaux national et infranational à élaborer la Stratégie de résilience aux risques de catastrophes et au changement climatique de Kampala, qui a reçu des contributions d'OSC telles que la Croix-Rouge, l'Observatoire hydrométéorologique sur l'Afrique, « Local Governments for Sustainability – Africa »,<sup>16</sup> et le Programme d'amélioration des moyens de subsistance de l'Ouganda.<sup>17</sup>

Dans les **Caraïbes**, les activités menées au **Belize** pour améliorer la gestion du réseau routier se sont en partie fondées sur la **sensibilisation des communautés aux risques naturels et aux risques de catastrophes**. Celles-ci ont donné lieu à un partage de connaissances techniques avec les communautés locales et à un apprentissage du point de vue pratique sur la façon d'intégrer des données anecdotiques dans des concepts et des pratiques d'ingénierie. Les engagements en **Dominique** pour renforcer la reconstruction résiliente dans le pays après le passage de l'ouragan Maria ont donné lieu à des consultations des **populations locales**, y compris du conseil municipal de Kalinago. En outre, en **Haïti**, les activités d'aménagement municipal et de résilience urbaine de Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville du pays, ont donné lieu à des discussions avec des OSC locales dans le cadre d'**un engagement au niveau des quartiers**.

Dans le **Pacifique**, un projet régional mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a renforcé la résilience des communautés face aux risques de catastrophes et au changement climatique en **Micronésie** et en **République des Îles Marshall**. Il a comporté plusieurs engagements avec la société civile, dont trois ateliers de consultation sur des **activités de GRC basées dans la communauté**, sollicitant la participation de plusieurs OSC locales.

D'autres activités ont été menées dans le Pacifique, parmi elles la **consultation de plusieurs OSC** dans le cadre de l'élaboration de nouvelles politiques et directives gouvernementales importantes, y compris l'élaboration du nouveau Code du bâtiment aux **Tuvalu**. S'ajoute à cela l'élaboration de nouvelles lignes directrices portant sur la sécurité dans le domaine de la construction aux **Fidji**, qui a recueilli des contributions des communautés locales d'iTaukei (pour plus d'informations, le projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 54).

### Activité de cartographie de la vulnérabilité aux aléas impliquant les collectivités de l'atoll de Kwajalein



Source : OIM, Îles Marshall.

<sup>14</sup> Le Plan de participation citoyenne de la GFDRR 2019-2023 est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2R2mSjt>.

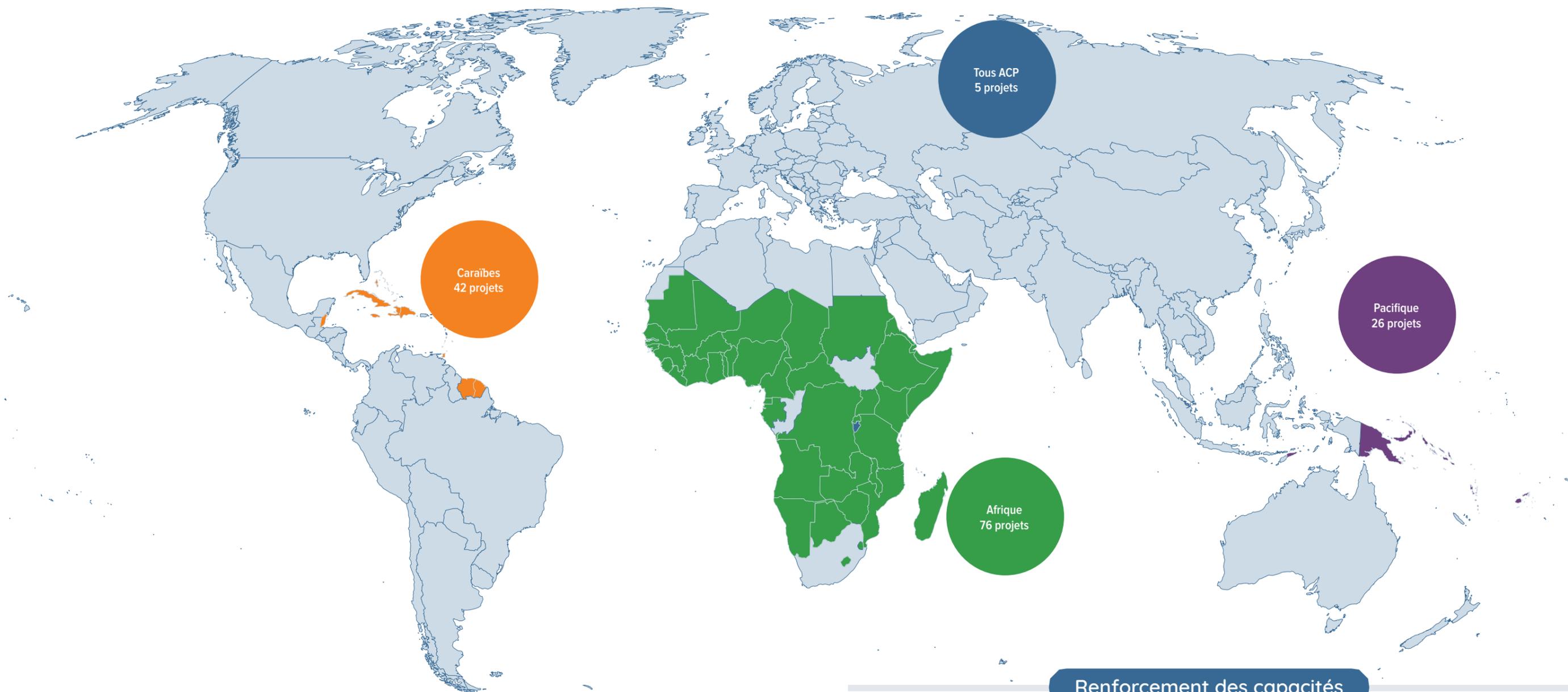
<sup>15</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.villagereach.org/>.

<sup>16</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://africa.iclei.org/>.

<sup>17</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://bit.ly/2X1W83V>.

## Domaines d'intervention du programme

Répartition par région au 30 juin 2021



## Répartition par volet d'activité, au 30 juin 2021



## Renforcement des capacités

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a organisé **872** événements de formation, bénéficiant à **36 450** participants.

Personnes formées en GRC  
**25,374**

Personnes formées en PDNA  
**3,727**

Personnes invitées à des conférences  
**7,349**

## Ressources et publications

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a développé **568** produits analytiques



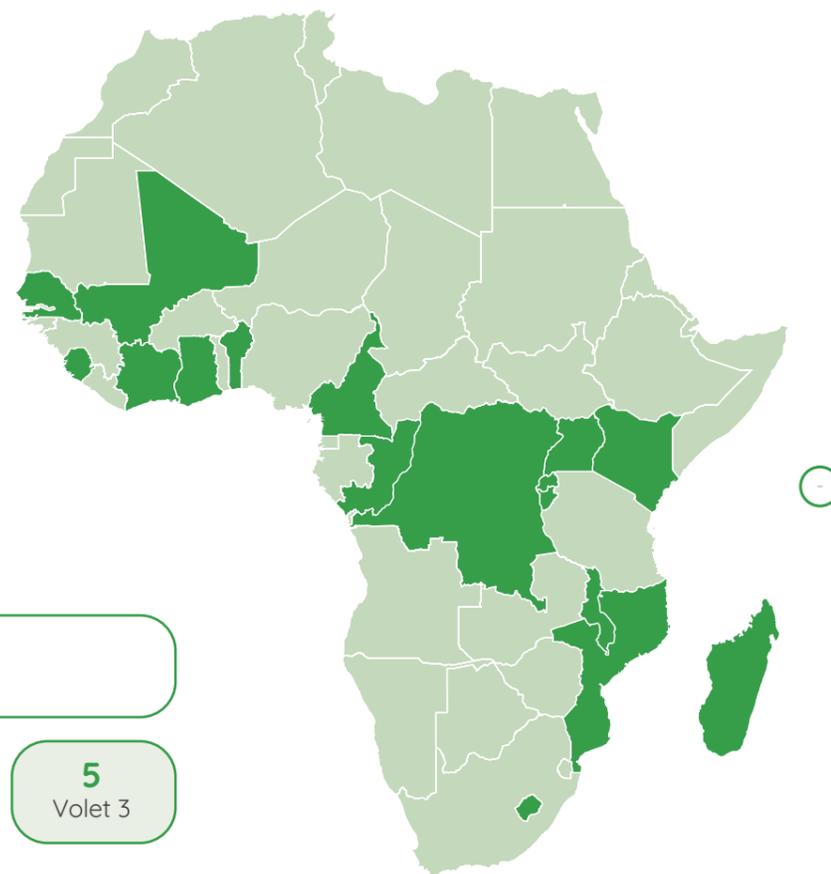
Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2021  
**Le programme en Afrique**

Kampala, Ouganda  
 Source : iStock.com

**Activités en Afrique**

Les activités en Afrique au cours de l'exercice 2021 se sont focalisées notamment sur les carences institutionnelles, réglementaires et politiques dont souffrent les cadres nationaux de préparation et d'intervention en cas de catastrophes. Ces activités couvrent des domaines thématiques clés, comme la résilience urbaine, la préparation aux risques d'inondations et les menaces pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Au cours de l'exercice 2021, le portefeuille pour l'Afrique comptait 29 projets actifs, dont 8 projets régionaux (Volet 1), 18 projets nationaux (Volet 2) et 5 projets post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3). Un financement a été approuvé pour deux d'entre eux au cours de l'exercice.



**29**  
projets actifs

**8**  
Volet 1

**18**  
Volet 2

**5**  
Volet 3

**Projets régionaux**



Exercices de cartographie communautaire

Source : Resilience Academy, Rapport final du monde numérique pour la résilience urbaine, Banque mondiale.

A travers l'Afrique, les villes se trouvent au cœur de la transformation démographique du continent, les grands centres urbains connaissant un essor rapide. Les urbanistes sont confrontés à des lacunes en matière de données et à des ressources limitées pour la collecte et l'analyse des données, qui sont pourtant essentielles pour identifier les communautés et les infrastructures critiques les plus exposées à des risques de catastrophes.

Un projet régional<sup>18</sup> qui s'est conclu à l'exercice 2021 visait donc à **combler ces lacunes de données de qualité et exploitables pour la résilience urbaine**. Il a fourni à des communautés urbaines et à des institutions des formations, des outils et une expertise pour collecter des données et réaliser des évaluations des risques afin de réduire cet écart. Grâce à ce projet, des parties prenantes urbaines ont appris à utiliser des technologies qui ont amélioré leurs capacités de collecte de données, y compris l'acquisition d'images satellites, la cartographie par drone, des applications de levés topographiques et l'intelligence artificielle. Des OSC représentant des chercheurs, des étudiants et des groupes de jeunes ont formé le cœur des efforts d'engagement du projet auprès des communautés urbaines locales et des groupes au niveau local. L'accent a été mis sur l'enseignement des compétences en matière de collecte de données et sur l'utilisation de téléphones et d'ordinateurs portables pour faciliter ces tâches. Ce projet a suscité un enthousiasme considérable : le nombre de villes d'Afrique qui se

sont livrées à des analyses des risques est passé de 23 à 118. En outre, les technologies au cœur du projet ont eu des applications très concrètes. Par exemple, pendant la pandémie de COVID-19, il a été fait recours aux images satellites, à l'intelligence artificielle et aux levés topographiques effectués par des drones pour identifier les flambées de l'épidémie et les foyers de virus dans les villes. Les activités ont abouti à la présentation aux autorités locales d'études de cas intitulées *Drones au service de la gestion des risques*, ainsi qu'à la production d'ensembles de données mis à jour et améliorés du « *World Settlement Footprint* » pour les informations d'exposition obtenus par des techniques satellites et d'intelligence artificielle. Ces activités ont donné lieu à des demandes d'investissements supplémentaires pour la numérisation des données urbaines à l'aide d'outils distants et satellites. Plusieurs enseignements précieux ont été tirés tout au long du projet, parmi eux l'importance de la validation des données au niveau local comme moyen de faire participer la communauté et de pérenniser les réalisations du projet.

D'autres projets régionaux ont été mis en œuvre dans le cadre du programme du Résultat 2. Ceux-ci sont décrits dans un rapport d'activité distinct qui présente ses activités au cours de l'exercice 2021.

<sup>18</sup> Pour plus d'informations sur ce projet régional, voir : <https://bit.ly/30vLv0k>.

## Projets nationaux



### Bénin

Le **Bénin** est exposé à une multitude d'aléas naturels, tels que les inondations, l'érosion côtière et les incendies de forêt. Le gouvernement entreprend une série de grandes réformes politiques et réglementaires afin de mieux doter ses institutions des moyens nécessaires pour faire face à ces risques qui se recoupent. Il a été en mesure de renforcer ses capacités techniques, législatives et institutionnelles de gestion des risques liés au climat et des risques de catastrophes grâce à l'appui d'un projet de renforcement des **cadres législatifs et institutionnels** qui sous-tendent l'approche du Bénin en matière d'anticipation des risques de catastrophes et d'intervention.<sup>19</sup> Cet appui s'est notamment traduit par des contributions techniques au projet de loi sur la gestion des risques de catastrophes, ainsi que de l'établissement de rôles et de chaînes de responsabilité clairement établis au sein des ministères pour faire face à des situations d'urgence. Le gouvernement a pu également renforcer les normes en matière d'aménagement du territoire et de travaux publics pour la PRC dans des secteurs essentiels comme l'éducation, les transports et la santé. En outre, des considérations relatives à la GRC et au changement climatique ont été prises en compte

dans les outils de planification intégrée de l'utilisation des terres, qui ont entraîné une augmentation des possibilités d'aménagement du territoire informées par les risques. Le gouvernement a également été en mesure de mieux comprendre les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ces réformes, comme en témoigne l'élaboration des *Lignes directrices techniques pour des écoles plus sûres et de la Stratégie pour des écoles plus sûres*. Ces efforts ont contribué à une meilleure compréhension et à une intégration renforcée de la résilience dans la planification, la conception, la construction et la maintenance d'établissements scolaires. Des consultations finales sont en cours avec l'Agence nationale pour la sécurité civile et l'Agence nationale d'aménagement du territoire afin de déterminer les besoins et de rédiger une feuille de route en vue d'élaborer des lignes directrices pour des plans d'urgence locaux à Pèrèrè et Kandi, y compris une mise à jour des plans d'urgence locaux. Un autre projet pilote similaire sera lancé pour mettre à jour les plans d'urgence locaux dans deux villes très vulnérables aux catastrophes naturelles.

Ganvie, lac Nokoué, Bénin



Source : iStock.com

<sup>19</sup> Pour plus d'informations sur ce projet au Bénin, voir : <https://bit.ly/3sks2uU>.

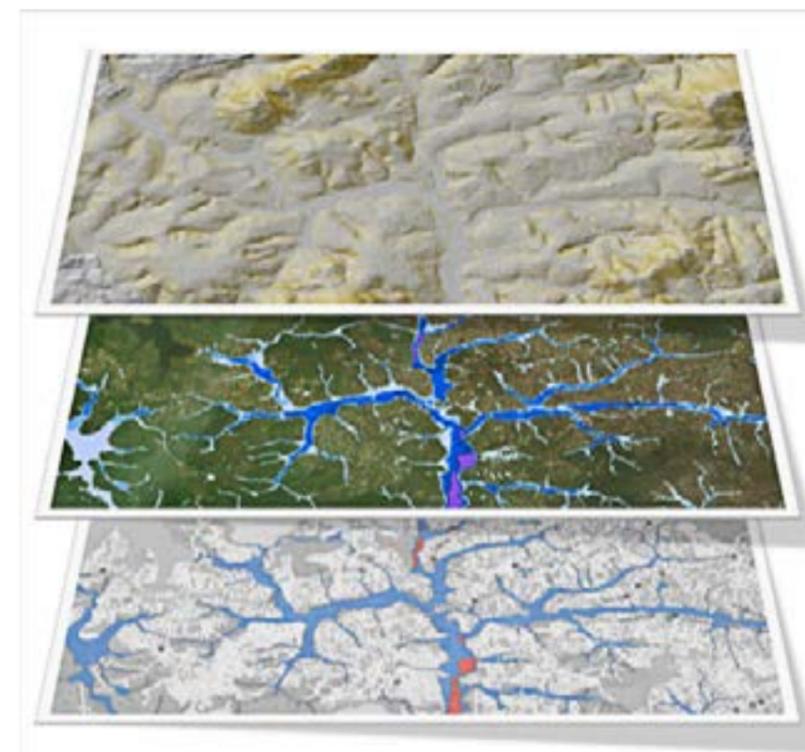


### Cameroun

Le gouvernement du **Cameroun**, par l'intermédiaire du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et du ministère de l'Habitat et du Développement urbain, a accordé la priorité à **l'intégration de la GRC et de l'ACC dans sa planification du développement** avec le soutien du programme.<sup>20</sup> Il a participé à la production du *Guide pour l'intégration des risques climatiques et des risques de catastrophes dans la planification du développement*, qui fournit des orientations stratégiques pour contribuer au renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans plusieurs villes. Plusieurs opportunités ont été offertes à responsables gouvernementaux et à des chercheurs universitaires d'acquérir une expérience et des capacités précieuses propices à l'augmentation de la résilience. Celles-ci ont comporté des ateliers qui ont suscité un vif intérêt de la part des parties prenantes universitaires, y

compris des chercheurs et des étudiants, qui ont reçu une formation sur des compétences hydrométéorologiques importantes, comme la cartographie de l'utilisation des terres, la modélisation hydrologique et la collecte de données géologiques. En plus d'améliorer les ressources humaines, les efforts du gouvernement en matière de renforcement de la résilience aux catastrophes et au climat ont également abouti à l'élaboration de plusieurs outils d'analyse. On compte parmi eux un *Atlas des risques d'inondations* et 18 cartes des risques d'inondations pour plusieurs quartiers de Yaoundé, la capitale du Cameroun, ainsi que pour la municipalité de Ngaoundéré, une ville du nord du Cameroun. Cette approche a grandement facilité l'accès par les experts à des données de qualité sur les risques climatiques et les risques de catastrophes dans le processus décisionnel pour la planification du développement.

### Illustration de l'exercice sur les couches de risques d'inondations entrepris à Yaoundé, au Cameroun



Source : Banque mondiale, Rapport sur les couches de risques d'inondations (non publié).

<sup>20</sup> Pour plus d'informations sur ce projet au Cameroun, voir : <https://bit.ly/3s62BNq>.



## Cap-Vert

Le **Cap-Vert** prend actuellement des mesures pour veiller à ce que ses **écoliers soient suffisamment protégés en cas de catastrophe naturelle**. Le ministère de l'Éducation s'emploie à améliorer sa capacité d'évaluer l'intégrité structurelle des infrastructures scolaires et de réduire l'exposition des écoles aux catastrophes naturelles. Il accorde une priorité particulière au Plan national de réhabilitation et d'extension des infrastructures scolaires, qui vise à réhabiliter, à renforcer et à agrandir les infrastructures scolaires du pays. Dans le cadre du projet d'*Intégration de considérations relatives aux risques de catastrophes et au changement climatique dans les investissements d'infrastructures scolaires*,<sup>21</sup> qui a reçu des fonds supplémentaires en août 2020, des résultats prometteurs ont été obtenus, notamment la collecte de données existantes sur les infrastructures scolaires et l'identification des typologies structurelles. Grâce à eux, le ministère de l'Éducation a pu mettre à jour son système d'information pour la gestion de l'éducation en ce qui concerne les bâtiments scolaires. Une identification préliminaire des écoles exposées à des catastrophes naturelles a également été réalisée, qui a donné lieu à la collecte d'informations et de photos détaillées des bâtiments de 45 écoles, donnant des précisions sur le taux d'occupation des établissements, l'état des infrastructures et les espaces fonctionnels. Avec l'appui de l'Université du Cap-Vert, un diagnostic du contexte général des infrastructures scolaires a été dressé

pour comprendre comment les écoles sont gérées et le rôle que jouent les acteurs concernés dans le cycle de vie des infrastructures scolaires. En outre, une révision globale de la législation existante et une évaluation de la situation financière pour les infrastructures scolaires ont été réalisées afin d'identifier les possibilités susceptibles d'améliorer la gestion et la qualité des écoles existantes et de déterminer de potentiels partenaires financiers et des possibilités d'investissements futurs. Un autre diagnostic a été dressé, cette fois sur les capacités du secteur local du bâtiment d'entreprendre des améliorations structurelles en vue de renforcer le système informatique système du ministère de l'Éducation, en fournissant des orientations pour la préparation de stratégies d'intervention visant à assurer la qualité et la résilience des infrastructures scolaires. Enfin, des activités de renforcement des capacités sont actuellement entreprises pour assurer le suivi des interventions entreprises dans les écoles de tout le pays. Elles ont inclus parmi elles une formation en juin 2021, axée sur la gestion, la planification, la conception, la construction et la maintenance des infrastructures scolaires. Y ont participé 13 fonctionnaires, dont trois femmes, du ministère de l'Éducation et des délégués des municipalités locales.

Mindelo, Cap Vert



Source : iStock.com

<sup>21</sup> Pour plus d'informations sur ce projet au Cap-Vert, voir : <https://bit.ly/30oMGOU>.

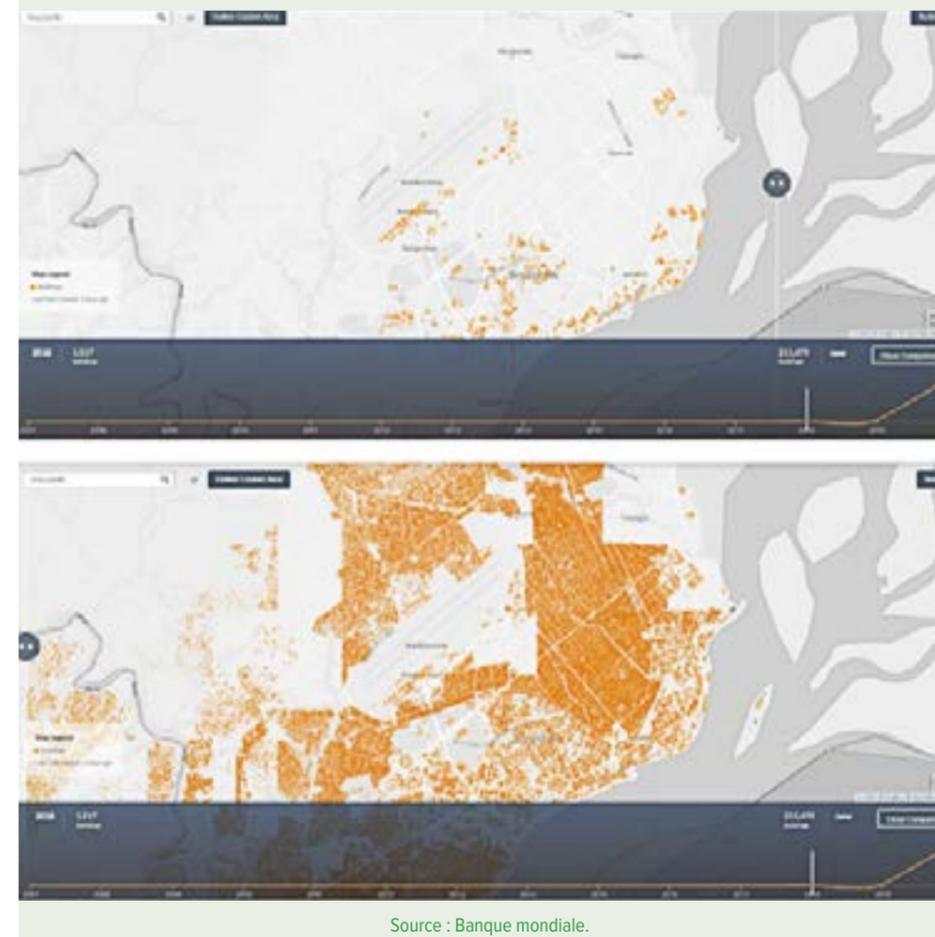


## République du Congo

La **République du Congo** prône un **développement urbain résilient** dans deux de ses plus grandes villes : Brazzaville et Pointe-Noire. L'expansion urbaine rapide et un développement non planifié ont eu l'effet combiné de déplacer les habitants pauvres de ces villes vers des zones vulnérables aux aléas, en particulier aux fortes pluies et aux inondations.<sup>22</sup> Il est d'autant plus difficile de remédier à ce problème compte tenu de l'absence de données précises utilisables pour repérer les quartiers à risque. Avec le soutien du programme, les principaux homologues du gouvernement, dont le ministère des Grands travaux et du Développement urbain, les municipalités des deux villes, des chercheurs et des étudiants se sont livrés à des activités de cartographie « Open Data » afin de combler les données manquantes et de soutenir la planification résiliente du développement urbain. Les captures d'écran ci-dessus, qui illustrent les informations disponibles à Brazzaville avant et après les activités de cartographie des rues, montrent

la quantité de données qui ont été acquises dans le cadre de ces activités. Ces données ont aidé à éclairer les évaluations des risques et les mesures d'atténuation, en évaluant les terres en fonction de leur utilisation actuelle (c.-à-d., résidentielle), des facteurs climatiques et environnementaux et la croissance économique. Des informations spatiales détaillées sur les routes, les résidences et d'autres infrastructures ont permis un meilleur repérage des quartiers vulnérables aux fortes pluies et aux inondations. Un atelier de restitution a eu lieu à Brazzaville en avril 2021, une fois les activités de cartographie « Street View » terminées, afin de présenter les résultats de l'analyse au niveau des rues à des parties prenantes nationales et locales. Il a été proposé de créer un laboratoire géospatial afin de préserver et de maintenir les connaissances et les compétences développées au cours de la mise en œuvre du projet.

Avant (haut) / après (bas) des empreintes de bâtiments cartographiés à Brazzaville



Source : Banque mondiale.

<sup>22</sup> Pour plus d'informations sur ce projet en République du Congo, voir <https://bit.ly/3q36G2C>.



## République démocratique du Congo

Le gouvernement de la **République démocratique du Congo** a porté son attention sur l'amélioration de **ses services climatiques et hydrométéorologiques** dont il a confié la gestion à son institution spécialisée, MettelSat, comme constituant une composante importante de sa stratégie nationale de GRC. Un projet<sup>23</sup>, qui s'est conclu à l'exercice 2021, visait trois objectifs spécifiques pour refléter cette priorité : (i) investir dans les ressources humaines et institutionnelles de MettelSat nécessaires à la mise en œuvre et au maintien de services d'observation et de prévision météorologiques et hydriques ; (ii) renforcer les réseaux d'observation et de prévision ; et (iii) produire et fournir en temps opportun des informations précises et pertinentes pour les principales parties prenantes congolaises, y compris les agences de transport fluvial, les exploitants d'hydroélectricité, les organismes de prévention des catastrophes et de protection civile, les agriculteurs et les acteurs agricoles, l'aviation, les médias et le grand public. Pour mesurer l'application des réalisations de ce projet, MettelSat a adopté plusieurs approches novatrices pour lutter contre les inondations et le changement climatique dans les bassins versants de la N'Djili et de la Kalamu. MettelSat a également bénéficié d'améliorations de ses bâtiments et de son matériel qui faisait cruellement défaut et a reçu la livraison de nouveaux appareils météorologiques et hydrologiques, jetant ainsi les bases de systèmes d'alerte précoce plus performants dans le pays.

Alors que la ville de Kinshasa continue de croître et de s'étendre, la **République démocratique du Congo** a fait une priorité du **développement urbain résilient** dans sa capitale et a renforcé l'utilisation d'informations sur les risques pour éclairer son processus décisionnel concernant des investissements clés. Le ministère provincial du Plan, des Travaux publics et des Infrastructures, le ministère du Développement urbain et du Logement,

l'administration municipale de Kinshasa et l'Université de Kinshasa ont travaillé ensemble pour approfondir les connaissances et la compréhension des risques d'inondations, d'érosion et de glissement de terrain dans le bassin versant urbain de la N'Djili. Ces efforts ont abouti à l'élaboration d'un rapport analysant plusieurs scénarios de développement urbain pour le bassin versant, ainsi qu'à une analyse de mesure de l'impact économique des fermetures de routes dues aux inondations à Kinshasa. Des informations ont également été compilées pour privilégier les options d'investissement durable tout en augmentant la participation des femmes au processus décisionnel. Le Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa<sup>24</sup> a également donné lieu à l'adoption d'approches innovantes pour la résilience urbaine intégrée aux risques de catastrophes et au changement climatique, ce qui a aidé à déterminer plusieurs interventions capables d'être reproduites dans des situations et des contextes constatés dans toute la ville de Kinshasa. Une dernière composante du projet a facilité les échanges de bonnes pratiques entre des organismes publics, le secteur privé et la Banque mondiale. Il s'est agi pour cela de faire connaître les bonnes pratiques en matière de résilience urbaine au moyen de publications, de présentations et de dépliants. Les débats publics qui ont été encouragés au sujet de ces pratiques ont contribué à l'implication des parties prenantes dans les processus de prise de décisions, tout en éclairant les stratégies de la Banque mondiale et du pays. À l'issue de ces efforts, des organismes publics, tels que la Cellule Infrastructures et la municipalité de Kinshasa, ont été amenés à participer aux étapes de collecte des données du projet et à coordonner les efforts avec les autorités et les communautés locales.



## eSwatini

La sécheresse est devenue un risque important pour le développement durable en **eSwatini** et perturbe la sécurité alimentaire, la santé et l'activité économique, tout en affectant de manière disproportionnée les ruraux pauvres et les communautés tributaires de l'agriculture. Les effets dévastateurs des sécheresses ont amené le gouvernement, par l'entremise de sa NDMA, à **renforcer ses capacités de préparation aux sécheresses et à leur atténuation** avec le soutien du programme.<sup>25</sup> Les activités se sont axées sur l'amélioration de la capacité des pouvoirs publics à se préparer adéquatement aux sécheresses et à y réagir. Par exemple, une analyse complète a été effectuée pour identifier et quantifier les risques liés aux sécheresses pour les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de la santé et de l'éducation. Des plans pilotes d'urgence en cas de sécheresse ont été élaborés avec la participation des parties prenantes concernées, qui leur ont permis de mieux comprendre la conception des mécanismes de

financement des risques et d'assurance. Enfin, les efforts déployés par eSwatini pour devenir un centre d'excellence en matière de préparation à la sécheresse ont été montrés en exemple dans toute l'Afrique australe et au-delà. Ces activités ont été mises en œuvre au moyen d'une série de formations et d'ateliers de renforcement des capacités. À titre d'exemple, 103 fonctionnaires, volontaires et « scientifiques citoyens », dont 53 femmes, ont assisté à trois ateliers sur le suivi de la sécheresse, la validation des données et le signalement des incidences. Un prototype de surveillance de la sécheresse a également été mis au point au cours de la mise en œuvre du projet. Il a facilité le partage et l'intégration de données de télédétection au sein de la NDMA et entre d'autres organismes publics essentiels aux efforts de préparation à la sécheresse, comme le ministère de l'Agriculture.

<sup>23</sup> Pour plus d'informations sur ce projet en République démocratique du Congo, voir : <https://bit.ly/3oQmjuk>.

<sup>24</sup> Pour plus d'informations sur ce projet en République démocratique du Congo, voir : <https://bit.ly/3EYGJao>.

<sup>25</sup> Pour plus d'informations sur ce projet en eSwatini, voir : <https://bit.ly/31UGcbe>.



## Gambie

Le gouvernement de la **Gambie**, notamment par le biais de la NDMA, du conseil municipal de Banjul et du conseil municipal de Kanifing, a mis l'accent sur une meilleure compréhension **des risques d'inondations et des risques côtiers pour sa capitale, Banjul, et ses environs**. Le gouvernement a accru sa capacité de collecte et d'analyse des données grâce à l'appui d'un projet qui a reçu des fonds supplémentaires en août 2020. Ce projet a permis d'élaborer des stratégies de développement urbain à long terme qui intègrent la résilience aux risques d'inondations et aux risques d'érosion, réduisant ainsi la vulnérabilité des quartiers urbains et minimisant les retombées économiques de ces types de risques.<sup>26</sup> Globalement, le projet a donné les résultats suivants :

- Un modèle numérique de terrain recouvrant la région du Grand Banjul a été validé et traité pour cartographier l'exposition aux risques et le littoral de la ville, y compris les inondations, l'érosion côtière, l'élévation du niveau de la mer et la déformation des terres. Les autorités locales de la municipalité de Kanifing ont également reçu un appui pour traiter les images provenant de drones et produire une carte de haute résolution des affaissements de terrain avec l'aide de l'Agence spatiale européenne.

- Les données recueillies ont servi à produire une évaluation des risques d'inondations et une évaluation des risques côtiers, qui l'une comme l'autre se sont accompagnées de l'élaboration d'un plan d'investissement visant à prôner une approche multisectorielle de prévention de ces risques.

Les résultats de ces travaux ont été discutés avec les ministères et organismes publics concernés au cours d'un atelier virtuel de deux jours en mai 2021 afin de valider les résultats et les sites sensibles, ainsi que les options d'investissement correspondantes. L'atelier a réuni 63 participants, dont 21 femmes, du ministère des Finances et des Affaires économiques et de ministères sectoriels, d'organismes spécialisés (notamment dans la GRC, l'environnement, le tourisme, les ressources en eau et les travaux publics), des administrations locales et des partenaires internationaux, dont la délégation de l'Union européenne.<sup>27</sup>

### Photos du littoral de la Gambie



Source : Capture d'écran de l'atelier de présentation finale de mai 2021, Banque mondiale, accessible [ici](#).

<sup>26</sup> Pour plus d'informations sur ce projet en Gambie, voir : <https://bit.ly/31X17vs>.

<sup>27</sup> Les interventions effectuées au cours de l'atelier sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3hkGJrC>.

**Ghana**

Le bassin fluvial de l'Odaw, au **Ghana**, abrite plus de 2,5 millions d'habitants et constitue une source d'eau cruciale pour la région du Grand Accra. Toutefois, les communautés riveraines du bassin hydrographique pâtissent de pratiques délétères de gestion des déchets solides. Des organismes publics, sous la houlette du ministère des Travaux publics et du Logement et avec le soutien du programme, se sont ainsi employés à accroître leurs capacités techniques et opérationnelles et à améliorer les conditions de vie de ces communautés par **l'amélioration des pratiques de gestion des inondations et des déchets solides**. Les activités menées dans le cadre de ce projet,<sup>28</sup> qui s'est conclu à la fin de l'exercice 2021, ont porté sur l'identification des risques climatiques auxquels le bassin est confronté, la préparation de possibles mesures d'atténuation des risques et l'élaboration d'outils à mettre à la disposition des organismes de gestion des catastrophes et des administrations locales. De plus, il a été essentiel de se mettre en

relation avec les communautés riveraines du bassin pour solliciter leurs observations et recueillir des renseignements précis. Plusieurs initiatives de recherche ont étudié les mesures possibles d'atténuation des inondations dans le bassin fluvial de l'Odaw, ainsi qu'un plan d'investissement pilote pour les mesures d'atténuation et de gestion des inondations dans le Grand Accra. S'y sont ajoutés un aperçu des mesures de gestion durable des déchets dans le Grand Accra, une évaluation et un plan d'action sensibles à la dimension hommes-femmes, ainsi qu'une analyse de gestion des risques de catastrophes liés à la pauvreté pour les communautés touchées par des inondations. Ces travaux ont été rendus possibles par des activités de cartographie « Open Street » qui ont été entreprises en collaboration avec les communautés d'Alogboshie, d'Alajo, d'Akweteyman et de Nima, et dans le cadre d'une initiative de plus grande envergure de la Banque mondiale/GFDRR intitulée Villes Ouvertes en Afrique (« Open Cities Africa »).<sup>29</sup>

**Kenya**

Le **Kenya** poursuit des **réformes politiques qui prêtent à la GRC un rôle de premier plan** au sein de ses institutions et de sa législation gouvernementale, en y accordant des ressources techniques et financières supplémentaires pour gérer l'impact des risques climatiques et des risques de catastrophes. Ces réformes sont actuellement mises en œuvre avec le soutien du programme.<sup>30</sup> Jusqu'ici, les activités ont renforcé les cadres institutionnels et de planification et les mesures-cadres du gouvernement pour gérer les risques liés au climat et les risques de catastrophes en mettant à jour plusieurs politiques clés liées à la GRC. Elles ont porté sur la méthodologie utilisée par la NDMA du Kenya pour élaborer des profils de risques multi-aléas au niveau des comtés. Ces travaux ont aussi porté sur la révision du Plan national d'intervention d'urgence de 2009 dont plusieurs aspects ont été mis à jour : son champ d'action et ses objectifs, la hiérarchie fonctionnelle, la terminologie, la coordination nationale et les fonctions d'intervention d'urgence. Le dialogue entre le gouvernement et les parties prenantes nationales a également contribué à l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur la GRC visant à renforcer le cadre juridique du Kenya pour lutter contre les risques de catastrophes. Le département d'État des Travaux publics, qui fait partie de l'Autorité nationale de construction, a également reçu des conseils techniques sur son cadre de règlements de construction et la mise en application des normes de construction, comprenant un référentiel qui compare le Code du bâtiment aux bonnes pratiques internationales. Ces résultats ont incité le gouvernement à apporter plusieurs améliorations au Code du bâtiment, notamment l'inclusion de cartes des aléas. Ce projet a donné lieu à l'affectation de fonds supplémentaires en juillet 2020 pour aider les fonctionnaires au niveau des comtés à mettre en œuvre le contenu des plans d'opérations d'urgence récemment révisés au niveau des comtés et à veiller à leur conformité avec le Plan national d'intervention d'urgence. Il a également soutenu le dialogue et les consultations en cours avec les autorités de comtés, les professionnels du secteur du bâtiment et de la construction et l'Autorité nationale de construction sur la mise en œuvre du nouveau *Code du bâtiment*.



<sup>28</sup> Pour plus d'informations sur le projet au Ghana, voir : <https://bit.ly/3ISGb8n>.  
<sup>29</sup> Pour plus d'informations, voir : <https://opendri.org/project/open-cities-africa/>.  
<sup>30</sup> Pour plus d'informations sur le projet au Kenya, voir : <https://bit.ly/3pUtX6v>.

**Lesotho**

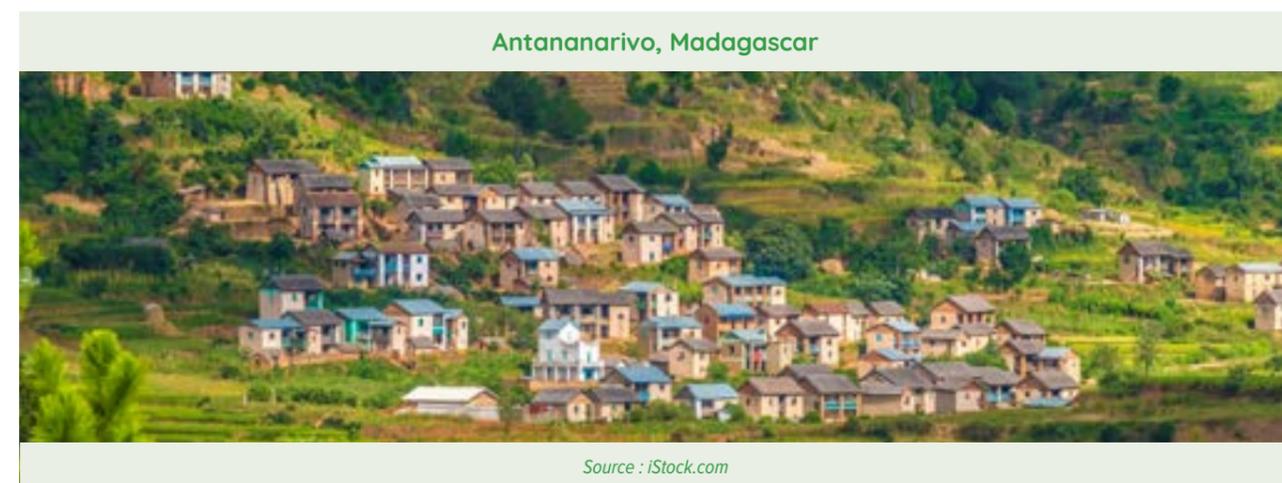
Des phénomènes météorologiques de plus en plus imprévisibles et les coûts croissants du changement climatique ont incité le gouvernement du **Lesotho à améliorer ses capacités de préparation et d'intervention face aux situations d'urgence**.<sup>31</sup> Les activités menées avec le soutien du programme ont porté sur l'amélioration de la capacité du pays à surveiller les événements climatiques, à les anticiper et à y réagir. L'une des premières étapes pour atteindre cet objectif a consisté à renforcer les services météorologiques et le système d'alerte précoce. Le service météorologique du Lesotho a bénéficié d'évaluations institutionnelles pour discerner les faiblesses logistiques qui limitent l'efficacité de son personnel dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Sa Stratégie de 2019-2023 et sa Stratégie du système d'alerte précoce ont elles aussi été mises à jour. Des parties prenantes du pays ont reçu une assistance technique pour l'élaboration du Plan d'urgence multi-aléas du Lesotho, qui comprend des composantes sur les inondations, les risques causés par la sécheresse et les risques pour la santé publique causés par des pandémies. De plus, le Programme a aidé la NDMA à mettre en place un cadre réglementaire pour la gestion des catastrophes.

Par ailleurs, des activités **adaptées à la pandémie de COVID-19** et de santé publique ont été intégrées dans les plans d'intervention d'urgence du Lesotho. Un plan national de santé publique et d'intervention d'urgence a été élaboré afin d'améliorer la coordination des divers organismes au sein et à l'extérieur du ministère de la Santé en vue de se préparer à des situations d'urgence sanitaire et d'y faire face. Un examen du projet de loi de 2020 de gestion des risques de catastrophes, qui contient des orientations sur la gestion du Fonds de gestion des catastrophes, a également été effectué pour aider à établir un système de gestion financière solide pour la planification et le suivi des ressources allouées aux interventions d'urgence. Les activités du projet ont comporté également un Forum urbain à Maseru, auquel ont participé plus d'une centaine de participants venus assister à des sessions de renforcement des capacités pour faire progresser l'élaboration de politiques.

**Madagascar**

Les quartiers pauvres de la capitale de **Madagascar**, Antananarivo, sont exposés à plusieurs risques de catastrophes, en particulier des inondations, qui ont de lourdes répercussions sur leurs conditions de vie et leurs moyens de subsistance. Le ministère de l'Aménagement du territoire, l'Agence nationale de gestion des risques de catastrophes et les autorités municipales d'Antananarivo ont ainsi bénéficié du soutien du programme pour fournir **des analyses sur l'urbanisme et la gestion des risques de catastrophes et pour intégrer des considérations relatives aux risques de catastrophes dans les pratiques urbaines**.<sup>32</sup> Les activités ont contribué au développement d'un urbanisme innovant qui tient compte de considérations liées à la GRC, comme l'inclusion de plans d'évacuation, d'abris et de centres de premiers secours. Des parties prenantes du projet ont également produit

une évaluation des coûts et des avantages de la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature dans la ville, ainsi qu'une évaluation des défis posés par la conception d'une stratégie complète de gestion des déchets solides. La coordination entre les bailleurs de fonds et le dialogue sur l'action à mener entre les homologues gouvernementaux en matière d'urbanisme se sont considérablement améliorés. Des recommandations clés en faveur d'un urbanisme informé par les risques et de l'intégration d'infrastructures vertes ont été élaborées tout au long du projet. Le gouvernement a également tiré profit de conclusions essentielles concernant la mise en œuvre de meilleures pratiques de gestion des déchets solides et l'inclusion d'infrastructures vertes dans le développement urbain résilient.



<sup>31</sup> Pour plus d'informations sur le projet du Lesotho, voir : <https://bit.ly/3yrSkwn>.  
<sup>32</sup> Pour plus d'informations sur le projet de Madagascar, voir : <https://bit.ly/3s0ipA>.



## Malawi

Le gouvernement du **Malawi met en œuvre des réformes politiques essentielles de PRC afin de mieux lutter contre les sécheresses, les inondations et d'autres chocs météorologiques** qui ont eu le plus d'impact sur les vies et les moyens de subsistance, les infrastructures et l'économie du pays. Le Programme a aidé le gouvernement à investir dans un cadre institutionnel pour la PRC ex-ante. Ce cadre visait à améliorer ses capacités d'intervention au moyen d'un projet qui a reçu des fonds supplémentaires en août 2020 et conclu ses activités à la fin de l'exercice 2021.<sup>33</sup>

Pour soutenir l'adoption de la GRC et de l'ACC à titre de priorités au Malawi et en conséquence du soutien du programme, plusieurs projets de loi, politiques et directives ont été adoptés en collaboration avec le ministère des Affaires à la gestion des catastrophes et le département de lutte contre le changement climatique et des services météorologiques. De nouvelles politiques et de nouvelles lois intégrant les principes de la GRC ont été introduites, comme la politique urbaine nationale, la politique nationale des transports et les lignes directrices pour la construction d'écoles plus sûres. Des améliorations ont également été apportées aux règlements de construction, qui ont aussi donné lieu à des stratégies de communication conçues en vue d'institutionnaliser les lignes directrices pour des écoles plus sûres. En ce qui concerne les infrastructures, une évaluation des normes de conception routière a fourni des recommandations pour leur ajouter des exigences de résilience climatique. Parmi les autres activités menées, il faut citer l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un produit d'assurance des cultures et du bétail et la tenue de consultations avec des parties prenantes afin d'éclairer la cartographie des inondations. Une évaluation des risques d'inondations pour la ville de Lilongwe a également été élaborée, qui a abouti à une analyse préliminaire. Celle-ci sera intégrée au processus de planification urbaine que le gouvernement dirige à la fois dans les villes primaires et secondaires, avec un diagnostic à plusieurs niveaux. Enfin, un travail préparatoire technique a été entrepris en vue

d'aider le gouvernement à évaluer les options de financement des risques de catastrophes, comprenant une note d'analyse comparative mondiale sur les fonds nationaux de gestion des catastrophes.



## Mozambique

La GRC est devenue une priorité de premier plan de l'action publique au **Mozambique**, où le gouvernement a mis en œuvre le Plan directeur national de la GRC de 2017-2030 qui sert désormais de document directeur aux interventions de GRC dans le pays. Le programme a soutenu plusieurs organismes publics, notamment l'Institut national de gestion des catastrophes du Mozambique, le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère des Travaux publics et de la Gestion de l'eau et le ministère de la Santé, par le biais d'analyses et de dialogues sur les actions à mener. Grâce à cette collaboration, **les parties prenantes des pouvoirs publics ont amélioré leurs capacités de mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce pour les inondations et les cyclones** et ont coordonné plus efficacement leurs efforts de collaboration avec des partenaires du secteur privé pour planifier des investissements axés sur la GRC. Les bénéficiaires de ce dialogue ont été les secteurs de la santé et de l'éducation, dont des parties prenantes ont acquis des compétences essentielles dans la mise en application de pratiques de construction résilientes, d'évaluations des risques et de

stratégies de rééquipement. Alors que le cyclone tropical Idai a frappé le pays à peine un mois après l'approbation du projet Renforcer la gestion des risques et la résilience climatique<sup>34</sup>, une composante supplémentaire y a été ajoutée pour soutenir un PDNA, dans le cadre de laquelle le gouvernement, en partenariat avec la Banque mondiale, l'UE et l'ONU, a élaboré une approche « reconstruire en mieux » pour tous les secteurs économiques clés. Les travaux analytiques effectués au titre de ce projet ont soutenu des investissements visant à mettre en application et à financer correctement le fonds catastrophes établi depuis peu, à renforcer les capacités d'alerte précoce et à accroître la résilience des bâtiments publics.

<sup>33</sup> Pour plus d'informations sur le projet du Malawi, voir : <https://bit.ly/3GKk2as>.

<sup>34</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Mozambique, voir : <https://bit.ly/3pZubJC>.



## Rwanda

Au **Rwanda**, le gouvernement s'efforce d'**améliorer ses capacités de préparation et d'intervention à de graves inondations**,<sup>35</sup> en particulier à Kigali et dans la région du Nord-Ouest du pays où les inondations sont fréquentes. Des organismes comme l'Agence des eaux et forêts du Rwanda (*Rwanda Water and Forestry Agency - RWFA*), l'Autorité rwandaise de gestion de l'environnement, l'Agence météorologique rwandaise (Météo Rwanda) et le ministère en charge de la gestion des urgences renforcent leurs capacités afin de procéder à la cartographie des aléas hydrométéorologiques et d'améliorer les systèmes d'alerte précoce dans le pays. Dans le bassin fluvial de la Sebeya, dans la province occidentale, un modèle hydrologique a été mis au point pour servir de système de prévision des inondations pour le Conseil des ressources du Rwanda. Dans un effort visant à s'appuyer sur les bonnes pratiques internationales, Météo Rwanda travaille avec l'Institut International de Recherche de l'Université de Columbia à la mise en œuvre d'un système de contrôle de qualité, qui traitera en temps réel les observations de précipitations recueillies par ses stations radar météorologiques. Par ailleurs, des activités de modélisation hydrologique et hydrodynamique ont été entreprises par le RWFA à Kigali en vue de comprendre les risques d'inondations. De plus, des progrès ont été réalisés

pour identifier des solutions fondées sur la nature (SFN) et des infrastructures vertes potentielles, telles que des espaces verts dégagés, le boisement et des zones de bio-rétention en vue de renforcer la résilience de la capitale aux inondations. Ces solutions offrent de multiples avantages dans des environnements urbains, que ce soit par le traitement de l'eau, la réduction de la chaleur en ville, l'amélioration des zones de loisirs, la réduction des émissions de carbone, l'aménagement de conditions propices à l'agriculture urbaine, la consolidation de la résilience sociale accrue et l'accroissement de la valeur immobilière. En outre, l'équipe de la Banque mondiale entreprend un diagnostic du contexte urbain et des défis liés aux eaux pluviales des sites où les impacts et l'adéquation de SFN pourraient être évalués. La faisabilité de SFN dans des endroits choisis sera effectuée au moyen de modélisation, d'études de conception et d'ateliers avec les parties prenantes, en vue de prodiguer des conseils au gouvernement d'intégration efficace de SFN dans les milieux construits et naturels. Elle s'accompagnera d'une évaluation des impacts hydrologiques de ces solutions, de leurs coûts et de leurs avantages sur le plan social, environnemental et économique, ainsi que de leurs aspects de mise en œuvre, de financement et de maintenance.



<sup>35</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Rwanda, voir : <https://bit.ly/3ypSqo8>.



## Sénégal

La ville côtière de Saint-Louis au **Sénégal** est exposée à des inondations et à l'érosion, ce qui incite le gouvernement à étudier des solutions qui permettraient de protéger le site du patrimoine mondial de l'UNESCO, de **réduire la vulnérabilité de sa population aux dangers climatiques** et de **renforcer la résilience urbaine et côtière**. À cette fin, des organismes publics locaux comme la municipalité de Saint-Louis, le Service de soutien technique, l'Agence de développement régional et l'Agence de développement municipal ont collaboré à l'élaboration de ses processus de collecte de données probantes et de prise de décisions, avec le soutien du programme.<sup>36</sup> Plusieurs initiatives ont été lancées dans le but d'améliorer les capacités de collecte et d'analyse des données. Ces travaux ont abouti à la publication de rapports essentiels qui ont informé les parties prenantes représentant les instances gouvernementales du projet, comme l'évaluation de l'impact environnemental et social, qui a permis de tenir compte des besoins des populations touchées en cas de réinstallation.

L'assistance technique fournie dans le cadre de ce projet, composée d'études de gestion des zones côtières, de plans d'évacuation de l'eau et de scénarios d'urgence, a également contribué au Projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis financé par la Banque mondiale et au Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique. Cette assistance a fait appel à l'expertise d'ingénieurs côtiers, d'urbanistes et d'experts en SFN. Une assistance technique a également été fournie pour l'examen de la conception préliminaire du plan d'aménagement urbain de la ville de Saint-Louis. Ces activités ont permis aux parties prenantes d'impliquer le public au moyen d'un documentaire vidéo sur des récits de changement pour les ménages contraints de déménager. Les entretiens

réalisés auprès de bénéficiaires soutenus par le projet et des experts ont donné lieu à des témoignages percutants. Un film documentaire final est en cours de préparation pour revenir sur les réalisations du projet depuis sa création et sur les expériences des communautés impliquées tout au long du processus.



## Seychelles

Des organismes publics aux **Seychelles**, parmi eux le ministère de l'Énergie, de l'Environnement et de la Lutte contre le changement climatique, l'Autorité de planification qui relève du ministère de l'Habitat, des Infrastructures et de l'Aménagement du territoire, ainsi que le Département de la gestion des risques et des catastrophes, s'emploient à renforcer le **cadre national de gestion des risques et de résilience au changement climatique**. Dans le cadre d'un projet<sup>37</sup> qui a reçu des fonds supplémentaires en septembre 2020 et s'est conclu à la fin de l'exercice 2021, le gouvernement a pu améliorer son système de préparation et d'intervention en cas d'urgence et intégrer la prévention des risques de catastrophes à la planification du développement et à la prise de décisions, dans le but de renforcer la résilience côtière et la protection contre les inondations. Le projet a notamment appuyé la mise en œuvre des recommandations formulées dans le Plan de gestion côtière<sup>38</sup> en matière de solutions fondées sur la nature afin de renforcer la résilience côtière, telles que la restauration des récifs coralliens et le remblayage des plages. Une assistance technique a été fournie par l'intermédiaire du

ministère de l'Environnement sur l'intégration de pratiques de restauration des récifs coralliens. En outre, une assistance technique à l'aménagement du territoire fondé sur les risques a été fournie à l'Autorité nationale de planification. Celle-ci a consisté notamment à rendre les données géospatiales plus faciles d'accès aux parties prenantes par la conception de la nouvelle politique sur les données spatiales, qui a été approuvée par le Conseil des ministres. Des formations à l'intention de 20 fonctionnaires, dont 10 femmes, ont été organisées pour aider les parties prenantes de l'Autorité nationale de planification et du ministère de l'Environnement à intégrer les informations sur les risques dans l'aménagement du territoire. Les activités ont également porté sur l'élaboration du premier plan national intégré d'intervention d'urgence aux Seychelles, qui a été déployé avec succès pour lutter contre la pandémie de COVID-19, ce qui a permis de renforcer les capacités de gestion des urgences au niveau national et au niveau des districts.

<sup>36</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Sénégal, voir : <https://bit.ly/3dSFy0A>.

<sup>37</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux Seychelles, voir : <https://bit.ly/3GI4xjq>.

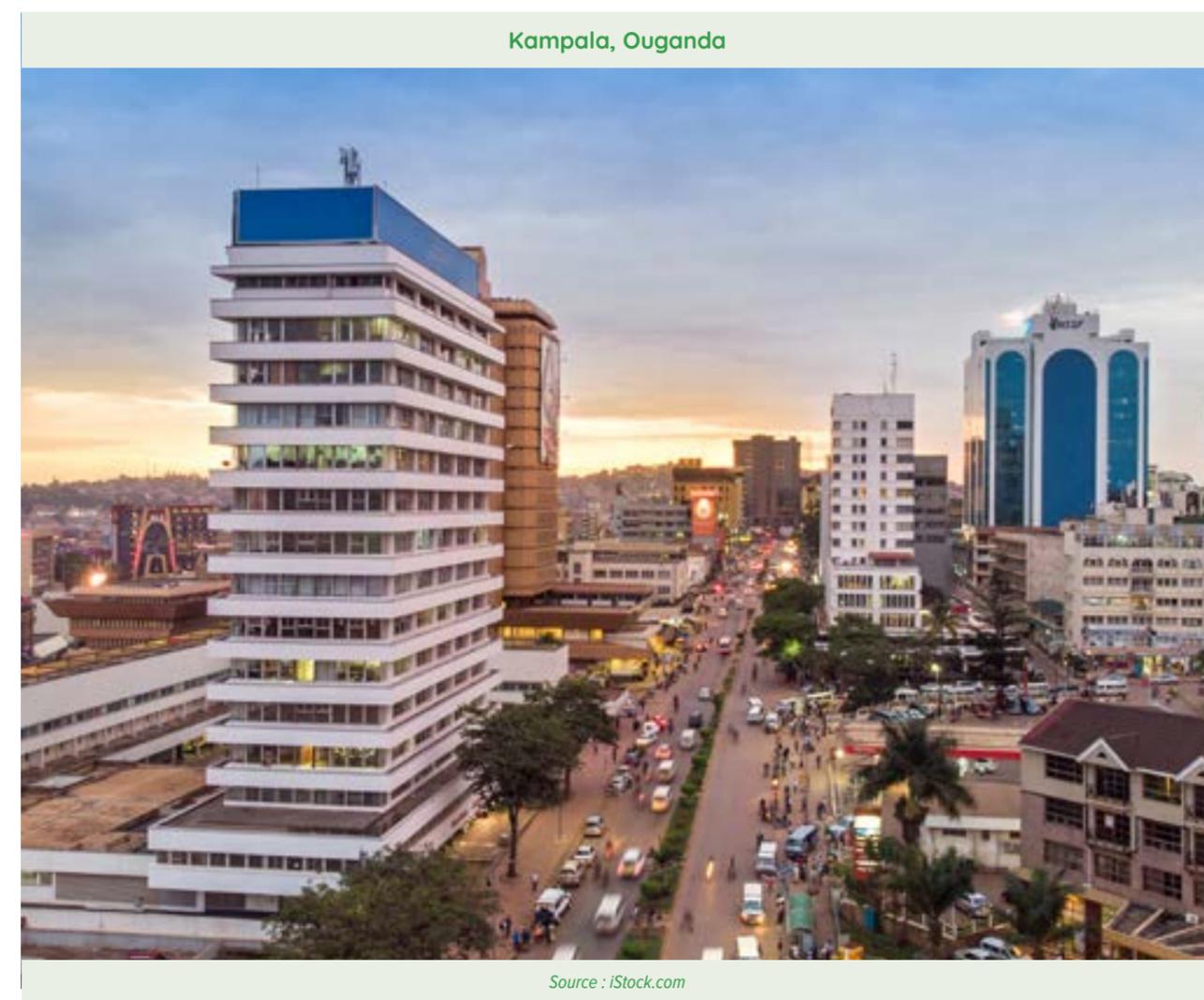
<sup>38</sup> Le Plan de gestion côtière est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3iklwuu>.



## Ouganda

Le deuxième Plan de développement national de l'**Ouganda**, qui a servi de plan de développement économique au pays pour la période 2015-2020, a accordé la priorité à la gestion des catastrophes comme pilier nécessaire au développement durable. Cette priorité a constitué la base du projet ACP-UE NDRR qui s'est conclu à l'exercice 2021.<sup>39</sup> Le gouvernement ougandais et la municipalité de Kampala (*Kampala Capital City Authority - KCCA*), la capitale, ont bénéficié d'une assistance technique visant à **renforcer la résilience à long terme aux niveaux national et local en Ouganda**. Au cours de l'exercice 2021, un examen complet des capacités juridiques et institutionnelles de l'Ouganda a été finalisé pour mettre en œuvre les politiques de PRC et d'ACC. En particulier, la Stratégie de Kampala de résilience aux risques de catastrophes et au changement climatique a été élaborée pour aider la KCCA et les responsables publics à codifier et à comprendre les risques de catastrophes auxquels la ville est confrontée. Ces risques ont également été intégrés au profil des risques de catastrophes et des risques climatiques

de la ville en désignant des zones géographiques d'aléas et de risques et en relevant les vulnérabilités précises des réseaux d'infrastructure. Dans le cadre de cette stratégie globale, la KCCA a également reçu un appui pour la mise à jour de son Cadre de préparation aux urgences et d'intervention et de son Plan d'action d'alerte précoce de l'impact des inondations, en se livrant à un exercice OpenStreetMap et en renforçant les efforts de sensibilisation de la communauté aux mesures de prévention des risques et aux interventions lors de situations d'urgence. Ces plans stratégiques importants définissent des mécanismes clairement établis pour renforcer la résilience au niveau national, mais aussi au sein des communautés locales en Ouganda. Globalement, en améliorant les efforts de gestion des catastrophes au niveau national, ce projet a non seulement jeté des bases solides au renforcement de la résilience à l'échelle du pays, mais il a également galvanisé des initiatives au niveau local qui ont aidé à trouver des solutions aux défis auxquels les communautés sont confrontées.



<sup>40</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Ouganda, voir : <https://bit.ly/3dVOALK>.

## Activités post-catastrophes

### Activités de cartographie associant des autorités de la protection civile à des autorités locales à Douala, au Cameroun.



Source : Banque mondiale.



### Cameroun

La saison des pluies de juillet 2020 au **Cameroun** a connu des précipitations saisonnières cumulées supérieures à la moyenne. Les conditions qui en ont résulté ont provoqué d'importantes inondations et ont entraîné le déplacement temporaire de populations ainsi que des dégâts matériels dans tout le pays, touchant plus de 150 000 personnes et déplaçant plus de 1 500 foyers. Avec l'appui d'un nouveau projet approuvé au cours de l'exercice 2021,<sup>40</sup> le ministère de l'Habitat et du Développement urbain et la municipalité de Douala se sont employés à **améliorer la compréhension des risques et de leurs conséquences pour l'urbanisme et les investissements**. Les activités ont inclus la collecte de données pertinentes à la suite de la catastrophe à l'aide d'outils libres d'accès, qui ont impliqué un large éventail de parties prenantes nationales et locales dans des activités de cartographie. À celles-ci se sont ajoutés plusieurs ateliers organisés au printemps 2021 sur l'utilisation d'approches de collecte collaborative et à bas coût de données libres d'accès en faveur de la GRC, réunissant 53 personnes, dont 15 femmes, des ministères concernés, d'organismes publics et du secteur privé. Ces rassemblements ont contribué à dresser la carte des points d'intérêt pertinents et des zones à risque d'inondations dans la ville. Ils ont également été l'occasion de discuter de solutions préliminaires pour une stratégie de résilience urbaine. En plus des données recueillies, ces activités ont fourni des analyses préliminaires sur la nature des dommages causés

par les inondations, l'organisation des services d'urgence, la fréquence et l'ampleur des inondations, la durée de la stagnation des eaux et les causes des inondations.

Globalement, ces activités ont permis d'accroître la sensibilisation et de renforcer les capacités du secteur public. Elles ont également sensibilisé les étudiants à l'importance d'informations sur les risques d'inondations en matière d'urbanisme ; elles ont présenté une introduction à la façon de recueillir des informations détaillées et à jour et ont encouragé les parties prenantes à utiliser cette information pour mieux éclairer leur stratégie et leurs investissements. Suite à l'approbation d'un financement supplémentaire en avril 2021, d'autres activités sont en cours de mise en œuvre, dont de nouvelles activités de modélisation qui seront appliquées au-delà de la catastrophe d'août 2020, pour produire des modèles de période de récurrence des inondations et un modèle sur les inondations causées par l'élévation du niveau de la mer. Des données hydrologiques et météorologiques supplémentaires seront recueillies pour éclairer ces modèles et élaborer un modèle des risques d'inondations sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer.

<sup>40</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Cameroun, voir : <https://bit.ly/326Uaqb>.



### Côte d'Ivoire

En **Côte d'Ivoire**, le ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable, le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le ministère des Infrastructures ont continué d'**approfondir leurs connaissances des risques d'inondations dans la capitale Abidjan**, avec l'appui d'un projet qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021.<sup>41</sup> Par des activités de cartographie de la vulnérabilité des communautés, plusieurs résultats ont été obtenus et réalisés dans le cadre de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique.<sup>42</sup> On compte parmi eux la formation de 60 jeunes Abidjanais, dont 38 femmes, à la cartographie de l'occupation des sols, des communautés et des risques. Les travaux de cartographie à distance d'Abidjan qu'ils ont réalisés ont consisté notamment à numériser 221 371 bâtiments de la capitale à l'aide de levés topographiques, de données « StreetView » et d'images satellites. Toutes ces informations ont été saisies dans une plateforme cartographique basée sur le Web et dans un atlas des « quartiers » d'Abidjan. Après quoi, plusieurs événements de partage des connaissances ont été organisés :

- Un atelier de quatre jours a permis aux institutions ivoiriennes de présenter les derniers résultats aux 38 participants présents, dont 23 femmes. Les participants ont discuté des cartes des risques d'inondations de certains quartiers et ont travaillé avec des données créées à l'aide de logiciels de systèmes d'information géographique. Ils ont également échangé des idées sur la façon de pérenniser cette initiative et d'utiliser au mieux l'ensemble des données et des connaissances générées pendant le projet. Enfin, trois échanges de connaissances ont été organisés en vue de présenter les résultats de ce travail et de discuter de la possibilité de poursuivre la collaboration et d'élargir l'éventail d'activités.
- Le projet a été présenté à 800 étudiants qui ont appris l'importance des données géospatiales dans la prévention des inondations urbaines. Cette formation a été suivie d'un atelier d'une demi-journée avec des professeurs du Centre universitaire de recherche et d'application en télédétection (CURAT). Un atelier de suivi a également été organisé avec l'agence météorologique ivoirienne : la SODEXAM (Société d'exploitation et de développement régional, aéronautique et météorologique), particulièrement intéressée à l'idée d'utiliser les données et la technologie dans le cadre du système d'alerte précoce existant en Côte d'Ivoire.

Ces activités ont abouti à un renforcement de la collaboration en faveur d'un urbanisme résilient et de la gestion des risques d'inondations, ainsi qu'à l'élaboration d'informations spatiales stratégiques qui aideront à planifier des activités et des investissements futurs de manière plus résiliente.



### Sierra Leone

Avec le soutien du programme, le **Sierra Leone** a pu tracer une voie vers un **relèvement axé sur la résilience** après le glissement de terrain qui a fait des ravages dans la capitale, Freetown, en août 2017. Ce projet<sup>43</sup> est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 35.

<sup>41</sup> Pour plus d'informations sur le projet en Côte d'Ivoire, voir : <https://bit.ly/3oWIWQf>.

<sup>42</sup> Pour plus d'informations (en anglais), voir : <https://opendri.org/project/open-cities-africa/>.

<sup>43</sup> Pour plus d'informations sur le projet au Sierra Leone, voir : <https://bit.ly/3dPk6Tj>.



Source : iStock.com



**Soudan**

**Inondations au Soudan**



Source : Évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe du Soudan.

Suite à des pluies saisonnières exceptionnellement fortes en août 2020 dans une grande partie de l'Afrique centrale et du Nord-Est, le **Soudan** a connu parmi les pires inondations survenues depuis des décennies. Le pays a été particulièrement affecté par les pluies prolongées qui se sont abattues dans le bassin versant du Nil bleu et du Nil blanc. En réponse à une demande d'aide de la part du gouvernement, une **évaluation rapide**

**des dommages, des pertes et des besoins de relèvement**<sup>44</sup> après les inondations saisonnières de 2020 accompagnée d'un plan de relèvement a été entreprise<sup>45</sup> avec l'appui d'un nouveau projet approuvé au cours de l'exercice 2021. Les activités liées à cette évaluation rapide sont décrites plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 36.



**Zimbabwe**

Le **Zimbabwe** a subi la catastrophe naturelle la plus dévastatrice de son histoire lorsque le cyclone tropical Idai s'est abattu sur l'est du pays en mars 2019. Sous l'effet de cette catastrophe, le gouvernement s'est prêté à un exercice conjoint qui a abouti à la publication d'une évaluation rapide de l'impact et des besoins (*Rapid Impact and Needs Assessment - RINA*),<sup>46</sup> dirigée par le gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale et de la GFDRR. Dans le but de traduire en actions les conclusions de la RINA, le gouvernement a élaboré le **cadre de relèvement et de résilience du Zimbabwe** (*Zimbabwe Recovery and Resilience Framework - ZRRF*) avec le soutien du Programme. Mû par la nécessité d'améliorer la coordination des efforts de relèvement après le passage du cyclone tropical Idai, le

cadre ZRRF accompagne les progrès du Zimbabwe, depuis le relèvement précoce au lendemain du cyclone jusqu'à des activités à plus long terme de préparation et de résilience face aux catastrophes. L'un des principaux éléments du ZRRF comprend un cadre de financement qui décrit les façons dont les ressources financières existantes et futures peuvent être déployées au mieux pour soutenir le relèvement ainsi que la résilience à des chocs futurs. Parmi les autres aspects du ZRRF figure l'élaboration d'un cadre institutionnel qui donne la priorité à ces besoins et adopte une approche novatrice et souple pour le suivi des travaux de relèvement et de résilience axés sur les résultats entrepris au Zimbabwe..

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre en Afrique est disponible sur le site internet du programme à l'adresse <https://www.gfdrr.org/fr/acp-eu/projects>.

<sup>44</sup> Pour plus d'informations sur le projet au Soudan, voir : <https://bit.ly/3E1LEpH>.

<sup>45</sup> L'évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe est disponible en anglais à : <https://bit.ly/3yZgQUh>. Un résumé analytique est disponible en arabe à : <https://bit.ly/38WokNG> et l'évaluation est disponible en arabe à : <https://bit.ly/3njWH93>.

<sup>46</sup> L'évaluation RINA est disponible à : <https://www.gfdrr.org/en/publication/zimbabwe-rapid-impact-needs-assessment>.

**Pleins phares :**

**Les efforts de relèvement au Sierra Leone aboutissent à des investissements dans la résilience à long terme**

Le **Sierra Leone** a dû se relever d'une multitude de difficultés qui s'entrecroisent au lendemain de catastrophes, comme la lutte contre l'épidémie d'Ebola de 2014-2016 qui a balayé l'Afrique de l'Ouest et la reconstruction des institutions publiques et des infrastructures vitales qui avaient été détruites pendant les 10 années de guerre civile du pays. La population est exposée à plusieurs risques de catastrophes naturelles en raison de la topographie du pays, de son climat de mousson tropicale et de facteurs anthropiques tels que la déforestation, dont les effets sont exacerbés par le changement climatique. Freetown, la capitale qui compte plus d'un million d'habitants, a ses propres défis à relever en raison de son exposition aux influences du climat côtier, de sa rapide urbanisation sauvage et de ses inondations récurrentes.

Le 14 août 2017, après trois jours de fortes pluies, tout un pan de la montagne de Sugar Loaf qui surplombe Freetown s'est éboulé et a emporté la banlieue de Regent, entraînant à vive allure sur son passage de lourds débris, dont des rochers et des arbres, qui ont causé des ravages dans les quartiers. Le glissement de terrain a coûté la vie à 1 141 personnes et a laissé plus de 3 000 sans-abris. Il a également détruit des écoles, des établissements de santé, des ponts et d'autres infrastructures essentielles. Aux lendemains immédiats de la catastrophe, le gouvernement sierra-léonais a demandé l'aide de la Banque mondiale pour réaliser une évaluation rapide des dommages et des pertes. Cette évaluation rapide, entreprise avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, a estimé à plus de 31 millions de dollars le montant des pertes économiques totales et à plus de 82 millions de dollars celui des efforts de relèvement. Les secteurs les plus touchés à Freetown ont été ceux du logement, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

L'évaluation rapide des dommages et des pertes a également formulé une série de recommandations visant à renforcer la résilience à long terme du Sierra Leone contre de futurs glissements de terrain et d'autres catastrophes. Elle a proposé une série d'investissements

dans l'aménagement du territoire qui renforcent les cadres juridiques et institutionnels du pays, en veillant à tenir compte des principes de prévention des risques de catastrophes dans des considérations plus larges de développement économique et de planification sociale du pays. Ces recommandations ont souligné la nécessité d'abandonner une approche réactive d'interventions en cas de catastrophe en faveur d'une approche qui privilégie la prévention et l'atténuation des risques.

Le gouvernement a repris ces recommandations pour élaborer un cadre de relèvement destiné à bâtir et à renforcer ses institutions consacrées à la gestion des risques de catastrophes, qui met l'accent sur la préparation aux catastrophes et la résilience. Parmi les ministères mobilisés se trouvaient le Bureau de la sécurité nationale, l'Agence de protection de l'environnement, le ministère des Terres, du Logement et de l'Environnement, le conseil municipal de Freetown et le conseil du district rural de la région occidentale. Ces investissements dans la résilience à long terme ont culminé avec l'inauguration de la NDMA du Sierra Leone en novembre 2020, une étape importante du renforcement des systèmes d'alerte précoce du pays et de sa capacité à faire face à des catastrophes futures. Le président de la République de Sierra Leone, S. E. Julius Maada Bio, a assisté à l'inauguration de la NDMA.

Depuis ce glissement de terrain aux effets dévastateurs, le gouvernement du Sierra Leone a considérablement amélioré ses capacités de préparation aux catastrophes naturelles et de résilience à long terme et est bien plus prêt à anticiper et à atténuer les conséquences de catastrophes futures. Fort de ces succès, le pays continue de travailler avec la Banque mondiale et l'UE, dans le cadre du programme ACP-UE NDRR, pour améliorer les questions transversales qui ont contribué au glissement de terrain, comme la gestion des déchets solides et les infrastructures dans les quartiers, ainsi que l'obtention des flux d'investissement nécessaires au fonctionnement de la toute nouvelle NDMA.

**Conséquences du glissement de terrain près de Freetown, Sierra Leone, 2017**



Source : GFDRR

## Pleins phares : Les inondations poussent à l'adoption de nouvelles approches pour prédire les aléas d'inondations au Soudan et s'y préparer

Le gouvernement de transition au **Soudan** a demandé de l'aide pour entreprendre une évaluation rapide des dommages, des pertes et des besoins de relèvement après avoir connu parmi les pires inondations depuis des décennies. Le pays a été particulièrement affecté par les pluies incessantes qui se sont abattues dans le bassin versant du Nil bleu et du Nil blanc en août 2020. Les inondations soudaines dans le Nord du Darfour ont également aggravé la situation humanitaire dans cette région déchirée par la guerre. Plus de 875 000 personnes ont été touchées dans tout le pays, faisant 120 victimes. Les dommages causés par les inondations se sont élevés à plus de 3,34 milliards de dollars.

L'évaluation a été menée par le Centre des opérations d'urgence en tant qu'organisme de liaison, en coordination avec les conseils techniques fournis par la Banque mondiale et le PNUD. Des réunions sectorielles ont été organisées pour orienter la collecte et l'analyse des données et la rédaction des rapports. Au total, sept ateliers ont été organisés avec plus de 93 participants, dont 49 femmes. L'évaluation visait à déterminer l'impact des inondations sur des secteurs essentiels, tels que le logement, la santé, l'agriculture, le genre et l'éducation, et à élaborer une stratégie de relèvement pour remédier aux risques et aux vulnérabilités sous-jacents. Cette évaluation a été réalisée au moyen de questionnaires et d'entretiens avec des organismes publics compétents, dont le Centre des opérations d'urgence, le Conseil national de la défense civile et la Commission d'aide humanitaire. L'évaluation a été publiée en mars 2021 (voir le lien plus bas) et a formulé plusieurs grandes recommandations de rationalisation des

responsabilités gouvernementales et institutionnelles en matière de prévention des risques de catastrophes. Par exemple, l'évaluation a recommandé l'adoption de mesures telles que la cartographie des risques, l'aménagement du territoire informé par les aléas et des systèmes d'alerte précoce pour passer d'une démarche réactive à une approche plus préventive. Un événement de lancement du rapport d'évaluation rapide des besoins post-catastrophe et du relèvement pour le Soudan a eu lieu en mai 2021, auquel ont assisté les organismes publics concernés qui ont participé à l'évaluation, ainsi que des membres du Haut Comité pour l'atténuation des inondations.

Grâce à leurs efforts de collaboration, le gouvernement de transition et la Banque mondiale ont pu établir le cadre national de résilience et de relèvement. Ce cadre reconnaît les circonstances uniques du Soudan alors qu'il se relève des inondations survenues en 2020 dans un contexte de transition politique, de crise de réfugiés et de la pandémie de COVID-19. Des fonds supplémentaires ont été affectés à ce projet en avril 2021 en vue de produire un rapport de diagnostic initial qui résume les capacités actuelles du Soudan en matière de préparation et d'intervention face aux urgences, ainsi que les principales recommandations d'améliorations à apporter.

L'évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe du Soudan est disponible en anglais à <https://bit.ly/3yZgQUh>. Un résumé analytique est disponible en arabe à : <https://bit.ly/38WokN6> et l'évaluation est disponible en arabe à : <https://bit.ly/3njWH93>.

### Des jeunes de l'île Tuti forment une barrière d'eau humaine.



Crédit photo : Faiz Abubakar



## Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2021 Le programme aux Caraïbes

Forêt tropicale, Dominique  
Source : iStock.com

### Activités aux Caraïbes



Les activités réalisées aux Caraïbes au cours de l'exercice 2021 ont porté sur plusieurs grands thèmes liés à la gestion des risques de catastrophes et à l'adaptation au changement climatique. Celles-ci ont cherché notamment à amener les pays à mieux comprendre les risques de catastrophes, ainsi qu'à protéger et à préserver les infrastructures essentielles, telles que les transports, l'habitat et les actifs urbains. Plusieurs activités innovantes liées à la communication des risques ont été mises en œuvre, notamment par le biais de l'initiative « Disaster Fighters » (combattants de catastrophes).

Au cours de l'exercice 2021, le portefeuille pour les Caraïbes comptait 14 projets actifs, dont 2 projets régionaux (Volet 1), 11 projets nationaux (Volet 2) et 1 projet post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3).

**14**  
projets actifs

**2**  
Volet 1

**11**  
Volet 2

**1**  
Volet 3

## Projets régionaux



S'appuyant sur un précédent projet ACP-UE NDRR,<sup>47</sup> le Manuel des Caraïbes pour la gestion des renseignements sur les risques (*Caribbean Handbook for Risk Information and Management - CHaRIM*) a été élaboré par la CDEMA pour servir de plateforme d'informations sur les risques de catastrophes mise à la disposition des gouvernements pour éclairer leurs décisions et leurs activités et orienter les évaluations des risques et des aléas. Une fois cette plateforme achevée à l'issue du projet initial visant sa mise en œuvre, les pays participant au ChaRIM (**Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines**) avaient demandé un soutien supplémentaire pour poursuivre le renforcement de la plateforme, par le biais d'une autre initiative régionale financée par le programme ACP-UE NDRR, intitulée *Deuxième Programme d'information sur les risques aux Caraïbes*.

En s'appuyant sur le cadre méthodologique élaboré et utilisé lors du précédent projet ACP-UE NDRR, une **nouvelle plateforme de données géospatiales** intitulée Geo-CRIS<sup>48</sup> a été lancée en novembre 2020 avec le soutien du programme.<sup>49</sup> Gérée par la CDEMA, cette plateforme sert de « guichet unique » pour la collecte et le partage d'informations et de données sur la GRC, en s'assurant que les pays des Caraïbes ont accès à des données de GRC. La plateforme Geo-CRIS facilite l'accès à des données sur la GRC et l'ACC et à leur diffusion au sein des pays des Caraïbes afin d'améliorer la préparation et les interventions face aux catastrophes et elle contribue à la planification d'un développement informé par les risques et résilient à ceux-ci. Une formation a été dispensée à 70 membres du personnel de la CDEMA, dont 14 femmes, à l'utilisation de la plateforme Geo-CRIS, qui s'est

accompagnée d'un soutien technique à la gestion des risques d'inondations et de glissement de terrain, comportant un exercice de simulation de catastrophe utilisant la plateforme Geo-CRIS. Ce soutien technique a contribué à informer les activités de renforcement de la résilience dans chacun des pays participants et a abouti à des investissements clés pour protéger les infrastructures contre les risques d'inondations et de glissement de terrain. De plus, une nouvelle version de la bibliothèque virtuelle de la CDEMA a été mise en ligne, sur laquelle sont téléchargées de nouvelles ressources et publications et de nouvelles données. Plusieurs produits clés ont été lancés dans le cadre de la plateforme Geo-CRIS, dont la bibliothèque virtuelle de la CDEMA,<sup>50</sup> qui fournit un référentiel d'informations sur les risques pour la région, ainsi qu'une vidéo d'information sur la plateforme.<sup>51</sup>

Ce projet, qui a pris fin en janvier 2021, a fourni de précieux enseignements. L'un d'entre eux s'est traduit par un engagement de la CDEMA à trouver des moyens de poursuivre le développement de GeoCRIS dans le cadre d'autres initiatives financées par des bailleurs de fonds, notamment par le gouvernement du Canada et le Programme alimentaire mondial.

Le programme a appuyé une autre initiative régionale visant à **améliorer les efforts régionaux et nationaux en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophes** sous l'égide de la CDEMA<sup>52</sup> Les organismes nationaux chargés de la gestion des catastrophes (ONMO) de la **Dominique**, de la **Grenade**, de **Saint-Kitts-et-Nevis**, de **Sainte-Lucie** et de **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** ont chacun fait l'objet d'une évaluation

<sup>47</sup> Pour plus d'informations sur ce projet régional, voir : <https://bit.ly/3dPztk>.

<sup>48</sup> La plateforme CRIS peut être consultée à <https://geocris2.cdema.org/>.

<sup>49</sup> L'événement de lancement de la plateforme CRIS est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3mRqtWu>.

<sup>50</sup> La bibliothèque virtuelle de la CDEMA est disponible à : <https://www.cdema.org/virtuallibrary/>.

<sup>51</sup> La vidéo sur la plateforme CRIS est disponible à : <https://bit.ly/37150SM>.

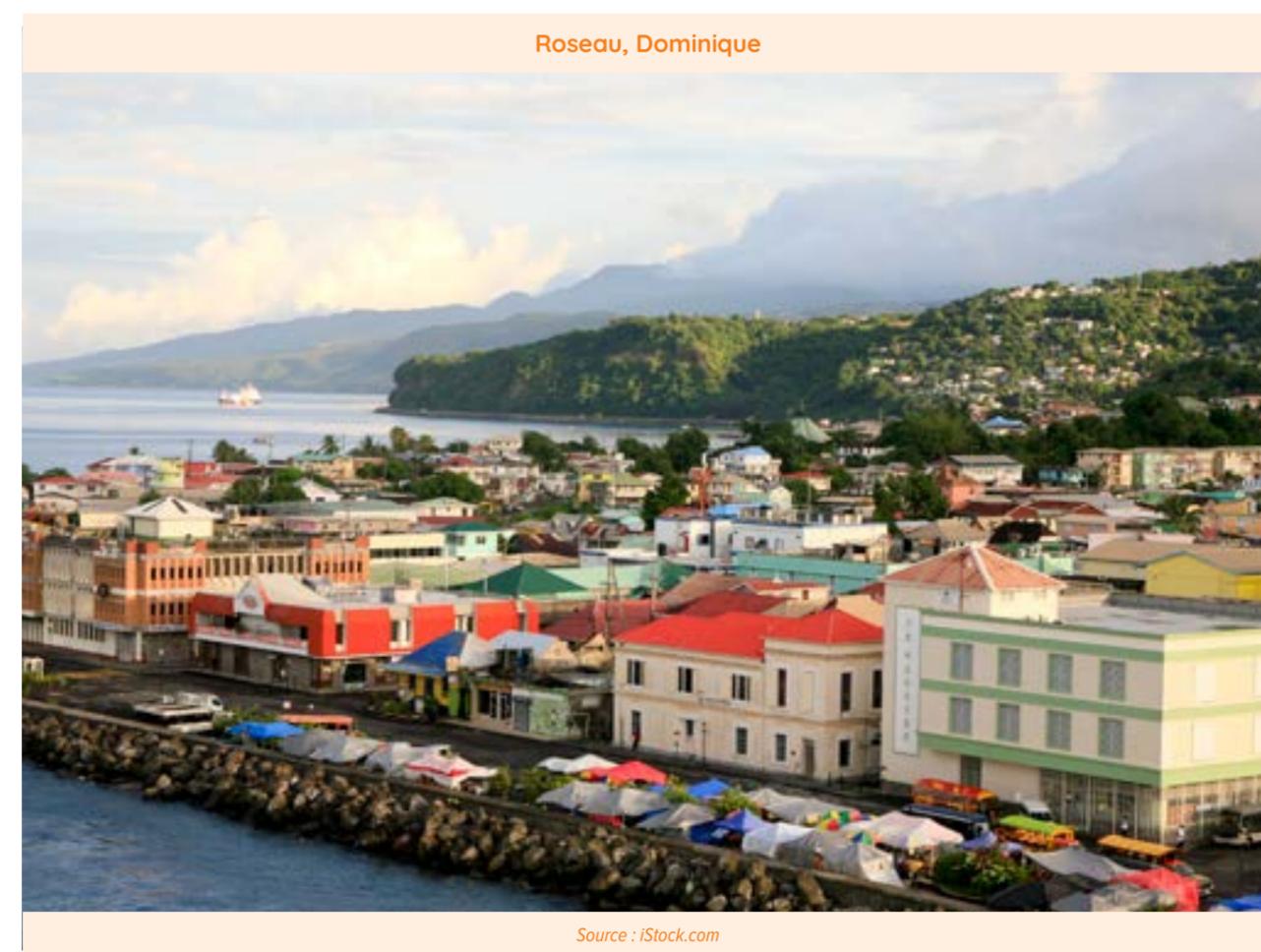
<sup>52</sup> Pour plus d'informations sur ce projet régional, voir : <https://bit.ly/31RNAV6>.

institutionnelle de leurs actuels systèmes de préparation et d'intervention, qui a été présentée dans un rapport d'évaluation propre à chaque pays et adressé aux responsables concernés. Ces évaluations ont permis d'identifier les goulets d'étranglement institutionnels qui ont entravé l'efficacité des interventions lors de catastrophes. Les problèmes communs relevés mettent en cause une législation caduque et un manque d'investissement dans des ressources financières et humaines. Les cinq rapports d'évaluation institutionnelle ont été présentés et discutés avec les parties prenantes nationales lors de cinq ateliers de sensibilisation à la situation au niveau des pays. Quatre d'entre eux ont été organisés au cours du premier semestre de 2020, tandis que celle de Saint-Kitts-et-Nevis a eu lieu en juillet 2020.

La synthèse des conclusions du rapport d'évaluation institutionnelle de chaque pays participant a fait l'objet d'un rapport, intitulé *Proposition d'investissement et feuille de route stratégique*. Celui-ci donne pour les cinq pays un aperçu des lacunes et des vulnérabilités critiques relevées au niveau des capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence, notamment en matière de gouvernance et de législation, de sensibilisation à la situation, de valorisation des ressources humaines, ainsi que d'équipement et d'installations. S'appuyant sur cette analyse, le rapport a proposé un

ensemble de solutions d'investissement clés dans chaque catégorie et une feuille de route pour leur mise en œuvre, qui ont été communiquées aux homologues gouvernementaux concernés.

Suite à l'approbation d'un financement supplémentaire au cours de l'exercice 2021, plusieurs activités ont été menées avec la CDEMA, dont la préparation et la diffusion d'une campagne de communication sur les ouragans et les aléas multiples pour les Caraïbes, en ayant recours à de multiples composantes et canaux de distribution, y compris la radio, la vidéo, des graphiques et des messages textuels.<sup>53</sup> Cette activité est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 46. Un « Récits d'impacts » a également été publié.<sup>54</sup>



Source : iStock.com

<sup>54</sup> La campagne vidéo (en anglais) est disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=fDn-23xhFQg>. D'autre part, des messages et du matériel de prévention critiques sont disponibles sur le site Web de l'initiative à : <http://www.disaster-fighters.org/>.

<sup>55</sup> Le Récits d'impacts est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3spbfUj>.

## Projets nationaux



## Belize

Pour aider le **Belize** à **améliorer la résilience de son réseau routier**, un projet qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021<sup>56</sup> a fourni une assistance technique au ministère des Travaux publics, au ministère du Développement économique et au Fonds d'investissement social du Belize. Cette assistance s'est appuyée sur le rapport d'analyse technique de la gestion des actifs de transport, qui a été publié en mars 2021. Le rapport présente les meilleures pratiques en matière de gestion des actifs routiers et une analyse exhaustive

des procédures existantes d'entretien des routes. En outre, quatre ateliers virtuels ont été organisés afin de diffuser les résultats du rapport et de se concentrer sur les défis de la résilience climatique et les risques liés à la gestion des actifs de transport. Ces ateliers ont rassemblé 15 personnes, dont 6 femmes, des ministères concernés, dont l'ingénieur exécutif chargé de l'entretien des routes au Belize et le gestionnaire du système d'information de gestion du ministère des Travaux publics.



## République dominicaine

La **République dominicaine** est très exposée à des risques météorologiques et géophysiques, qui sont d'autant plus exacerbés par le changement climatique. Le pays est l'un des pays les plus à risque au monde, se classant à la deuxième place en termes de vulnérabilité de son produit intérieur brut à trois catastrophes naturelles ou plus. Deux projets ont été réalisés pour soutenir le gouvernement par l'intermédiaire du ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement (Ministerio de Economía, planificación y Desarrollo ou MEpyD) à améliorer sa capacité à **renforcer la résilience physique et budgétaire aux catastrophes** en favorisant des politiques de PRC dans des secteurs clés et en améliorant son accès à des **informations fiables sur les risques**.

de GRC ont également été conçus pour promouvoir la prospérité partagée, qui ont abouti à l'élaboration avec le MEpyD d'un modèle économétrique pour comprendre l'impact des catastrophes et des chocs liés au climat sur la pauvreté et sur d'autres indicateurs socioéconomiques. De plus, ce projet a soutenu l'élaboration d'une méthodologie et d'un outil technologique intitulés « système de collecte et d'évaluation des dommages pour la République dominicaine »<sup>58</sup> (*Sistema de Recopilación y Evaluación de Daños para la República Dominicana - SIREN-RD*) afin d'évaluer les pertes économiques dues à des catastrophes. Cet outil a été déployé avec succès pour la première fois après les ouragans Isaias et Laura à l'été 2020 afin d'évaluer les dommages causés aux infrastructures. Tout au long de la mise en œuvre du projet, des produits analytiques ont également été élaborés, y compris une aide à la création de l'infrastructure nationale des données spatiales afin de produire des informations sur les risques à partir des données exploitables et d'éclairer les investissements publics et l'aménagement du territoire.

Le projet Risques de catastrophes et pauvreté en **République dominicaine**,<sup>59</sup> qui lui aussi s'est conclu au cours de l'exercice 2021, a fourni une assistance technique au MEpyD pour la conception d'une Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent (*Survey of Well-being via Instant and Frequent Tracking - SWIFT*), en collaboration avec l'Office national des statistiques. Au cours de l'exercice 2021, l'enquête a été mise à l'essai, le questionnaire finalisé et 30 participants, dont la moitié des femmes, ont pris part à une formation d'agent recenseur pour se familiariser avec les méthodes de collecte de données. L'enquête réalisée en mai et juin 2021 a produit des ensembles de données qui ont été compilés et soumis à des vérifications de la qualité. Fort de ces données, le gouvernement peut mieux comprendre les effets des catastrophes sur les différentes dimensions du bien-être, comme la santé, l'éducation, la qualité du logement et l'accès aux services. L'enquête SWIFT comporte également une composante de collecte d'informations sur les mécanismes d'adaptation et fournit une base de référence pour permettre au gouvernement de surveiller les effets des catastrophes sur le bien-être des ménages.



Dans le cadre du projet Renforcement de la résilience physique et budgétaire pour assurer une prospérité partagée,<sup>57</sup> qui a pris fin en février 2021, le gouvernement a pu améliorer ses capacités en vue de renforcer la résilience physique et budgétaire aux catastrophes. Des politiques de prévention des risques de catastrophes et des risques liés au changement climatique ont été préconisées dans des secteurs prioritaires et un outil d'évaluation des pertes a été mis au point pour évaluer les pertes économiques subies par les secteurs des infrastructures en cas de catastrophes. Ces résultats aideront à informer le MEpyD sur les besoins potentiels de relèvement et de reconstruction à venir. Des politiques et des investissements en matière

<sup>56</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Belize, voir : <https://bit.ly/3F00SNh>.

<sup>57</sup> Pour en savoir plus sur le projet *Renforcement de la résilience physique et budgétaire pour assurer une prospérité partagée*, voir : <https://bit.ly/30rCzsD>.

<sup>58</sup> Une vidéo sur l'outil SIREN-RD est disponible (en espagnol) à : <https://www.youtube.com/watch?v=sFD13Wuah48>.

<sup>59</sup> Pour en savoir plus sur le projet *Risques de catastrophes et pauvreté en République dominicaine*, voir : <https://bit.ly/3m64QN7>.



## Haïti

## Des bâtiments scolaires en Haïti



Source : Janice Rodgers, GeoHazards International – Diagnostic rapide des infrastructures scolaires en Haïti (non publié)

**Haïti** est l'un des pays les plus exposés et les plus vulnérables au monde aux risques de catastrophes et aux risques climatiques. Les catastrophes qui frappent le pays de manière récurrente, cumulées à l'instabilité politique chronique, mettent en lumière les immenses défis auxquels sont confrontés en permanence les praticiens de la gestion des catastrophes du pays. Elles soulignent également la nécessité pour le pays de se doter de politiques publiques durables qui renforcent les capacités nationales de préparation et d'intervention face aux catastrophes. À cette fin, au moyen de trois projets mis en œuvre en Haïti, le programme aide le gouvernement à relever les défis liés aux changements climatiques et aux chocs causés par des catastrophes.

Le projet de *Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique en Haïti*,<sup>60</sup> qui s'est conclu à l'exercice 2021, a aidé la Direction de la protection civile qui relève du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales à renforcer la résilience aux catastrophes et changement climatique grâce à une meilleure **capacité de préparation et d'intervention face aux catastrophes**. Les activités finales ont compris la présentation du Diagnostic rapide des infrastructures scolaires, qui permet de mieux comprendre les vulnérabilités aux catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatique des infrastructures scolaires existantes et proposées en Haïti. Ce diagnostic est destiné aussi à aider le gouvernement à identifier les facteurs de risques afin d'informer l'élaboration d'un plan

stratégique complet visant à renforcer la sécurité et la résilience des bâtiments scolaires. Les autres résultats de ce projet, en plus d'autres initiatives financées par la GFDRR, sont décrits plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 47.

Avec le soutien du projet de *Renforcement de la prévention des risques de catastrophes et de la résilience urbaine au Cap-Haïtien*<sup>61</sup>, le gouvernement haïtien intègre des aspects critiques de la GRC dans des **activités de développement municipal et de résilience urbaine** à Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville du pays.

La première série d'activités a porté sur le renforcement de la prévention des risques de catastrophes et de la résilience urbaine au Cap-Haïtien pour intégrer ces dimensions dans le développement urbain. Elles ont notamment soutenu la conceptualisation et la mise en œuvre de **mesures de prévention des risques d'inondations** le long du Bassin Rhodo et des ravins urbains du Cap-Haïtien. Une assistance technique a été fournie au ministère des Travaux publics à l'élaboration des termes de référence pour des plans de génie hydraulique de grande envergure et pour la mise en œuvre de mesures non structurelles le long des ravins urbains, notamment à des fins de prévention de l'érosion. S'ajoutent à cela un examen des propositions détaillées concernant les travaux de dragage, ainsi que la conceptualisation et la mise en place d'une plateforme de gestion des sédiments, afin de veiller à ce que les sédiments déblayés des ravins et

<sup>60</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Haïti, voir : <https://bit.ly/3F27Rpg>.

<sup>61</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Haïti, voir : <https://bit.ly/3oW0IPV>.

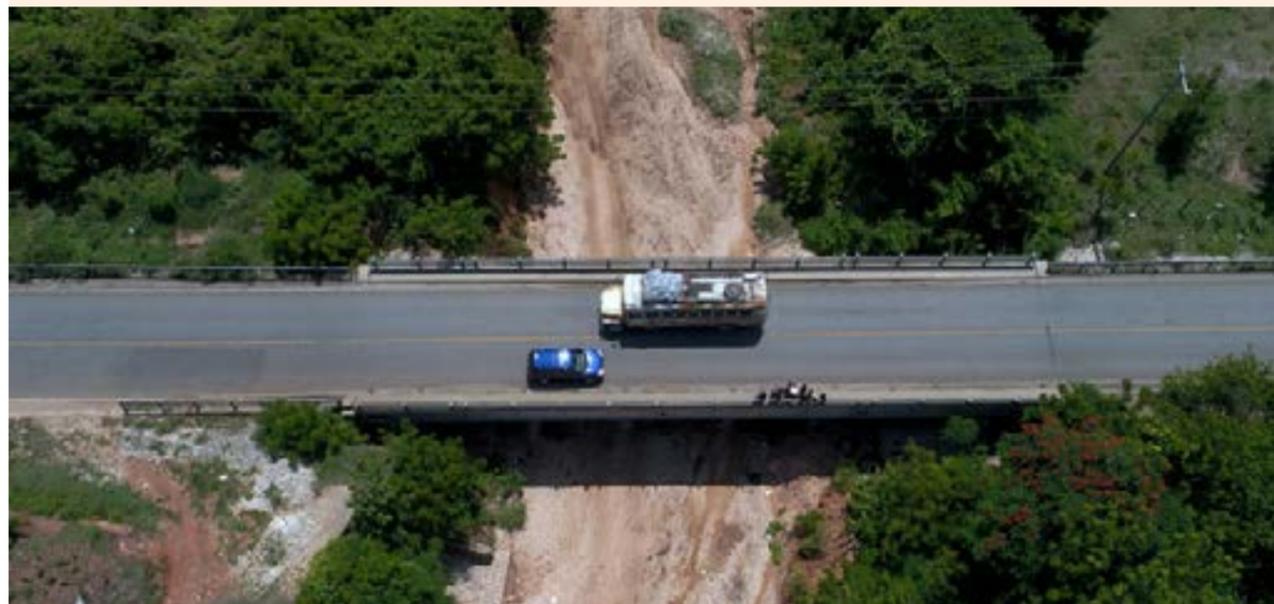
du bassin Rhodo s'adaptent bien au contexte local et adhèrent aux bonnes pratiques internationales. Dans la mesure où ceci représente la première fois que des travaux de prévention des risques de cette envergure sont entrepris dans cette région, ces activités constituent des exigences essentielles à respecter pour entreprendre la mise en œuvre d'investissements intégrés de prévention des risques d'inondations dans les bassins hydrographiques urbains du Cap-Haïtien. Un soutien technique a également été fourni au gouvernement pour élaborer les analyses environnementales et sociales nécessaires à la mise en œuvre d'investissements dans la prévention des risques d'inondations. Il s'est agi pour cela d'élaborer des critères de sélection pour les investissements dans les quartiers, en tenant compte des cartes des aléas et du récent plan de gestion des risques, jumelés à des consultations avec les principales parties prenantes et des membres de la communauté.

D'autres activités ont porté sur l'**intégration de la GRC dans les améliorations de l'infrastructure urbaine du Cap-Haïtien**, et plus particulièrement sur l'intégration des évaluations des aléas et de la vulnérabilité pour donner la priorité à des interventions d'aménagement urbain et de rénovation urbaine, ainsi que sur l'amélioration de pratiques de construction résilientes. L'analyse spatiale qui a été élaborée dans le cadre de ces activités a permis d'identifier les quartiers nécessitant le plus d'interventions de rénovation urbaine et de leur donner la priorité. Cela a permis au gouvernement de déterminer un programme d'investissement rentable et résilient pour la rénovation urbaine, en tenant compte des capacités techniques, de mise en œuvre, d'exploitation et de maintenance, et d'engager davantage les parties prenantes au niveau local pour assurer le soutien des communautés et des collectivités locales. En outre, les activités ont cherché à intégrer des pratiques de construction résiliente et des considérations de réduction de la vulnérabilité dans les études conceptuelles pour les interventions prioritaires d'aménagement urbain et de rénovation urbaine. Elles ont consisté à élaborer des études de préféabilité et des plans conceptuels pour les interventions prioritaires, portant notamment mais pas uniquement sur l'infrastructure routière et le

front de mer du Cap-Haïtien, afin d'assurer l'incorporation de normes et de pratiques résilientes en matière de construction et d'entretien, ainsi que des recommandations sur la réduction de la vulnérabilité.

Le troisième projet en **Haïti**, intitulé *Intégration du genre et d'approches comportementales sensibles pour améliorer la GRC en Haïti*<sup>62</sup>, a renforcé la capacité du gouvernement à intégrer des actions sensibles au genre et des mesures éclairées par le comportement dans le programme de GRC du pays, y compris des initiatives d'évacuation d'urgence. La Direction de la protection civile qui relève du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et le ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes ont codirigé l'élaboration d'une analyse préliminaire comparée selon le genre au cours de l'exercice 2021, qui a comporté des considérations spécifiques liées à la COVID-19. Une session de partage des connaissances a été organisée pour présenter les résultats préliminaires de l'étude à la Direction de la protection civile et à d'autres parties prenantes concernées du système national de GRC. L'étude, qui se conclura en août 2021, évalue les approches du genre et relève les progrès et les écarts dans ce domaine, fournissant une base de référence pour assurer un suivi méticuleux des avancées réalisées en matière d'intégration du genre dans des activités de GRC en Haïti. Cette analyse comparée selon le genre a été étayée d'une analyse documentaire qui a regroupé les connaissances issues des sciences du comportement, de l'architecture et du design afin de comprendre comment prôner un bon comportement et la sécurité, améliorer la gestion et assurer un accès équitable à des refuges. L'analyse documentaire s'accompagne d'une annexe sur les mesures de lutte contre la COVID-19. En plus de l'étude et de l'analyse documentaire, les activités ont également donné lieu à l'organisation d'une enquête de crowdsourcing, appelée « *Nudgeathon* », qui vise à mieux comprendre les défis entourant les abris d'évacuation d'urgence, y compris les comportements liés au genre, et dont les résultats seront finalisés d'ici août 2021.

### Un pont en Haïti



Source : GFDRR

<sup>62</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Haïti, voir : <https://bit.ly/33y7PYg>.



### Jamaïque

Des activités finales ont été entreprises au début de l'exercice 2021 pour aider le gouvernement de la **Jamaïque** à renforcer sa **capacité institutionnelle de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes et d'intégration de la GRC dans l'élaboration des politiques**.<sup>63</sup> Le projet avait atteint plusieurs jalons importants, notamment la finalisation de la *Stratégie nationale de réinstallation* liée à la GRC, l'élaboration d'une analyse des risques de catastrophes liés aux infrastructures du secteur des transports et la réalisation d'une *analyse des lacunes pour la préparation aux situations d'urgence*, qui a été élaborée et communiquée aux secouristes afin d'améliorer les procédures opérationnelles normalisées liées à la gestion des situations d'urgence.

### Montego Bay, Jamaïque



Source : iStock.com



### Sainte-Lucie

En tant que petit État insulaire en développement, **Sainte-Lucie** a connu plusieurs événements climatiques extrêmes qui ont causé des pertes importantes au fil des ans. Dans le cadre de deux projets qui se sont conclus au cours de l'exercice 2021, le gouvernement de Sainte-Lucie a pu intégrer des considérations socio-économiques dans ses stratégies et politiques de GRC afin de mieux protéger les populations pauvres et les socialement marginalisées.

Le projet *Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale*<sup>64</sup> visait à aider le gouvernement à **inclure des considérations de GRC et d'ACC** pour la collecte de données démographiques. Il s'est agi pour cela de réaliser des analyses de la pauvreté et de concevoir des programmes de protection sociale et des stratégies de financement du climat. Ceux-ci ont eu pour effet de modifier la façon dont les données et les analyses éclairent l'approche plus large du gouvernement en matière de GRC et les mesures qu'il prend pour faire face aux chocs causés par des catastrophes. Par exemple, une enquête socio-économique a été réalisée pour informer une analyse du bien-être qui a aidé l'Office national des statistiques à concevoir un module d'enquête sur les aspects multidimensionnels de la pauvreté et d'autres indicateurs de la vulnérabilité sociale. Cette analyse du bien-être social a ensuite été intégrée à un cadre global de gestion des risques entrepris par le gouvernement. Plusieurs produits analytiques ont également été élaborés tout au long du projet pour aider à informer le gouvernement de Sainte-Lucie du degré de vulnérabilité des communautés pauvres face aux catastrophes. À titre d'exemple, un indice de la vulnérabilité sociale

contribue désormais à quantifier l'impact des catastrophes sur le bien-être social à Sainte-Lucie. La composante du projet consacrée à l'agriculture à résilience climatique a, quant à elle, amélioré l'accès des agriculteurs au financement d'activités agricoles résilientes au climat par le biais de la Facilité de financement à l'adaptation climatique (*Climate Adaptation Financing Facility - CAFF*) de Sainte-Lucie. En outre, un soutien financier a été fourni aux petites entreprises et aux secteurs de l'agriculture et de la pêche afin d'atténuer les répercussions financières de la pandémie de COVID-19.

Dans le cadre du projet *Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques de Sainte-Lucie*<sup>65</sup>, le gouvernement a pu mettre en œuvre une **stratégie globale de prévention des risques**. La résilience du secteur du logement a été renforcée par la production de données géographiques sur la vulnérabilité des ménages à résister aux aléas dus au vent, qui à leur tour ont informé les politiques et les stratégies gouvernementales. L'échange de connaissances qui a eu lieu lors de conférences et d'ateliers a contribué à la création d'importants réseaux de partage de connaissances sur des thèmes tels que l'urbanisme. Des mécanismes résilients de protection sociale ont également été renforcés par l'élaboration d'un rapport technique sur la capacité de l'outil de filet de protection sociale existant d'identifier les ménages pauvres et les bénéficiaires potentiels des programmes sociaux, fournissant des orientations à de futures recommandations politiques.

<sup>63</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Jamaïque, voir : <https://bit.ly/33xfUfP>.

<sup>64</sup> Pour en savoir plus sur le projet *Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale*, voir : <https://bit.ly/33yoHOD>.

<sup>65</sup> Pour en savoir plus sur le projet *Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques*, voir : <https://bit.ly/3q1175Q>.

**Saint-Vincent-et-les-Grenadines****Réouverture des écoles pendant la COVID-19 à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.**

Source : Ministère de l'Éducation

Pour faire face à l'essor rapide de l'urbanisation dans des villes déjà touchées par le changement climatique, le gouvernement de **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** a cherché à faire progresser un **programme complet de résilience urbaine et de croissance économique**.<sup>66</sup> Ses activités ont donné lieu à l'examen de plusieurs documents législatifs qui améliorent le cadre réglementaire pour l'application des codes de construction ainsi que la politique nationale sur la sécurité en milieu scolaire. Sous la houlette du ministère de l'Éducation, ces lignes directrices ont contribué à intégrer les considérations de risques dans les investissements dans les infrastructures

et à informer la reconstruction et la conception de bâtiments essentiels tels que des écoles, des établissements de santé et des refuges d'urgence. Dans le contexte de la crise de COVID-19, des experts en santé et en politiques publiques ont également été mobilisés pour fournir des orientations au ministère de l'Éducation concernant le *Plan d'action COVID-19*, permettant la réouverture sûre des écoles. Ce plan a été déterminant pour assurer la poursuite de la scolarisation des enfants dans un environnement sûr et salubre en pleine pandémie.

**Suriname**

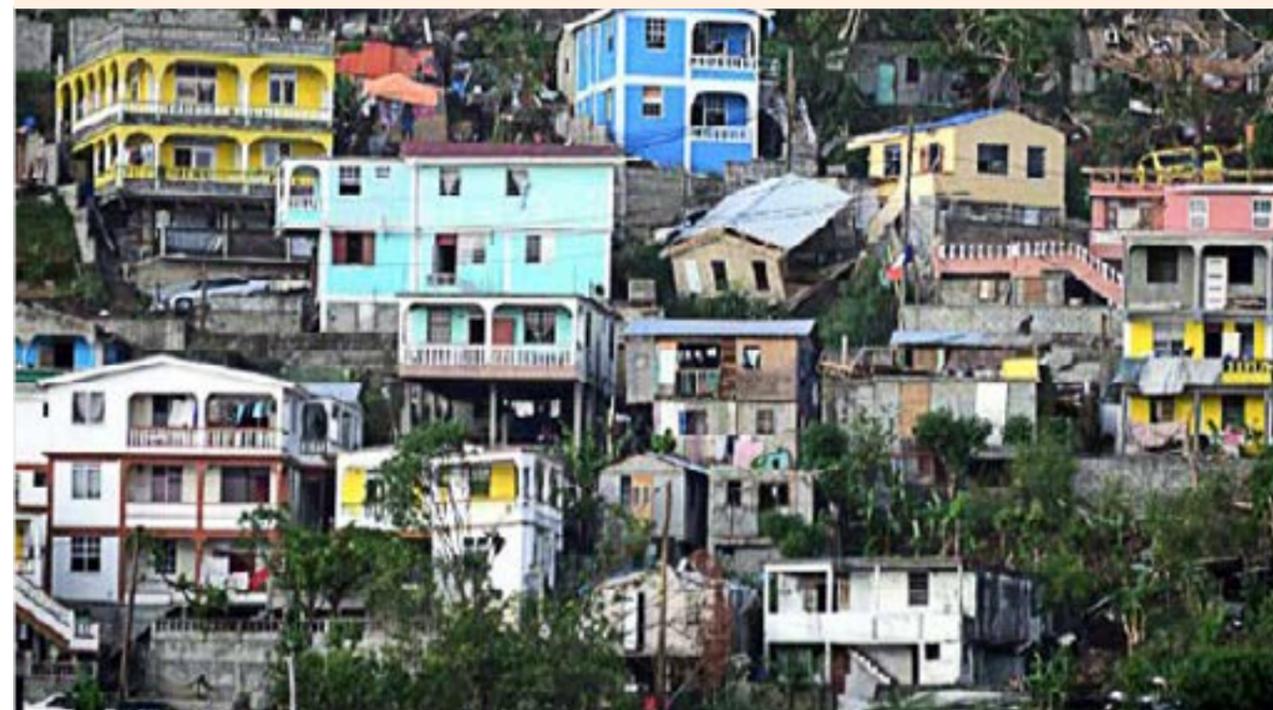
En s'appuyant sur les conclusions et les recommandations d'un précédent projet ACP-UE NDRR<sup>67</sup>, un autre projet soutient le gouvernement du **Suriname** à investir dans la **réduction de l'impact des inondations** le long du canal de Saramacca dans la région du Grand Paramaribo.<sup>68</sup> Les activités finales de ce projet, qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021, ont aidé le ministère des Travaux publics à mettre à jour le *Plan directeur d'évacuation d'eau de Paramaribo* et à préparer la conception d'investissements prioritaires dans

l'évacuation de l'eau à Paramaribo. Des formations fiduciaires et techniques ont également été organisées pour renforcer la capacité en matière de gestion financière et de passation des marchés de l'unité du canal de Saramacca qui relève du ministère des Travaux publics. Les capacités du Comité d'évaluation nouvellement créé ont également été renforcées par plusieurs formations sur la passation de marchés.

<sup>66</sup> Pour en savoir plus sur ce projet à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, voir : <https://bit.ly/3EXDl1>.

<sup>67</sup> Plus d'informations sur le précédent projet ACP-UE NDRR sont disponibles à : <https://bit.ly/3GCIniy>.

<sup>68</sup> Pour en savoir plus sur ce projet au Suriname, voir : <https://bit.ly/3pXqPqK>.

**Activités post-catastrophes****Dominique****Bâtiments touchés par l'ouragan Maria en septembre 2017**Source : PDNA, financée par le programme ACP-UE NDRR, disponible (en anglais) [ici](#).

Suite au passage de l'ouragan Maria, qui a provoqué de graves dommages et de lourdes pertes dans l'ensemble de l'île de la **Dominique** en septembre 2017, le gouvernement a lancé plusieurs programmes de reconstruction de logements de grande envergure. Un projet soutient le gouvernement, plus précisément par le biais du ministère du Logement et du Développement urbain, du ministère du Plan et du ministère des Finances, en vue de mettre en œuvre les recommandations d'un PDNA réalisée après le passage de l'ouragan Maria.<sup>69</sup> Au cours de l'exercice 2021, les activités ont continué de soutenir le passage à la phase opérationnelle d'un système de gestion de l'information qui stocke et gère toutes les données relatives aux programmes de reconstruction de logements entrepris par le gouvernement. Jusqu'à présent, le système a permis au gouvernement de gérer plus de 2 800 demandes, d'attribuer plus de 2 200 relevés de sites et d'approuver

des projets pour 210 bénéficiaires. De plus, 58 fonctionnaires ont reçu une formation lors de 6 événements organisés dans des centres locaux d'assistance technique à l'intention de maçons, d'entrepreneurs et d'artisans locaux afin de fournir des lignes directrices favorisant une reconstruction résiliente conformément aux lignes directrices révisées en matière de construction. Ces activités ont contribué à la reconstruction de 18 structures dans les quatre sites : Territoire Kalinago, Portsmouth, Mahaut et Bellevue Chopin.

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre dans les Caraïbes est disponible sur le site Web ACP-UE NDRR à <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu/projects>.

<sup>69</sup> Pour en savoir plus sur ce projet à la Dominique, voir : <https://bit.ly/3IUUmd2>.

Pleins phares :

## Les « combattants de catastrophes » des Caraïbes s'unissent en perspective de la saison des ouragans de l'Atlantique de 2021

Pour la sixième année consécutive, la « National Oceanic and Atmospheric Administration » des États-Unis prévoit que la saison des ouragans de l'Atlantique, qui commence le 1<sup>er</sup> juin et se termine le 30 novembre, sera plus intense que la moyenne. La saison 2020 à elle seule a été la plus active jamais enregistrée, comptant pas moins de 31 cyclones tropicaux, dont 14 se sont transformés en ouragans. 2021 est la deuxième saison à avoir lieu dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de ses graves conséquences socio-économiques dans la région, qui mettent en porte-à-faux les pratiques habituelles de sensibilisation aux tempêtes avec la nécessité de mesures de distanciation sociale.

Une initiative de la CDEMA, avec l'appui de la Banque mondiale, de l'UE et du gouvernement du Canada, a relevé le défi de sensibiliser la population à la résilience et à la préparation aux catastrophes dans un contexte aussi difficile. Cette initiative, intitulée « Disaster Fighters » (combattants de catastrophes), réunit plusieurs anciens et actuels joueurs de cricket de renom, des musiciens de talent et d'autres personnalités influentes des quatre coins des Caraïbes afin de promouvoir la sensibilisation à la préparation et à l'acquisition de compétences de survie en cas de catastrophes naturelles, que ce soit des ouragans, des éruptions volcaniques ou la COVID-19, en mettant l'accent sur la mobilisation des jeunes par du contenu attirant et dynamique. Cette campagne s'appuie sur les enseignements tirés d'une initiative similaire en Haïti financée par le [Mécanisme régional de renforcement de la résilience dans les Caraïbes](#) et les applique au niveau régional.

En s'aidant des grands canaux de médias sociaux, notamment TikTok, Facebook, Instagram et Twitter, ces « combattants de catastrophes » atteignent un large public. Le 31 mai 2021, ils ont diffusé sur ces canaux une chanson accrocheuse et optimiste pour communiquer des conseils de survie essentiels en cas d'ouragan, comme conserver en permanence une réserve d'eau potable, se doter d'une lampe de poche, faire attention aux parents âgés et aux enfants, connaître le

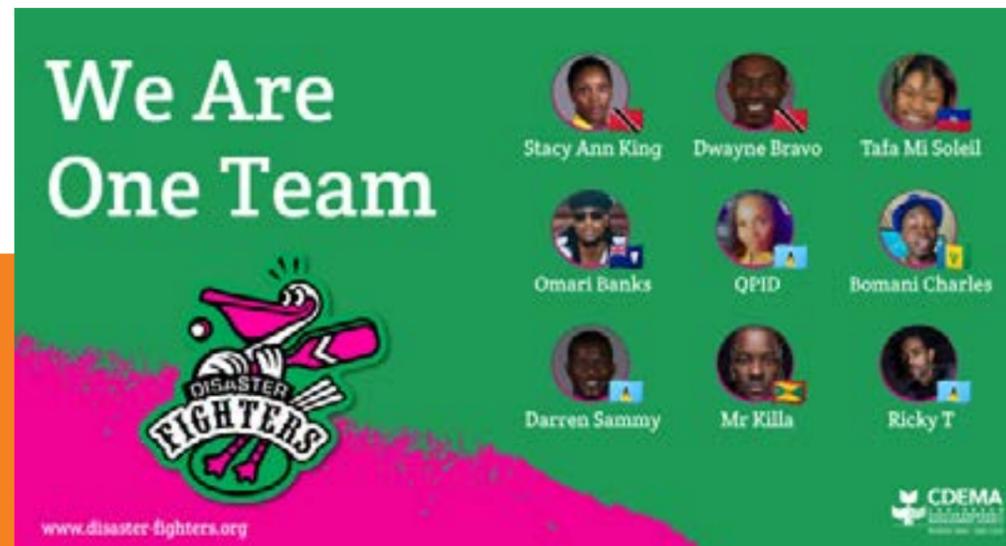
lieu du refuge d'urgence le plus proche et se tenir au courant des dernières nouvelles. Un message simple et efficace : « Prévois un plan » est répété tout au long de cette chanson pour souligner l'importance de se préparer aux catastrophes.

L'initiative « Disaster Fighters » a également un volet de collecte de fonds pour soutenir la CDEMA et les organismes nationaux d'urgence de la région. Les joueurs de cricket et les musiciens participant à l'initiative ont mis aux enchères des balles, des battes et des maillots de cricket autographiés. L'initiative utilise également des jetons non fongibles afin de lever des fonds supplémentaires pour des organismes d'urgence. La composante à jetons non fongibles élaborée en partenariat avec l'organisme caritatif Binance Charity offre de nouvelles possibilités de participation à l'initiative. Helen Hai, la directrice de Binance Charity, a salué l'ajout des jetons non fongibles comme offrant « une nouvelle opportunité très intéressante de soutenir ce type de causes, de lever des fonds et d'avoir un impact réel au moyen de l'art numérique. Elle permet aux créateurs, aux athlètes tout comme aux musiciens de transformer leurs compétences pour avoir un impact social. »

Cette initiative, qui est financée par le programme ACP-UE NDRR, le mécanisme du Canada de résilience dans les Caraïbes et Binance Charity, intervient à un moment où les pays des Caraïbes font face à une multitude de catastrophes concomitantes. Elle fournit un service crucial pour promouvoir la sensibilisation de la communauté lorsque la pandémie a entravé de tels efforts.

La campagne vidéo (en anglais) est disponible à <https://www.youtube.com/watch?v=fDn-23xhFQg>.

Des messages et du matériel de prévention critiques sont disponibles sur le site Web de l'initiative à <http://www.disaster-fighters.org/>.



Pleins phares :

## La démarche de Haïti en faveur du renforcement de la résilience aux catastrophes dans un contexte fragile

Haïti est l'un des pays les plus exposés et les plus vulnérables au monde aux risques de catastrophes et aux risques climatiques. La pandémie de COVID-19 a également présenté au secteur de la santé publique haïtien l'un de ses plus grands défis et n'a fait qu'aggraver l'exposition de la population aux aléas. De surcroît, la résilience durable en Haïti reste tributaire de la stabilité politique, sociale et économique du pays.

Malgré ces difficultés, les institutions et spécialistes haïtiens qui se consacrent à la GRC ont fait des progrès considérables pour remédier de manière globale non seulement aux impacts immédiats des risques, mais aussi aux causes profondes qui conduisent à des aléas multiples qui se renforcent mutuellement. Ces efforts, entrepris avec le soutien du Mécanisme régional de renforcement de la résilience dans les Caraïbes, financé par l'UE et du programme ACP-UE NDRR, ont eu pour effet de transformer radicalement la façon dont les ressources sont utilisées pour éclairer la prise de décision en matière de GRC et sont investies dans des méthodes rigoureuses de collecte et d'analyse des données. Dans le cadre de cette approche globale, lors de la planification de stratégies de GRC à long terme, Haïti et ses partenaires intègrent également des approches novatrices qui tiennent compte des inégalités sociétales, notamment par l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel.

Les impacts positifs de ces investissements n'ont pas tardé à se faire sentir, comme en attestent l'élaboration de nouveaux outils de collecte de données géospatiales et l'utilisation de la technologie de télédétection ultra-avancée LIDAR (« Light Detection and Ranging ») pour produire des modèles numériques de terrain. Ces données géospatiales ont été essentielles non seulement pour créer un registre

des refuges d'urgence, mais aussi pour regrouper des données sur l'emplacement des écoles et des réseaux routiers dans tout le pays. Selon Boby Emmanuel Piard, directeur général du Centre national d'information géospatiale, « grâce au soutien de la Banque mondiale et de l'Union européenne, des investissements essentiels ont été réalisés dans les domaines de la production de données spatiales, de plateformes libres d'accès et de la formation technique, qui ont été très bénéfiques pour les activités de GRC en Haïti. »

L'impact pratique des efforts déployés par Haïti a donné aux experts en GRC de multiples occasions de renforcer leurs capacités techniques. Le directeur de l'Unité hydrométéorologique d'Haïti, M. Marcelin Esterlin est convaincu que ces efforts fourniront à l'agence « les outils et les capacités de ressources humaines nécessaires pour développer des produits à valeur ajoutée qui répondent aux attentes des différents types de clients et contribuent à renforcer la résilience du pays au changement climatique. »

En dépit des multiples défis posés par des catastrophes naturelles qui s'exacerbent mutuellement, Haïti a fait des progrès considérables dans le renforcement de sa résilience aux aléas en visant systématiquement ses institutions spécialisées dans la GRC pour renforcer leurs moyens en adoptant des technologies et en investissant dans les ressources humaines qui les sous-tendent. Haïti continuera de bénéficier d'une assistance technique qui permettra au gouvernement haïtien de travailler à la réalisation de ses objectifs visant à renforcer la résilience du pays aux chocs climatiques et aux catastrophes.

Port-au-Prince, Haïti



Source : iStock.com



Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2021  
**Le programme dans le Pacifique**

Tuvalu  
 Source : iStock.com

**Activités dans le Pacifique**

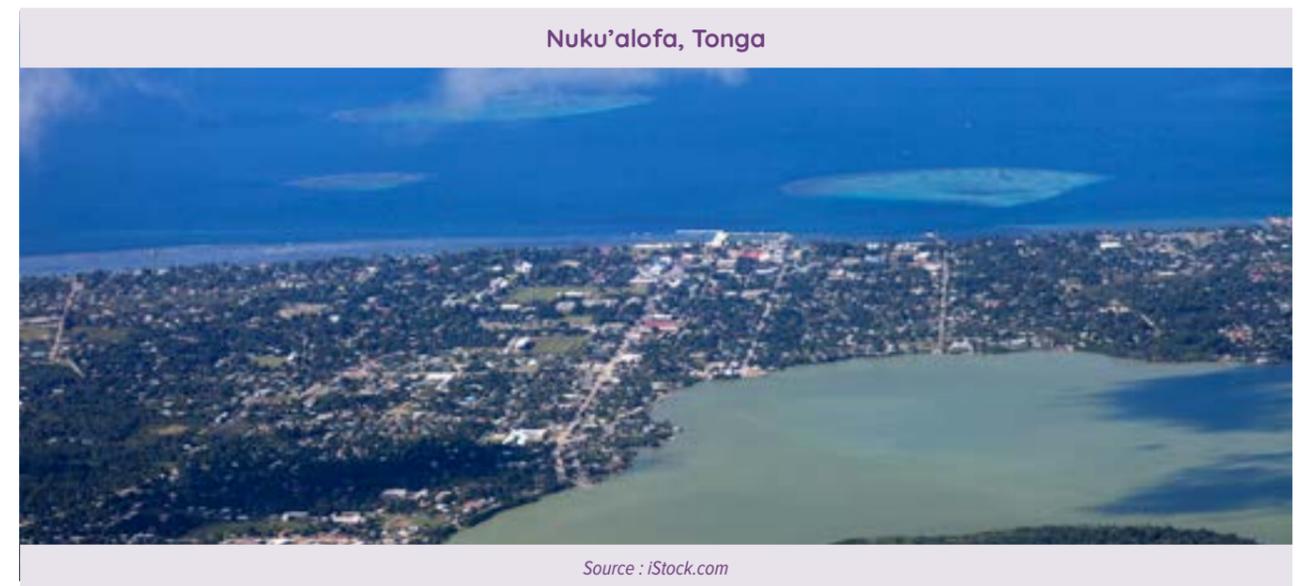


Les activités mises en œuvre dans le Pacifique au cours de l'exercice 2021 ont continué à aider les pays à intégrer les dimensions de la gestion des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique au sein de leurs institutions gouvernementales et à inscrire ces concepts parmi les priorités des politiques nationales. Ces réformes sont également destinées à éclairer la résilience des communautés et les interventions communautaires en cas de catastrophes, permettant ainsi aux gouvernements de fournir de meilleures orientations sur les efforts de relèvement et de reconstruction à engager après une catastrophe. Les nouvelles politiques ont également éclairé l'expansion d'établissements urbains abordables, à résilience climatique et aux catastrophes.

Au cours de l'exercice 2021, le portefeuille de la région du Pacifique comptait 9 projets actifs, dont 2 au niveau régional (Volet 1) et 7 au niveau national (Volet 2).



**Projets régionaux**



Nuku'alofa, Tonga

Source : iStock.com

L'OIM a finalisé ses activités en juillet 2020 dans le cadre du projet de cartographie de la vulnérabilité des communautés qu'elle a mis en œuvre en **Micronésie** et dans les **îles Marshall**.<sup>70</sup> Le projet a renforcé la résilience des communautés aux risques de catastrophes et au changement climatique dans les deux pays. Les activités entreprises ont consisté à cartographier les risques et à planifier les investissements communautaires en vue de renforcer la résilience des communautés à faire face aux épreuves posées par le changement climatique. Leurs principaux résultats se constatent dans la conception d'un système d'alerte précoce efficace tant sur le plan régional que national, ainsi que dans une évaluation des bâtiments publics, tels que les écoles et les infrastructures, par la collecte de données techniques et des consultations pertinentes avec des collectivités locales et des OSC dans les deux pays. Des sessions de renforcement des capacités en matière de système d'alerte précoce et de GRC à base communautaire ont formé près de 550 personnes, dont plus de 270 femmes. Les leçons tirées du projet font ressortir la prise de conscience de la part des communautés de l'importance de communiquer dès les premiers signes de survenance d'une catastrophe et de se doter de systèmes solides pour alerter l'ensemble de la communauté et les populations difficiles d'accès. Dans les îles Marshall, des exercices de cartographie de la vulnérabilité des communautés aux aléas ont été entrepris dans 18 communautés ciblées et une enquête réalisée dans 82 communautés a éclairé les débats nationaux et les plans gouvernementaux sur le renforcement des capacités de systèmes d'alerte précoce basés dans les communautés.

Un autre projet régional qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021 a eu pour effet de renforcer les capacités de plusieurs pays insulaires du Pacifique : les **États fédérés de Micronésie**, les **Fidji**, la **République des îles Marshall**, **Samoa**, les **îles Salomon**, le **Tonga** et le **Vanuatu** - afin d'intégrer la GRC et l'ACC dans la conception d'investissements dans les infrastructures.<sup>71</sup> Les activités de l'exercice 2021 ont compris la finalisation d'une note d'information intitulée « Aménagement spatial dans les pays insulaires du Pacifique : vers des établissements urbains abordables et résilients », qui étudie d'une part les difficultés liées au développement urbain dans les pays des îles du Pacifique, et d'autre part identifie de possibles stratégies propices au développement résilient d'établissements humains. Elle examine également les grandes tendances et met en avant les avantages potentiels pour les pays en les dotant de processus d'urbanisation bien planifiés et bien gérés. Parallèlement à cela, elle met en garde contre les risques actuels et futurs liés à la mauvaise gestion des établissements humains, et ce d'autant plus dans une région menacée par les catastrophes naturelles et le changement climatique. L'analyse s'appuie sur des études de cas provenant de trois pays insulaires du Pacifique à différents stades d'urbanisation à **Kiribati**, aux **Vanuatu** et aux **Fidji**. Une première évaluation technique a également été élaborée pour éclairer une note d'information intitulée « Relèvement du tourisme dans le Pacifique : Renforcement de la résilience après la COVID-19 ». Globalement, ce projet a donné lieu à l'élaboration d'analyses ainsi que d'outils et de méthodologies qui ont contribué au Programme de résilience du Pacifique de plus grande envergure financé par la Banque mondiale, qui soutient les investissements dans les infrastructures des pays insulaires du Pacifique.

Trained nearly 550 people



Including over 270 women



<sup>70</sup> Pour en savoir plus sur ce projet régional, voir : <https://bit.ly/3pTfTKC>.

<sup>71</sup> Pour en savoir plus sur ce projet régional, voir : <https://bit.ly/3F3y0DZ>.

## Projets nationaux



## Fidji

Aux **Fidji**, la mise en œuvre du **Code national du bâtiment** et des lignes directrices conçues pour l'occasion ont amélioré la conception et la construction de maisons et d'écoles à un seul étage pour se préparer aux risques climatiques et de catastrophes et pour renforcer la capacité du pays à résister aux risques futurs de catastrophes. Ce projet<sup>72</sup> est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 54.

## Après le passage du cyclone tropical Winston en 2016.



Source : Banque mondiale, disponible [ici](#).



## Kiribati

À **Kiribati**, un projet qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021<sup>73</sup> a amélioré la **résilience d'infrastructures et de villes essentielles** dans le pays. Des institutions gouvernementales, dont le Bureau du Président et les ministères des Terres et de la Pêches, ont activement participé à la planification d'un urbanisme résilient, en particulier pour les ménages à faible revenu. Cela s'est fait par l'analyse de données et d'informations sur l'aménagement potentiel d'établissements urbains résilients aux catastrophes et au changement climatique et par la fourniture de conseils d'experts sur la planification et la mise en œuvre de politiques et de systèmes propices à une croissance urbaine sûre et résiliente. Plusieurs produits analytiques ont été finalisés, dont un examen de la Stratégie de sécurité côtière à long terme du pays (un ensemble de leçons à retenir pour des logements abordables et résilients), ainsi qu'un rapport sur la prestation de services urbains dans la capitale, Tarawa-Sud. Ces travaux ont contribué à identifier les facteurs cruciaux à prendre en compte dans les plans d'attribution de fonds à résilience climatique et le financement de terrains sûrs et abordables destinés à l'expansion urbaine. Les gains réalisés grâce à ce projet ont facilité l'intégration de la PRC et de l'ACC dans le processus national de planification du développement de Kiribati et ont favorisé l'élaboration d'outils sur les risques afin de guider les efforts de réduction de la vulnérabilité. De nouvelles options d'urbanisme ont été débloquées pour des résidences, des petites entreprises et des établissements d'enseignement et de santé résilients au climat. Les approches élaborées dans le cadre de ce projet offrent également le potentiel d'être reproduites dans d'autres États insulaires de basse altitude.

## Île Fanning, Kiribati



Source : iStock.com

<sup>72</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux Fidji, voir : <https://bit.ly/3H2cQXh>.

<sup>73</sup> Pour en savoir plus sur ce projet à Kiribati, voir : <https://bit.ly/3DRAbcs>.



## Papouasie-Nouvelle-Guinée

Les efforts de **renforcement du cadre politique et institutionnel pour la GRC en Papouasie-Nouvelle-Guinée** se sont poursuivis.<sup>74</sup> Les activités ont soutenu le Trésor, le Centre national de prévention des catastrophes et d'autres organismes publics concernés à actualiser le projet de loi sur la GRC du pays. À l'aide d'un exercice de définition de la portée et d'analyse des lacunes, le Centre national de prévention des catastrophes a reçu un soutien à identifier les domaines propices au renforcement des plans nationaux et provinciaux de prévention des risques de catastrophes. Parallèlement à cela, des diagnostics approfondis ont été entrepris sur les politiques en vigueur et

les éventuelles failles en matière de GRC au sein des systèmes institutionnels dans le pays. Des recommandations ont donc été formulées pour des mesures de réforme des politiques et des institutions visant à renforcer les modalités politiques et institutionnelles aux niveaux national, sectoriel et provincial, notamment par l'élaboration d'un plan d'investissement. Par ailleurs, l'examen documentaire des enseignements tirés des catastrophes précédentes survenues en Papouasie-Nouvelle-Guinée qui a été présenté en mai 2021 a dressé une évaluation des possibilités pour les systèmes de préparation et d'intervention en cas d'urgence du pays.



## Samoa

Aux **Samoa**, le ministère des Travaux publics, des Transports et de l'Infrastructure et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement ont collaboré pour **renforcer le cadre institutionnel du pays en matière de GRC et d'ACC**.<sup>75</sup> Ces travaux ont compris l'examen de plusieurs documents législatifs, y compris les lignes directrices récemment mises à jour pour l'application du Code national du bâtiment, qui contribue à consolider les nouveaux logements résidentiels afin de se protéger des risques liés au climat et aux tremblements de terre. Ces lignes directrices ont également éclairé la Politique sur l'homologation et l'inscription des professionnels

du bâtiment, que le Cabinet a approuvée en 2020. Grâce à cette politique, le gouvernement des Samoa peut réglementer les normes régissant les ouvriers et les entrepreneurs du bâtiment, délivrer des permis de construire conformes au Code national du bâtiment et agréer des entrepreneurs du bâtiment dotés des qualifications nécessaires. Le gouvernement a également communiqué les nouvelles lignes directrices en matière de construction aux parties prenantes du secteur privé et a sensibilisé les communautés aux risques climatiques et aux risques de catastrophes.

## Île d'upolu, Samoa



Source : iStock.com

<sup>74</sup> Pour en savoir plus sur ce projet en Papouasie-Nouvelle-Guinée, voir : <https://bit.ly/3E5Kr0K>.

<sup>75</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux Samoa, voir : <https://bit.ly/322yDPz>.



îles Salomon

### Érosion des berges de la Mataniko, aux îles Salomon, suite aux inondations d'avril 2014.



Source : Banque mondiale

Les inondations qui se sont produites en avril 2014 ont touché près de 80 % de la population d'Honiara, la capitale des îles Salomon. Un projet qui s'est conclu au cours de l'exercice 2021<sup>76</sup> a étudié les risques d'inondations urbaines et fournit des informations de qualité sur la manière de mieux gérer et de réduire les risques d'inondations dans la région du Grand Honiara, renforçant ainsi les capacités de la ville en matière de préparation aux

catastrophes et de résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le rapport final détaillé de l'étude sur les risques d'inondations intitulé « Plan et étude de gestion des risques d'inondations d'Honiara » a été publié en avril 2021.<sup>77</sup> Il fournit une évaluation du risque d'inondations dans la zone d'étude et une description des impacts du changement climatique sur le comportement et les risques d'inondations.



Tuvalu

Les travaux techniques et analytiques se sont poursuivis aux Tuvalu avec l'unité chargée des politiques relatives au changement climatique et aux catastrophes, le Bureau de la gestion des catastrophes et le Comité national sur les catastrophes pour examiner les politiques, les plans et les règlements existants en matière de GRC.<sup>78</sup> Au cours de l'exercice 2021, l'assistance technique fournie a permis la mise en application de la loi relative à la construction après l'examen des codes du bâtiment et des règlements connexes. Une analyse des lacunes de l'actuel projet du Code du bâtiment a également été élaborée. Le ministère des Travaux publics a repris cette analyse des lacunes pour effectuer des consultations sur le Code du bâtiment mis à jour et, en septembre 2021, l'a soumis au Cabinet pour approbation.



Vanuatu

Un projet aux Vanuatu<sup>79</sup> a fait des progrès considérables dans le renforcement des cadres institutionnels pour la GRC dans le pays. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 55.

<sup>76</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux îles Salomon, voir : <https://bit.ly/3yuPQNN>.

<sup>77</sup> L'étude est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2RHd8e2>.

<sup>78</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux Tuvalu, voir : <https://bit.ly/3DUk0Ln>.

<sup>79</sup> Pour en savoir plus sur ce projet aux Vanuatu, voir : <https://bit.ly/323aGYF>.

## Activités post-catastrophes

Aucune activité post-catastrophe spécifique (Volet 3) n'a été mise en œuvre au cours de l'exercice 2021, ces activités s'étant conclues au cours de l'exercice précédent.

### Ville de Port Vila, Vanuatu



Source : iStock.com

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre dans la région du Pacifique est disponible sur le site Web ACP-UE NDRR à <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu/projects>.

Pleins phares :

## De nouvelles lignes directrices pour la construction aux Fidji renforcent la sécurité des maisons et des écoles

Lorsque le cyclone tropical Winston s'est abattu sur les Fidji en février 2016, plus de 30 000 maisons et 495 écoles ont été endommagées ou détruites, surtout dans les zones rurales du pays et principalement dans les régions d'iTaukei. Le coût total de cette catastrophe a été estimé à un demi-milliard de dollars américains. Parmi les bâtiments sinistrés, une grande partie des dommages a été attribuée au non-respect des règlements de sécurité en matière de construction qui tiennent compte de la résilience au changement climatique et aux catastrophes. Les dégâts causés par la tempête ont conduit à une réévaluation des modalités de réglementation de la construction de bâtiments aux Fidji. Cette nouvelle approche réglementaire garantit que tous les nouveaux permis de construire respectent les mêmes normes et que toutes les communautés ont accès à des lignes directrices et à des informations standardisées sur les meilleures pratiques de construction. Même les propriétaires dépourvus de formation en construction peuvent bénéficier de ces lignes directrices.

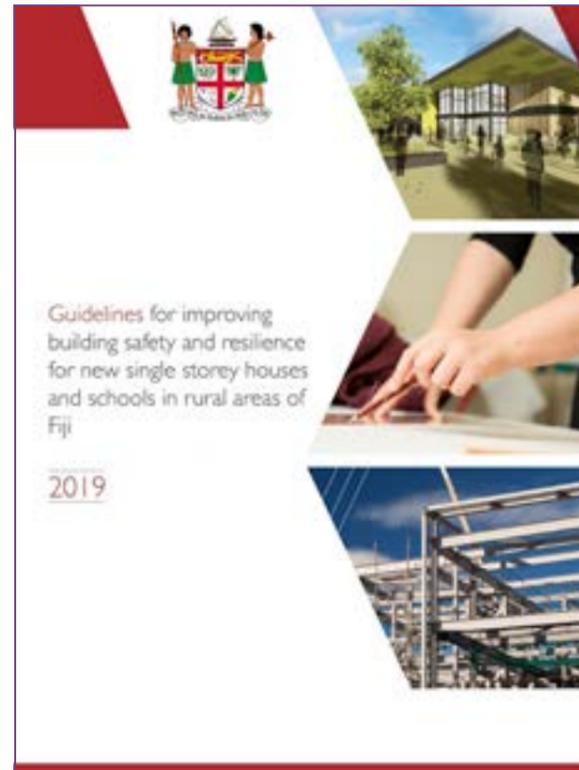
À cette fin, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, le gouvernement des Fidji a élaboré un ensemble de lignes directrices destinées aux propriétaires individuels et aux maçons, ainsi qu'aux institutions basées dans les communautés chargées de superviser la construction des écoles. Ces lignes directrices dictent les pratiques à observer lors des étapes successives de la construction, y compris le choix des sites de construction, les matériaux de construction résilients, des consignes étape par étape pour la pose des fondations, l'érection des murs, la toiture et les bonnes pratiques de réparation et d'entretien. Elles fournissent également des ressources pour obtenir une assistance supplémentaire, y compris auprès de départements gouvernementaux tels que le ministère du Logement et du Développement local et les OSC.

Ces lignes directrices ont été élaborées à l'issue notamment d'échanges avec le ministère fidjien de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, qui ont informé les révisions à apporter aux normes relatives aux matériaux de construction aux Fidji et qui, à leur tour, amélioreront la résilience des bâtiments de manière plus générale et pas seulement les maisons et les écoles à un étage visées par les lignes directrices. Dans la pratique, ces lignes directrices ont jusqu'à présent bénéficié à 75 salles de classe, qui représentent plus de 6 300 élèves. D'autre part, une campagne nationale de mobilisation et de sensibilisation menée par l'industrie du bâtiment des Fidji a fait connaître ces lignes directrices, notamment par le biais d'une interview du ministre de l'Industrie, du Commerce, du Tourisme et des Transports avec la Fiji Broadcasting Corporation, soulignant la nécessité d'utiliser les lignes directrices pour l'habitat informel (voir lien ci-dessous). Cette ressource continuera d'être diffusée dans tout le pays dans le cadre de modules de formation destinés à des fonctionnaires aux niveaux national et provincial des principaux organismes concernés ainsi qu'à des professionnels du bâtiment opérant principalement en milieu rural et dans les terres d'iTaukei. Elle contribuera à la certification des entrepreneurs en bâtiment à l'avenir.

« N'importe qui peut maintenant se procurer ces lignes directrices, se reporter aux diagrammes et aux plans qui y figurent pour construire sa maison. Les charpentiers de village et les villageois qui les utilisent pourront construire une maison résistante à un ouragan de Catégorie 5. » - Mme Premila Kumar, ministre du logement aux Fidji

Les lignes directrices sont disponibles en anglais à <https://bit.ly/3rxjlpj> et en iTaukei à <https://bit.ly/2UGUcC9>.

L'entretien avec Mme Premila Kumar, ministre du logement aux Fidji est disponible à <https://bit.ly/3BKEqGG>.



Pleins phares :

## Renforcement des cadres institutionnels pour la GRC aux Vanuatu

Compte tenu de l'exposition des Vanuatu aux catastrophes naturelles, le gouvernement s'efforce de réduire les facteurs sous-jacents des risques de catastrophes et de prendre des mesures efficaces dès que possible après la survenance d'une catastrophe. Ce travail est réalisé avec l'appui d'un projet mis en œuvre en collaboration avec le Bureau du Premier Ministre des Vanuatu et son département de la Planification stratégique, des Politiques publiques et de la Coordination de l'aide, le ministère des Finances et de la Gestion économique et le ministère de Prévention du changement climatique et des catastrophes naturelles.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts visant à comprendre les catastrophes naturelles et les risques et à s'y préparer, notamment en favorisant la communication des risques de catastrophes, surtout au niveau provincial. Le Bureau national de gestion des catastrophes des Vanuatu a ainsi organisé un exercice de simulation de tsunamis du 7 au 9 décembre 2020 destiné au grand public, auquel ont assisté plus de 345 personnes. Cet exercice de simulation de sensibilisation du public aux tsunamis a été annoncé dans le cadre de la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis de l'UNDRR.

D'autre part, plusieurs activités de renforcement des capacités ont été menées, dont un atelier portant sur la planification de lotissements et d'établissements humains résilients, organisé en juin 2021 par le ministère des Terres et le département des Affaires urbaines et de la planification, auquel ont participé 49 participants, dont 8 femmes, issus de collectivités locales, d'organismes nationaux et du milieu universitaire. Cet atelier faisait partie d'une série d'activités entreprises par le gouvernement pour engager les parties prenantes dans le dialogue national sur les réformes des plans de lotissement et des établissements humains résilients aux Vanuatu. Le gouvernement s'est lancé dans plusieurs réformes politiques et institutionnelles afin de renforcer le développement de lotissements et d'améliorer les

modalités institutionnelles permettant d'améliorer la planification des établissements urbains aux Vanuatu en lançant la politique nationale des lotissements par l'intermédiaire du ministère des Terres et des Ressources naturelles en 2019 et en créant le département des Affaires urbaines et de la Planification sous la direction du ministère des Affaires intérieures en mai 2021. La politique relative aux lotissements remplit un objectif clair et prévoit des lignes directrices bien définies pour la création de lotissements et la définition des paramètres des formalités administratives permettant d'atteindre cet objectif, tout en tenant compte également des risques de catastrophes et liés au changement climatique.

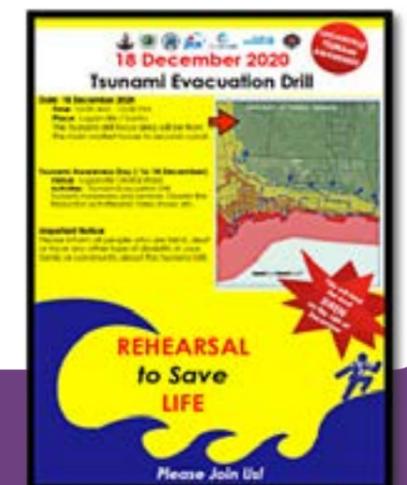
« Je suis très heureux de la participation de nos parties prenantes à l'atelier et de leurs contributions à l'élaboration du plan des lotissements et aux lignes directrices administratives et d'examen du Comité de planification de l'aménagement des terres pour les demandes de lotissement. Ces documents sont essentiels pour mettre en œuvre la politique sur les lotissements et faciliter la création d'établissements humains abordables et résilients aux Vanuatu. » M. Arthur Faeru, Directeur général, ministère des Terres et des Ressources naturelles

« Il est essentiel que le gouvernement entreprenne les réformes politiques et institutionnelles nécessaires pour renforcer la planification des établissements humains et améliorer les conditions de vie et les services publics, non seulement dans les zones urbaines mais aussi dans les centres provinciaux des Vanuatu en plein essor dans le cadre de la politique de décentralisation du pays. » Mme Cheroi Ala, Directrice générale, Ministère des Affaires intérieures

### Atelier pour les parties prenantes au Vanuatu, juin 2021



Source : Banque mondiale



Dépliant de promotion disseminé par le gouvernement de Vanuatu pour un exercice d'évacuation pour les tsunamis  
Source : Banque mondiale

# Mobiliser les investissements dans la gestion des risques de catastrophes

Inondations, Madagascar  
Source: iStock.com

Le programme ACP-UE NDRR a continué de bénéficier de la capacité de la GFDRR d'exploiter le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale, de mobiliser les capacités de financement de la Banque mondiale et d'attirer des financements provenant d'autres sources.

Au cours de l'exercice 2021, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé plus de **4,3 milliards de dollars**, dont **374 millions de dollars ont été engagés au cours de l'exercice 2021**. La GFDRR distingue trois grandes façons dont ses activités influent le financement : (1) des investissements à effet de levier d'information, (2) des investissements à effet de levier de facilitation et (3) des investissements de cofinancement. Le montant mobilisé est calculé à l'aide d'une analyse du portefeuille, qui fait la distinction entre les types de mobilisation et relève les investissements connexes réalisés. Au cours de l'exercice 2021, plusieurs projets ACP-UE NDRR ont soutenu la mobilisation de ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires que la Banque mondiale, comme le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds nordique de développement, mettant en relief la capacité des activités d'assistance technique de la GFDRR et de la Banque mondiale d'attirer l'expertise et le financement d'acteurs extérieurs. Cette mobilisation souligne également la nature intersectorielle des activités ACP-UE NDRR qui sollicitent la participation d'un large éventail de parties prenantes et de partenaires. Ces investissements supplémentaires découlant des activités ACP-UE NDRR sont décrits ci-dessous.

Mobilized over  
**\$4.3 billion**

**\$374 million**  
was committed in FY21

**Cofinancement** : il s'agit du financement conjoint ou parallèle d'un projet au moyen de prêts et/ou de subventions en vue d'en accroître l'échelle. Dans le cas présent, le projet ACP-UE NDRR s'inscrit dans un montage financier de plus large envergure comportant d'autres sources de financement. Ces différentes sources de financement financent le même programme, le même objectif, les mêmes composantes et les mêmes résultats attendus, en vue d'éviter la fragmentation de l'assistance apportée. Il n'y a pas eu d'activités cofinancées au cours de l'exercice 2021.

**Facilitation du financement du développement** : il s'agit de la capacité d'un projet ACP-UE NDRR de déclencher des financements qui sans lui n'auraient jamais vu le jour. Cela comprend, par exemple, les cas où les activités financées par le programme soutiennent directement la conception et/ou la mise en œuvre d'une opération de GRC, ou les cas où les activités d'un projet ACP-UE NDRR veillent à ce qu'un pays réponde aux critères pour avoir droit à un prêt de la Banque mondiale (Opération d'appui aux politiques de développement). Les investissements mobilisés au cours de l'exercice 2021 portaient sur les cas suivants :

- Le projet de **Renforcement de la résilience face aux risques d'inondations dans le nord-ouest du Rwanda** par l'amélioration des capacités nationales et locales au Rwanda, financé par une contribution du programme à hauteur de 850 000 dollars, a facilité le financement du Second projet de développement urbain du Rwanda de 150 millions de dollars financé par la Banque mondiale. En outre, le projet de Renforcement de la résilience a permis la mobilisation de 14 millions de dollars auprès de partenaires extérieurs par le biais du projet de Contrôle des inondations et bassin versant intégré de Kigali, financé par le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds nordique de développement<sup>80</sup> et par une contribution de 15 millions de dollars de fonds publics.

**Information sur la mobilisation des ressources** : Cette activité donne lieu à un projet ACP-UE NDRR qui influence la conception d'investissements plus importants de la part de gouvernements nationaux ou de partenaires de développement. Par exemple, un projet ACP-UE NDRR fournit des données empiriques telles que des évaluations des risques, des PDNA ou un plan de relèvement, dont les analyses ou les éléments d'appréciation contribuent à influencer la conception d'un investissement plus important. Celui-ci aurait donc été conçu différemment si les activités au titre du projet ACP-UE NDRR n'avaient pas eu lieu. Voici des exemples de projets de l'effet de levier de l'information au cours de l'exercice 2021 :

- Le projet de **Renforcement des capacités de conception et de construction de maisons et d'écoles à un seul étage face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes** aux Fidji, financé par une contribution du programme à hauteur de 100 000 dollars, a informé la Première opération d'appui aux politiques de développement avec option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes pour le relèvement et la résilience des Fidji de 145 millions de dollars financée par la Banque mondiale.
- Le projet de **Transformation urbaine et résilience pour une croissance économique inclusive** à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, financé par une contribution du programme à hauteur de 840 000 dollars, a informé le Financement supplémentaire au Projet de réforme budgétaire et de résilience de 50 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

<sup>80</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://bit.ly/2YnjqH1>.

**850 000 dollars**  
de montant de dons

**179 millions de dollars**  
de financements mobilisés  
approuvés au cours de l'exercice  
2021

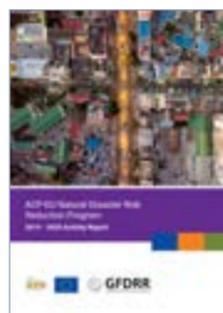
**940 000 dollars**  
de montant de dons

**195 millions de dollars**  
de financements mobilisés  
approuvés au cours de l'exercice  
2021

# Annexe I : Communication et visibilité

Entre juillet 2020 et juin 2021, divers rapports, résultats de projet et documents de sensibilisation ont été publiés.

## Rapports/articles



### Rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR 2019-2020

Le rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR présente les résultats obtenus en 2019-2020 en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique. Il souligne la façon dont le programme s'est adapté à la pandémie de COVID-19, tout en répondant également à une forte demande d'améliorations à apporter aux infrastructures urbaines afin de renforcer la résilience climatique des villes, en aidant des centres métropolitains comme Accra, Antananarivo, Banjul, Kigali et Lilongwe à adopter des politiques de renforcement de la résilience urbaine. Au cours de l'exercice 2020, 17 nouveaux projets ont été financés, portant le portefeuille total du programme ACP-UE NDRR à 147 projets soutenant plus de 70 pays ACP.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2LhVPRz> et en français à <https://bit.ly/3icVk9h>.



### Brochure du programme ACP-UE NDRR

La brochure mise à jour ACP-UE NDRR donne un aperçu global du programme ACP-UE NDRR, de ses objectifs, de ses activités et de ses domaines d'intérêt. Ses faits saillants comprennent les résultats des opérations du programme depuis sa création en 2011 et ses réalisations dans les pays ACP. La brochure reflète la participation de l'UE, de l'OEACAP et de la GFDRR.

La brochure est disponible en anglais à <https://bit.ly/2KtDpwl> et en français à <https://bit.ly/2UVYCoN>.



### Programme du Résultat 2 - Rapport d'activité 2019-2020

Ce rapport résume les activités et les accomplissements réalisés pour la période 2019-2020 au titre du Résultat 2 du Programme *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. Les CER ont continué de fournir une assistance technique clé à leurs États membres au moyen de formations destinées aux parties prenantes nationales et régionales dans le domaine de la GRC. Il souligne également comment, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, les CER sont parvenues à transférer leurs activités sur des plateformes à distance et numériques pour continuer à apporter à leurs États membres une assistance technique essentielle afin d'améliorer les ressources humaines, institutionnelles et financières consacrées au renforcement de la résilience aux catastrophes.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/39RQsTI> et en français à <https://bit.ly/3zMfv3K>.

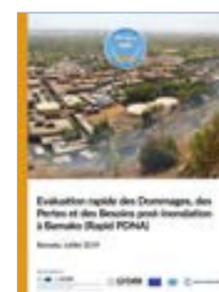


### Journée internationale pour la prévention des catastrophes - Renforcement de la gouvernance des risques de catastrophes en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique

À l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes de 2020, qui s'est tenue le 13 octobre 2020, un article a été publié mettant en avant la manière dont le programme ACP-UE NDRR renforce la gouvernance des risques de catastrophes en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Cet article souligne la manière dont les pays ACP ont fait de grands progrès pour rendre leurs institutions dirigeantes plus réactives et plus résilientes aux risques de catastrophes. Grâce à une assistance technique financée par l'UE dans le cadre du programme ACP-UE NDRR, ces pays constatent une amélioration de leurs capacités institutionnelles pour faire face aux catastrophes et en atténuer les risques potentiels en préconisant des politiques et des réformes multisectorielles en matière de GRC, en adoptant de nouvelles technologies qui améliorent la qualité et l'accessibilité de l'information et en donnant la parole à des groupes qui, jusqu'ici, avaient été ignorés pour gérer les répercussions socio-économiques des catastrophes.

L'article est disponible en anglais à <https://bit.ly/38wVmnw> et en français à <https://bit.ly/3FhKicu>.



### Mali - Évaluation rapide de catastrophe et cadre de relèvement post-catastrophe

À la suite des inondations dévastatrices de mai 2019 qui ont touché plusieurs quartiers de Bamako, la capitale du Mali, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a entrepris une évaluation rapide des dommages et un cadre de relèvement post-catastrophe afin d'éclairer les besoins de relèvement et de reconstruction avec le soutien du programme ACP-UE NDRR. Celui-ci a estimé le total des dommages et des pertes à près de 9 millions de dollars et les besoins de relèvement et de reconstruction à presque 33,5 millions de dollars.

L'évaluation rapide est disponible en français à <https://bit.ly/33zVTTU> et le cadre de relèvement post-catastrophe est disponible en français à <https://bit.ly/2C2Mt7S>.



### Soudan - Évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe

Après des pluies saisonnières exceptionnellement fortes en août 2020 dans une grande partie de l'Afrique centrale et du Nord-Est, le Soudan a connu les pires inondations survenues depuis des décennies. Le pays a été particulièrement affecté par les pluies prolongées qui se sont abattues dans le bassin versant du Nil bleu et du Nil blanc. Le gouvernement a demandé une assistance pour entreprendre une évaluation rapide des dommages, des pertes et des besoins de relèvement suite aux inondations et la planification de rétablissement qui en découle.

Financée par le programme ACP-UE NDRR, cette évaluation examine l'impact des inondations saisonnières de 2020 pour Khartoum et dans d'autres zones touchées au Soudan et estime les besoins en matière de relèvement. Le montant économique total des effets des inondations est estimé à 4,4 milliards de dollars. L'évaluation a été réalisée en collaboration avec le PNUD, l'UE et la Banque mondiale. Elle est disponible en anglais à <https://bit.ly/3yZgQUh> et en arabe à <https://bit.ly/3njWH93>. Un résumé analytique est disponible en arabe à <https://bit.ly/38WokN6>.



### Rapport final de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique

Le rapport final de Villes Ouvertes en Afrique souligne la manière dont cette initiative régionale dirigée par la GFDRR sollicite la participation des administrations locales, d'OSC et du secteur privé pour élaborer des infrastructures d'information qui permettent de combler les lacunes en matière de données et de faciliter le transfert d'informations entre les principales parties prenantes. Cette initiative avait reçu un financement du programme ACP-UE NDRR et de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique financée par l'UE.<sup>81</sup>

Le rapport final est disponible en anglais à <https://bit.ly/3ntW6i5> et en français à <https://bit.ly/32KAeXK>. Un article sur le site Web du programme ACP-UE NDRR est disponible à <https://bit.ly/3dUk9E6>.

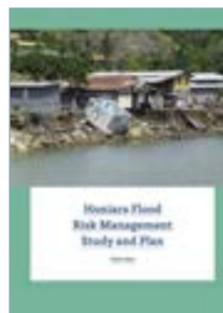
<sup>81</sup> Pour plus d'informations sur l'Initiative ADRF, voir le site (en anglais) <https://www.preventionweb.net/resilient-africa/>.



### Fidji - Nouvelles lignes directrices pour améliorer la résilience des maisons et des écoles

Suite au passage du cyclone tropical Winston en 2016, qui a endommagé plus de 30 000 maisons et 495 écoles, le gouvernement fidjien a cherché à améliorer le respect des normes de construction.

À cette fin, le gouvernement a travaillé à l'élaboration d'un ensemble de lignes directrices fondées sur les leçons tirées de cette catastrophe pour améliorer la résilience des maisons et des écoles à un étage contre des tempêtes et des tremblements de terre futurs, avec le soutien du Programme. Ces lignes directrices s'adressent aux propriétaires individuels et aux maçons ainsi qu'aux institutions communautaires chargées de superviser la construction des écoles. Elles ont aussi été communiquées au public dans le cadre d'une campagne nationale de mobilisation et de sensibilisation par l'industrie du bâtiment du pays. Les lignes directrices sont disponibles en anglais à <https://bit.ly/2NQbBV8>.



### Îles Salomon - Plan et étude de gestion des risques d'inondations d'Honiara

Honiara est la capitale des Îles Salomon et sert de pôle de transport, ainsi que de centre économique, politique et éducatif pour l'archipel. Les inondations qui se sont produites en avril 2014 ont touché près de 80 % de la population de la capitale. Avec le soutien du programme, le gouvernement a étudié les risques d'inondations urbaines, en fournissant des informations de qualité sur la manière de mieux gérer et de réduire les risques d'inondations dans la région du Grand Honiara, et en renforçant ainsi les capacités de la ville en matière de préparation aux catastrophes et de résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes. Un rapport détaillé d'étude des risques d'inondations a été publié, qui fournit une évaluation des risques d'inondations dans la zone d'étude et une description des impacts du changement climatique sur le comportement et le risque de crues. Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/3iv0AET>.



### Article sur le site Web - Élaboration d'une politique, d'une planification et d'investissements résilients en matière de relèvement post-catastrophe à Freetown, en Sierra Leone

Un article publié en février 2021 sur le site Web du programme ACP-UE NDRR souligne comment le Sierra Leone a été en mesure de tracer la voie à suivre vers un relèvement axé sur la résilience après le glissement de terrain aux effets dévastateurs survenu en août 2017 dans la capitale, Freetown.

Après la catastrophe, le programme a financé une évaluation rapide, un projet de suivi qui visait à renforcer les capacités de préparation et d'intervention face aux situations d'urgence du pays, ainsi qu'un cadre institutionnel et politique pour une GRC efficace. Ces efforts ont été couronnés par l'inauguration, en novembre 2020, d'une nouvelle NDMA pour le Sierra Leone. Cette étape majeure, qui a nécessité une collaboration entre l'Agence météorologique du Sierra Leone et l'Agence nationale de gestion des ressources en eau, renforcera les capacités du pays à faire face aux catastrophes futures et à améliorer ses systèmes d'alerte rapide.

L'article est disponible en anglais à <https://bit.ly/3pWQcqz> et en français à <https://bit.ly/3uFSxdk>.



### Article sur le site Web - La voie suivie par Haïti vers la résilience face à des risques de catastrophes multiples : l'importance des partenariats

Un article publié en février 2021 sur le site Web du programme ACP-UE NDRR présente comment le gouvernement haïtien et ses partenaires remédient aux faiblesses institutionnelles et renforcent les capacités de GRC du pays. Ces travaux sont entrepris avec le soutien coordonné du Mécanisme régional de renforcement de la résilience dans les Caraïbes, financé par l'UE<sup>82</sup> et du programme ACP-UE NDRR, tous deux gérés par la GFDRR.

L'article est disponible en anglais à <https://bit.ly/3uTA0u0> et en français à <https://bit.ly/3AanPuc>.



### La saison des ouragans est arrivée : Les « combattants de catastrophes » forment une équipe unie et soudée pour l'ensemble des Caraïbes

En mai 2021, la CDEMA, avec le soutien de l'UE, du Canada et de la Banque mondiale, a lancé une initiative visant à promouvoir la résilience aux catastrophes et à y sensibiliser le public de manière dynamique et engageante, en ciblant les jeunes en particulier.

Cette initiative, intitulée « Disaster Fighters » (combattants de catastrophes), réunit plusieurs anciens et actuels joueurs de cricket de renom, des musiciens de talent des quatre coins des Caraïbes et d'autres personnalités influentes afin de sensibiliser le public à se préparer, notamment par l'acquisition de compétences de survie, à des aléas de catastrophes, que ce soit des ouragans, des éruptions volcaniques ou la COVID-19.

L'initiative des « Disaster Fighters » a été financée par le programme ACP-UE NDRR et le mécanisme du Canada de résilience dans les Caraïbes<sup>83</sup>, tous deux gérés par le GFDRR. De plus amples informations sur cette initiative sont disponibles sur <https://bit.ly/35JJcFM>.

## Série « Récits d'impacts »



### Récits d'impacts : Les technologies de rupture au service de la gestion des risques de catastrophes en Afrique

Un « Récits d'impacts » publié en janvier 2021 met en avant le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR à des communautés et des institutions locales dans toute l'Afrique subsaharienne à des innovations technologiques qui facilitent la collecte de données et l'évaluation des risques. Ces innovations comprennent la promotion de technologies telles que les images satellites, l'intelligence artificielle et l'utilisation de drones. Ce document est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/3pR8old>.



### Récits d'impacts : Perfectionner les capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe dans les Caraïbes

Un autre « Récits d'impacts », aussi publié en janvier 2021, attire l'attention sur le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR à la CDEMA pour faire progresser les améliorations institutionnelles en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophe à la Dominique, à la Grenade, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Ce document est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/3spbfUi>.



### Récits d'impacts : Renforcement de la politique de gestion des catastrophes dans les pays insulaires du Pacifique

Un autre « Récits d'impacts » publié en janvier 2021 met en lumière la façon dont les pays insulaires du Pacifique élaborent, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, des cadres nationaux de politique et de réglementation pour faire face à la menace du changement climatique et des catastrophes causées par des phénomènes météorologiques.

Ce document est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/312llyx>.

<sup>82</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.gfdr.org/en/caribbean-rrb>.

<sup>83</sup> Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://www.gfdr.org/en/crf>.

## Résultat 2



### Résultat 2 : Rapport sur les connaissances et les capacités techniques et institutionnelles en matière de GRC en Afrique centrale

Ce rapport intitulé « Connaissances et capacités techniques et institutionnelles dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes en Afrique centrale » présente les résultats d'une enquête de base pour le renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC. Cette activité contribue à renforcer les capacités des experts en GRC à mieux accompagner la mise en œuvre d'activités de PRC en Afrique centrale et à partager les connaissances et les bonnes pratiques en matière de GRC.

Le rapport donne un aperçu des principaux risques de catastrophes au sein de la CEEAC, à savoir les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain, les éruptions volcaniques et les épidémies. Il décrit les forces et les faiblesses de la préparation et des interventions face à ces risques et cite les stratégies de réponse adoptées par les États membres de la CEEAC. Le rapport est disponible (en français) à <https://bit.ly/2XDQ9Eu>.



### Résultat 2- Renforcement des services d'hydrométéorologie de la gestion des inondations et de la sécheresse en Afrique centrale

La CEEAC s'emploie aux côtés de la Banque mondiale à évaluer l'état des services nationaux d'hydrométéorologie et des systèmes d'alerte précoce de ses États membres. Des rapports de pays ont été publiés, analysant les services en Angola, au Burundi, en Guinée équatoriale et au Rwanda, ainsi qu'une évaluation globale des services nationaux d'hydrométéorologie dans les 11 États membres de la CEEAC. Ces rapports évaluent les ressources législatives, institutionnelles, techniques, financières et éducatives consacrées au soutien de services hydrologiques et météorologiques.

Le rapport de synthèse régional est disponible en français à <https://bit.ly/38FBbUx>. Le rapport sur l'Angola est disponible en français à <https://bit.ly/3i7DzXg>, le rapport sur le Burundi est disponible en français à <https://bit.ly/35BCyRl>, le rapport sur la Guinée équatoriale est disponible en français à <https://bit.ly/3sm1hUx> et le rapport sur le Rwanda est disponible en français à <https://bit.ly/38GX5qo>.



### Résultat 2 - Améliorer la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques face aux catastrophes naturelles dans les États membres de la CEEAC

Plusieurs documents ont été publiés, qui dressent un état des lieux et formulent des recommandations concernant les systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques en cas de catastrophes naturelles dans les États membres de la CEEAC.

Le document principal présente les recommandations adressées à tous les acteurs de la gestion des catastrophes naturelles dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans les États membres de la CEEAC. Il comprend également un projet de plan d'action spécifiquement dédié à la CEEAC afin d'accompagner ses États membres dans leur objectif de gestion efficace des catastrophes naturelles en ce qui concerne le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique de chaque pays. Les recommandations et le plan d'action stratégique sont disponibles en français à <https://bit.ly/3le5DeZ>.

Les recommandations et le plan d'action sont formulés sur la base des résultats de trois études de cas. La première est un diagnostic des catastrophes naturelles et de leurs impacts sur le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans les États membres de la CEEAC et est disponible en français à <https://bit.ly/3oxG8Hk>. La deuxième est un référentiel des mécanismes existants de résilience des populations rurales dont les moyens de subsistance sont affectés par les catastrophes naturelles. Il est disponible en français à <https://bit.ly/3DbE8J1>. La dernière est une analyse des besoins en services hydrométéorologiques du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique des États membres de la CEEAC. Le document est disponible en français à <https://bit.ly/3Bq3B3n>.



### Programme du Résultat 2 - Étude sur les activités de renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC

Ce rapport publié en août 2020 présente les résultats de l'analyse de l'enquête de base sur les activités de renforcement des capacités en PRC au sein de la CEEAC. Le document est disponible en français à <https://bit.ly/3wa6Y9o>.



### Programme du Résultat 2 - Analyse des principaux dangers en Afrique centrale

Ce document publié en mai 2021 présente le principal aléa dans la région de la CEEAC et est disponible en français à <https://bit.ly/3ixfA66>.



### Programme du Résultat 2 - Atlas des risques pour les pays de la CEEAC

Un atlas des risques pour la région de la CEEAC a été publié. Ce document répond à un besoin de compréhension, de spatialisation et de contextualisation des risques naturels dans la région de la CEEAC. Il introduit un éventail d'approches et de cartographies pour expliquer les risques perçus et vécus, leurs conséquences et leurs déterminants physiques, socio-culturels, historiques ou géographiques. Le document est disponible en français à <https://bit.ly/3j6GXo0>.

## Vidéos

### Vidéo des résultats et des réalisations du programme ACP-UE NDRR

Le programme ACP-UE NDRR a fourni une assistance technique essentielle pour aider les parties prenantes à lancer de vastes réformes et des activités variées visant à renforcer la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. En inscrivant la GRC au cœur de leurs politiques de développement et en accordant la priorité à la résilience et à la préparation, grâce à leur collaboration avec le programme ACP-UE NDRR, les pays ACP ont été en mesure de se doter de nouveaux outils et de nouvelles ressources pour protéger leurs populations et préserver les gains réalisés en matière de développement.

Les réalisations et les enseignements tirés de la collaboration entre l'UE, l'OEACP et la Banque mondiale/GFDRR sont présentés dans la vidéo, qui est disponible à <https://bit.ly/3AhliY5>. Une version condensée de cette vidéo portant sur les témoignages des parties prenantes du programme est disponible à <https://bit.ly/3iyAp0g>.



### Vidéos régionales des résultats et des réalisations du programme ACP-UE NDRR pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique

Le programme ACP-UE NDRR a adapté son approche à l'environnement et aux défis uniques auxquels chaque région est confrontée. Les réalisations régionales du programme sont présentées dans les vidéos suivantes pour l'Afrique à <https://bit.ly/3mqTtTx>, les Caraïbes à <https://bit.ly/2YrFpBJ> et le Pacifique à <https://bit.ly/2YqGqVY>.



### Vidéo sur le nouveau système d'informations géospatiales sur les risques dans les Caraïbes

Avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, une nouvelle plateforme régionale de données géospatiales appelée Geo-CRIS a été lancée en novembre 2020. Gérée par la CDEMA, cette plateforme sert de « guichet unique » pour la collecte et le partage d'informations et de données sur la GRC, en s'assurant que les pays des Caraïbes ont accès à des données de GRC. La vidéo sur la plateforme Geo-CRIS est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/37I50SM>.



### Résultat 2 - Réalisations du Programme de gestion des risques de catastrophes des communautés économiques régionales de l'Afrique

Les activités menées dans le cadre de ce Programme ont permis de mobiliser l'expertise régionale et de renforcer une approche de collaboration à l'égard de la GRC grâce à un meilleur partage des connaissances et à une défense des politiques plus efficace. Les CER ont pu élaborer des stratégies de résilience aux catastrophes à long terme pour traiter de domaines d'intervention spécifiques, comme les capacités hydrométéorologiques, les mécanismes d'alerte précoce en cas d'inondations et de sécheresse, et l'agriculture intelligente face au climat, afin de protéger les populations contre l'insécurité alimentaire induite par les catastrophes. Les CER ont également intégré dans les stratégies de GRC des considérations de genre en tant qu'aspect essentiel de l'établissement d'une résilience inclusive face aux catastrophes naturelles.



Les réalisations et les leçons tirées du programme de gestion des risques de catastrophes des CER africaines sont présentées dans cette vidéo : <https://bit.ly/3ms7rQU>.

### Programme du Résultat 2 - Vidéo de l'IGAD sur la gestion des risques de catastrophes

Un documentaire réalisé par l'IGAD donne un aperçu de l'impact des catastrophes causées par des catastrophes naturelles et présente les activités et les réalisations du programme du Résultat 2 dans la région. La version longue du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/3yFxR6Z> et en français à <https://bit.ly/2SvZrmF>. La version abrégée du documentaire est disponible en anglais à <https://bit.ly/2TozR3v> et en français à <https://bit.ly/3yFGL4o>.



## Médias sociaux

### Les technologies de rupture au service de la gestion des risques de catastrophes en Afrique

Le programme ACP-UE NDRR a apporté son soutien à des communautés et des institutions locales dans toute l'Afrique subsaharienne à des innovations technologiques qui facilitent la collecte de données et l'évaluation des risques. Ces innovations comprennent la promotion de technologies telles que les images satellites, l'intelligence artificielle et l'utilisation de drones. Ces efforts sont visibles sur le compte Twitter de la GFDRR, disponible à : <https://bit.ly/3DBH2Ic>.



### Évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe du Soudan

Suite à la publication de l'évaluation rapide des besoins et de relèvement post-catastrophe du Soudan, l'évaluation et la coopération avec l'UE ont été portées à la connaissance du public sur les comptes de médias sociaux de la GFDRR. Le compte Twitter de la GFDRR est disponible à : <https://twitter.com/GFDRR>.



### La saison des ouragans est arrivée : Les « combattants de catastrophes » forment une équipe unie et soudée pour l'ensemble des Caraïbes

La GFDRR utilise ses comptes de médias sociaux pour tenir le public informé de l'initiative intitulée « Disaster Figthers » (voir l'article plus haut) lancée en mai 2021 par la CDEMA avec le soutien de l'UE, du Canada et de la Banque mondiale. Le compte Twitter de la GFDRR est disponible à : <https://twitter.com/GFDRR>.



## Les partenaires au programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

- AFRIQUE DU SUD • ANGOLA • ANTIGUA-ET-BARBUDA • BELIZE • CAP-VERT • COMORES •
- BAHAMAS • BARBADE • BÉNIN • BOTSWANA • BURKINA FASO • BURUNDI • CAMEROUN •
- CONGO (BRAZZAVILLE) • CONGO (KINSHASA) • CÔTE D'IVOIRE • CUBA • DJIBOUTI •
- DOMINIQUE • ÉRYTHRÉE • ÉTHIOPIE • FIDJI • GABON • GAMBIE • GHANA • GRENADE •
- GUINÉE-BISSAU • GUINÉE ÉQUATORIALE • GUYANA • HAÏTI • ÎLES COOK • ÎLES MARSHALL •
- ÎLES SALOMON • JAMAÏQUE • KENYA • KIRIBATI • LESOTHO • LIBERIA •
- MADAGASCAR • MALAWI • MALI • MAURITANIE • MAURICE • MICRONÉSIE • MOZAMBIQUE •
- NAMIBIE • NAURU • NIGER • NIGERIA • NIUE • OUGANDA • PALAOS •
- PAPOUASIE-NOUVELLE • GUINÉE • RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE •
- RÉPUBLIQUE DE GUINÉE • RÉPUBLIQUE DOMINICAINE • RWANDA • SAINT-KITTS-ET-NEVIS •
- SAINTE-LUCIE • SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES • SAMOA • SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE •
- SÉNÉGAL • SEYCHELLES • SIERRA LEONE • SOMALIE • SOUDAN • SURINAME •
- SWAZILAND • TANZANIE • TCHAD • TIMOR LESTE • TOGO • TONGA •
- TRINITÉ-ET-TOBAGO • TUVALU • VANUATU • ZAMBIE • ZIMBABWE •

### ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE

Pour plus d'informations : [www.acp.int](http://www.acp.int)

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe des États ACP, a été créée par l'Accord de Georgetown en 1975. L'OEACP est composée de 79 États membres et de six régions, signataires de l'Accord de Cotonou, qui consolide juridiquement leur partenariat qui les lie à l'Union européenne.

Parmi les principaux objectifs de l'OEACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration progressive dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, l'OEACP a pris l'initiative de lancer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Elle y est parvenue en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà de l'assistance et des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre l'OEACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des membres et des régions de l'OEACP, aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des membres de l'OEACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées portant sur l'adaptation au changement climatique, le renforcement de la résilience, la durabilité environnementale et la protection de l'environnement, et la gestion des risques de catastrophes.

### UNION EUROPÉENNE

Pour plus d'informations : [www.europa.eu](http://www.europa.eu)

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par une subvention de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Au titre de l'une des principales priorités du pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*), c'est-à-dire la feuille de route destinée à transformer l'UE en une société à faible émission de carbone et résiliente au climat, la Commission européenne a adopté en février 2021 sa nouvelle et plus ambitieuse stratégie européenne d'adaptation au changement climatique. Renforçant l'appel à accentuer les efforts en matière de protection contre les effets du changement climatique, de renforcement de la résilience, de prévention et de préparation, la stratégie appelle à des actions en Europe mais aussi au-delà des frontières de l'UE. Elle réaffirme que les enjeux mondiaux, comme la résilience climatique, nécessitent une réponse mondiale.

Par sa coopération avec l'OEACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité des régions, des pays et des communautés et de renforcer leur résilience.

### FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

Pour plus d'informations : [www.gfdr.org](http://www.gfdr.org)

La Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements



Lautoka, Fidji  
Source : iStock.com

## Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles  
17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique

[infoacpeu@worldbank.org](mailto:infoacpeu@worldbank.org)  
[www.drrinacp.org](http://www.drrinacp.org)



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

**ACP-EU NATURAL DISASTER RISK REDUCTION PROGRAM**

AN INITIATIVE OF THE AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC GROUP, FUNDED BY THE EUROPEAN UNION AND MANAGED BY GFDRR